

**International
Organizations**
• Their activities
• Their congresses
• Their publications

International Associations

SEPTEMBER 1968



SEPTEMBRE 1968

20^e ANNÉE - 20th YEAR

9

Associations internationales

**Les organisations
internationales**
• Leurs activités
• Leurs congrès
• Leurs
publications

MENSUEL



1, rue aux Laines - Bruxelles 1 - Belgique



MONTHLY

Provides articles, surveys, book reviews, notes on current activities and plans for new International organizations, changes of address, together with
• the International Congress Calendar, and
• the "Bibliographical Current List of Papers, Reports and Proceedings of International Meetings" (monthly).

Each issue contains 76-150 pages. Bilingual (English/French)
Annual subscription: (Calendar year); US \$ 11; 75/-; BF450

International Associations

is published by the

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

Comité de Direction de **PUAI** : Executive Council :

Président : President :
F A CASADIO, Directeur, Societa Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie);

Vice-Présidents ; Vice-Présidents :
Sir Ramaswami MUDALIAR, President India Steamship Company (India);
Pierre VASSEUR, Secrétaire général honoraire de la Chambre de Commerce Internationale (France);

Membres : Members :

Th CAVALCANTI, Président de l'Institut de Droit Public de la Fondation Getulio Vargas (Brésil);
Etienne de la VALLEE POUSSIN, Sénateur, Délégué belge à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe (Belgique);
Dr Mohamed Aly RIFAAT (RAU), Secrétaire général de l'Organisation Afro-Asiatique de Coopération Economique;

S ROKKAN, Director of Research, Chr Michelsen Institut (Norway);

T KOTARBINSKI, Ancien Président de l'Académie Polonaise des Sciences (Pologne);

Louis VERNIERS, Secrétaire général honoraire du Ministère de l'Education nationale (Belgique);

Secrétaire Général : Secretary-General :

Georges Patrick SPEECKAERT, Docteur en droit;

Trésorier Général : General Treasurer :

Roland RAINAUT (France).

Secrétariat général : General Secrétariat :

1. rue aux Laines. Bruxelles 1, tél. 11.83.96

Autres publications ; Other publications :

- Yearbook of International Organizations - 11th edition 1966-67 (English)
- Petit répertoire des organisations internationales, liste alphabétique en langue française avec adresses
- International Initiallese. 2nd edition with supplement.
- Select Bibliography on International Organization (1885-1964), by G P Speeckaert.
Bibliographie sélective sur l'organisation Internationale (1885-1964) par G P Speeckaert.
- Bibliography of Proceedings of International Meetings held in 1957, 1958, 1959 (3 volumes).
Bibliographie des comptes rendus des réunions internationales tenues en 1957, 1958, 1959 (3 vol).
- Yearbook of International Congress Proceedings 1950-57 (in preparation).
- International Congress Science Series : 7 volumes in English and French editions.
Collection " La science des congrès internationaux " : 7 volumes parus en éditions française et anglaise.
- Documents for the study of international non governmental relations (15 volumes issued).
Documents pour servir à l'étude des relations internationales non gouvernementales (15 brochures parues).

La liste détaillée des publications sera envoyée sur demande.
Full list will be sent on request.

Associations

12 numéros par an, chacun de 76 à 150 pages, contenant des articles, des études, des chroniques, des statistiques, des recensions bibliographiques, l'annonce de création ou de projets de création d'organisations internationales, les changements d'adresse des organisations internationales et
• le " International Congress Calendar " et
• la " Bibliographie courante des Documents, Comptes Rendus et Actes des Réunions internationales " (mensuelle)

est publiée par

internationales

Edition bilingue (français-anglais)
Abonnement annuel : 450 FB, 45 FF, 40 FS

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

1. RUE AUX LAINES, BRUXELLES 1.

International Associations Internationales

20^e ANNEE

1968 20th YEAR

SEPTEMBRE 9 SEPTEMBER

Sommaire

Contents

Review of the consultative status of non-governmental organizations at United Nations.
La révision du statut consultatif des organisations non gouvernementales aux Nations Unies.

IN ENGLISH

Editorial	609
Resolution adopted by the UN Economic and Social Council (1296 XLIV) . . .	615
Commentary by Mr Forshell, Chairman of the ECOSOC Committee on NGOs	645
And now what?	614

EN FRANÇAIS

Editorial	608
Résolution adoptée par le Conseil Economique et Social (1296 XLIV)	615
Commentaire par M. Forshell, Président du Comité ONG du Conseil Economique et Social	647
Et maintenant?	649

<i>Les subventions de l'Unesco aux organisations non gouvernementales</i>	650
<i>Le problème de la communication verbale internationale (2^e partie) par W. Wellekens</i>	653
The problem of international verbal communication (Part H), by W. Wellekens (summary)	653
Li problema del communication verbal international, un solution Interlingue (Resumate)	657

CHRONIQUES

SURVEYS

BIBLIOGRAPHICAL CURRENT LIST OF PAPERS, REPORTS AND PROCEEDINGS OF INTERNATIONAL MEETINGS 633

BIBLIOGRAPHIE COURANTE DES DOCUMENTS, COMPTES RENDUS ET ACTES

DES REUNIONS INTERNATIONALES 633

Ninth supplement to the Annual International Congress Calendar, 1968 edition. <i>Neuvième supplément au Calendrier annuel des réunions internationales, éd. 1968</i>	659
Index to the Calendar	674

(Les opinions exprimées dans les articles signés ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UAI.)

[The views expressed in the signed articles do not necessarily reflect those of the UAI.]

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales
Abonnement 1 an : 450 FB, 45 FF, 40 FS
Rédaction, Administration : 1, rue aux Laines,
Bruxelles 1 (Belgique)
UK Business Office : Mrs. Fay Pannell,
11, Whitehall Court, London SW 1
Délégué, Direction de la publicité : Roger Ranson,
35, boulevard de la République, St Cloud,
Seine-et-Oise (France)

Published MONTHLY by
Union of International Associations
Annual subscription: \$ 11 or 75/-
Editor, Administration : 1, rue aux Laines,
Brussels 1 (Belgium)
UK Business Office : Mrs. Fay Pannell,
11, Whitehall Court, London SW 1
Advertising manager : Roger Ranson,
35, boulevard de la République, St Cloud,
Seine-et-Oise (France)

Editorial

DANS la vie des organisations internationales, il arrive souvent qu'un texte vienne remplacer un autre texte.

Parfois cependant, le fait en lui-même est lourd de signification. Nous croyons que c'est effectivement le cas en ce qui concerne le remplacement du texte des anciennes dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales, énoncées dans la résolution 288 B (X) du 27 février 1950 du Conseil Economique et Social, par le nouveau texte adopté par le Conseil Economique et Social des Nations Unies en date du 23 mai 1968, résolution 1296 (XLIV).

Nous reproduisons ce texte dans le présent numéro de notre revue, en le faisant suivre des commentaires faits par M. Forshell (Suède), Président du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, devant le Conseil Economique et Social, avant l'adoption du nouveau texte, (voir page 647)

En effet, les observations de M. Forshell sont fort importantes pour l'application des nouvelles dispositions, d'autant plus que dans plus d'un cas son interprétation constitue une sensible amélioration du texte. Elle fait plus qu'éclairer certaines dispositions. On peut dire qu'elle les corrige.

Cet exposé du Président du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales n'ayant suscité aucune remarque de la part des membres du Conseil Economique et Social, a donc été approuvé au même titre que les nouvelles dispositions. Les ONG ne manqueront pas de s'en souvenir.

Nous ne voulons pas discuter ici du contenu même de la Résolution 1296 (XLIV), étant donné qu'il a été examiné par la Conférence des ONG ayant le statut consultatif auprès de l'ECOSOC. Celle-ci, comme nous l'indiquions dans le numéro de juillet de notre revue (page 466) a procédé à une comparaison attentive des anciennes directives de 1950 et des nouvelles directives et en fait l'objet d'une circulaire datée du 24 avril 1968.

De même, nous n'aborderons pas dans ce numéro le problème du questionnaire adressé aux ONG consultatives, Catégorie A et B, par le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales. Nous publierons ce questionnaire lorsque le Secrétariat des Nations Unies fera connaître le résultat de ce questionnaire. Celui-ci ne prendra toute sa signification qu'à la lumière des réponses des ONG.

(suite page 610)

(suite page 610)

Editorial

*I*N the affairs of international organizations, there often comes a time when one text is replaced by another.

There are occasions, however, when this in itself is loaded with significance. It is our belief that this is true in the case of the replacement of the text relating to the previous arrangements for consultation with non-governmental organizations, as laid down in the United Nations Economic and Social Council's Resolution 288 B (X) of 27 February 1950, by the new text adopted by the Council on 23 May 1968 Resolution 1296 (XLIV).

We are reproducing this text in the present number of our magazine, followed by commentaries made by Mr Forshell (Sweden), Chairman of the Council Committee on Non-Governmental Organizations, to the Economic and Social Council before the adoption of the new text, (page 645)

Mr Forshell's observations are of great importance as regards the implementation of the new arrangements, the more so because in more than one instance his interpretation constitutes a considerable improvement on the text. It does more than clarify some of the provisions. One can say that it corrects them.

Following this exposé by the Chairman of the Council Committee on Non-Governmental Organizations, not one comment was made by the members of the Economic and Social Council, and it was consequently approved on the same grounds as the new arrangements. This is something NGOs will make a point of remembering.

It is not our wish to discuss here the actual contents of Resolutions 1296 (XLIV) as this has been examined by the Conference of NGOs in consultative status with ECOSOC. As we pointed out in the July number of our magazine (p. 467), the Conference made a careful comparison of the former directives dating from 1950 and the new directives, issuing a circular on the subject dated 24 April 1968.

Nor shall we discuss in this number problems relating to the questionnaire addressed to NGOs in consultative status (Categories A and B) by the Committee on Non-Governmental Organizations. We shall publish this questionnaire when its results are made known by the Secretariat of the United Nations. The full significance of this questionnaire will only become apparent in the light of the answers given by NGOs.

(continued on page 611)

Le point que nous croyons devoir soulever est le suivant :

« Que faut-il penser de cette revision ? »

En réalité ce qui nous préoccupe, c'est de savoir si cette révision, avec les quelque 20 réunions que le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales y a consacré, constituera pour les Nations Unies et pour les ONG, un progrès.

Certes, tout dépendra de la façon dont les nouvelles dispositions seront utilisées. Nous tenons cependant à dire que la lecture des 270 pages des comptes rendus analytiques de la 223 à la 244^e séance du Comité ONG de l'ECOSOC, tenues à New York du 22 janvier au 12 avril 1968 (Doc ECOSOC E/C.2/5 R 223-244, 2 mai 1968) laisse une impression pénible, de même que la lecture du questionnaire adressé par ce Comité aux ONG.

Ces discussions, où les ONG n'ont pas eu la parole, ont été dominées par les délégués de quelques Etats Membres, qui ont été hostiles aux organisations non gouvernementales pour une variété de motifs spéciaux. La critique que beaucoup d'ONG sont trop occidentales passe sous silence le fait que ces ONG accueilleraient volontiers des membres d'autres régions. Il arrive que ce soit les Etats eux-mêmes de ces régions qui empêchent leurs nationaux de participer aux travaux des ONG.

Les représentants des autres Etats ont paru ne pas vouloir engager un débat dans ce forum. En lisant le compte rendu des discussions, on peut se demander d'ailleurs combien de délégués présents étaient vraiment bien informés des différentes formes de collaboration constructive existant entre les ONG et le Secrétariat des Nations Unies.

Il y a eu des remarques intéressantes et valables, mais l'ensemble donne l'impression d'une mise en accusation des ONG, plutôt que d'une recherche de la façon la plus adéquate dont les Nations Unies pourraient consulter les ONG.

Pour quelques cas d'ONG qui ont reçu, parfois d'ailleurs en l'ignorant semble-t-il, étant donné l'intermédiaire de fondations ad hoc, de l'argent de la Central Intelligence Agency des Etats Unis, on a jeté la suspicion sur toutes les ONG. Il nous semble qu'au lieu d'envoyer à toutes les ONG consultatives un questionnaire qui sent le cordon sanitaire, il eut été plus simple et correct d'examiner de façon approfondie le cas de ces organisations, l'objet et la nature de leurs activités financées ou non par les subventions, et le tort que leurs travaux pouvaient porter aux Nations Unies ou à ses Etats membres.

(suite page 612)

We believe the question that should be raised is the following :

« What are we to think of this revision ? »

What in fact we are concerned to know is whether this revision, the result of some 20 meetings of the Council Committee on Non-Governmental Organizations, constitutes a step forward for the United Nations and for NGOs.

Of course, everything will depend on how the new arrangements are implemented. Yet we are compelled to say that after reading the 270 pages of the summary records of the 223rd to 244th session of the NGO Committee of ECOSOC, held in New York from 22 January to 12 April 1968 (ECOSOC Doc. E/C.2/5 R 223-244, 2 May 1968), we are left with an uneasy impression; and after reading the questionnaire sent by this Committee to NGOs this impression remains.

These discussions, in which NGOs took no part, were dominated by the delegates of a few Member States openly hostile to non-governmental organizations for a variety of particular reasons. The charge that many NGOs were dominated by the West overlooks the fact that these NGOs would be only too glad to receive members from other regions. It is these States themselves which have on occasions prevented their nationals from participating in the activities of NGOs.

The representatives of the other States seemed unwilling to use this forum to engage in debate. On reading the summary records of the discussions, one may wonder how many of the delegates present were really well informed about the different forms of constructive collaboration existing between NGOs and the United Nations Secretariat.

Though some interesting and valid remarks were made, the overall impression is that of an indictment against NGOs rather than an attempt to find out the most effective way for the United Nations to consult NGOs.

The fact that in a few cases NGOs have received — sometimes, it seems, unknowingly, owing to the intermediary of ad hoc foundations — money from the United States Central Intelligence Agency has cast suspicion on all NGOs. It seems to us that instead of sending a questionnaire to all NGOs that smacks of the cordon sanitaire, it would have been simpler and more correct to examine closely each of these organizations, the objectives and the nature of their activities, whether or not financed by grants, and the harm their activities could cause to the United Nations or its Member States.

NGOs have also been reproached for not being sufficiently international, for taking a political role, for attacking certain governments, for having other governments as members.

(continued on page 613)

On a reproché aussi aux ONG de n'être pas assez internationales, de faire de la politique, d'attaquer certains gouvernements, d'en avoir d'autres comme membres.

Dans tout cela, comme dans tout reproche, il y a une part de vérité, mais il est inopportun d'en faire un procès, quand un autre fait, tout aussi certain, est que si l'on trouve, dans les différents camps politiques, des ONG qui attaquent des gouvernements, etc, la grande majorité des ONG travaillent avec un maximum de dévouement envers les Nations Unies et ses idéaux, avec un esprit international, qui ne date pas de hier pour la plupart, et qu'elles ont une compétence ou une influence précieuses pour les Nations Unies et pour les pays en voie de développement.

L'UAI, dans l'espoir d'aider à une appréciation objective de deux reproches qui furent adressés aux ONG, a réalisé et publié deux études, sans doute succinctes mais précises : la première portait sur les participations nationales aux organisations internationales. Elle a été publiée dans le numéro de mai 1968 de cette revue. L'autre portait sur les contributions gouvernementales aux organisations internationales non gouvernementales. Elle a paru dans le numéro de juillet 1968.

Nous n'avons pas eu le temps d'en effectuer une troisième qui aurait dû être un rappel de tout ce que les ONG ont fait dans le passé pour les Nations Unies et ce qu'elles pourraient encore mieux faire pour celles-ci, si on les y utilisait mieux.

Nous espérons que nous ne devons pas ultérieurement nous pencher sur une autre attitude, qui serait cette fois adoptée par les ONG. Dans un monde qui connaît un tel esprit de contestation, il n'est pas impossible qu'un jour les ONG réagissent. Le danger de voir cesser leur collaboration aux Nations Unies n'est pas illusoire. Certes nous souhaitons qu'il y ait au contraire des explications franches, un vrai dialogue et une meilleure participation. Ce serait la façon authentique « de se conformer aux réalités de la vie contemporaine de la communauté internationale ».

Mais il est évident que l'amélioration des relations, basée sur une confiance et un respect mutuels, requiert avant tout que les Ministres des Affaires Etrangères des Etats représentés à l'ECOSOC et à son Comité chargé des ONG, comprennent mieux le rôle effectif des ONG. L'adoption de résolutions adressées au Secrétaire Général des Nations Unies est un moyen peu efficace. Les ONG qui croient en la nécessité d'une collaboration entre les institutions intergouvernementales et les organisations non gouvernementales, doivent surtout et de façon urgente s'adresser directement aux Ministres des Affaires Etrangères pour obtenir que la nouvelle résolution 1296 soit appliquée avec la justice, la sagesse et la compréhension permises par ces dispositions.

G. P. S.

Here, as in all reproaches, there is a part-truth, but it is inappropriate to make a trial of it when another fact stands out just as clearly : namely, that, though there are some NGOs in various political camps which do attack governments, etc., the great majority of NGOs work with the utmost devotion to the United Nations and its ideals, in an international spirit, which in most cases does not date from recent times, and have a competency and influence of great value to the United Nations and the developing countries.

In the hope of helping to make an objective assessment of two reproaches directed against NGOs, the UAI has undertaken and published two studies, concise, perhaps, but to the point : the first concerned national participation in international organizations and was published in the June 1968 number of this magazine. The second, dealing with governmental contributions to international non-governmental organizations, appeared in the July 1968 number.

We have not had time to carry out a third, which might well have been a reminder of all that NGOs have done in the past for the United Nations and what they could do even more effectively if they were used to better advantage.

We hope it will not be necessary in future for us to turn our attention towards another attitude, this time one that could be adopted by NGOs. In a world where contention is rife, it is not impossible that one day NGOs will react. The danger of seeing their collaboration with the United Nations come to an end is not illusory. We certainly hope, on the other hand, that there will be some frank explanations, a real dialogue and improved participation. This would be a genuine way of " conforming to the realities of contemporary experience in the international community".

But it is clear that any improvement in relations, based on mutual confidence and respect, demands above all that the Foreign Ministers of the States represented on ECOSOC and its Committee on NGOs should understand more clearly the effective role of NGOs. The adoption of resolutions addressed to the Secretary-General of the United Nations will have little effect. NGOs believing in the need for co-operation between inter-governmental bodies and non-governmental organizations should make it their primary and urgent duty to address themselves directly to these Foreign Ministers to ensure that the new Resolution 1296 is administered with the justice, wisdom and understanding that its provisions permit.

G. P. S.

And now what ?

Resolution 1296 (XLIV) adopted on 23 May 1968 by the United Nations Economic and Social Council will not become effective until each of the NGOs currently in consultative status has been reviewed individually. This review will probably be started by the Council's Committee on NGOs about mid-September. It seems likely that the Committee will try to bring its discussions concerning this review to a conclusion before the opening of the autumn session of the General Assembly.

For NGOs concerned, it is of the utmost importance :

1) to supply without delay all relevant details concerning their aims, present activities and sources of finance to governments with whom they have relations, and particularly the government of the country where they have their headquarters. The discussions which have just taken place at the United Nations show that the chief fault to be found very generally among governmental delegations is not their ill-disposed attitude towards NGOs but *their ignorance of NGOs*.

2) to be represented at New York during the sessions of the Council's Committee beginning mid-September which will be devoted to the individual review of NGOs in consultative status with ECOSOC. It is possible some of the information communicated to the Committee may be incorrect or wrongly interpreted. It is important that these errors should be rectified by a representative of the NGO who, being present, will be able to intervene. Unfortunately, it is and will probably continue to be impossible to give exact dates for each review. It will therefore be necessary to follow the procedure and progress of the discussions very closely.

(The second of these suggestions was addressed by the Bureau of the Conference of Consultative NGOs to its members.)

Informatively, the composition of the NGO Committee of the Economic and Social Council for 1968 is as follows :

MEMBER STATES OF THE NGO COMMITTEE OF ECOSOC, 1968

Czechoslovakia	USSR	UK	Venezuela
France	Morocco	Panama	Sierra Leone
India	USA	Philippines	

MEMBER STATES OF THE U.N. ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL, 1968

Argentina	Guatemala	Mexico	Turkey
Belgium	India	Morocco	USSR
Bulgaria	Iran	Panama	UK
Chad	Ireland	Philippines	USA
Congo (Brazzaville)	Japan	Sierra Leone	Upper Volta
Czechoslovakia	Kuwait	Sweden	Venezuela
France	Libya	Tanzania	

United Nations
Economie
and
Social Council



Distr.
LIMITED
E/RES/1296 (XLIV)
25 June 1968

Quarante-quatrième session.
Point 18 de l'ordre du jour.

Forty-fourth session
Agenda item 18

Résolution adoptée
par le Conseil
Economique et Social

1296 (XLIV). - *Dispositions relatives
aux consultations avec les organisations
non gouvernementales*

Le Conseil économique et social,

Considérant l'Article 71 de la Charte
des Nations Unies,

Reconnaissant que l'adoption de dis-
positions prévoyant la consultation des
organisations non gouvernementales peut
grandement contribuer à la réalisation
des buts et à la défense des principes
des Nations Unies,

Considérant qu'il convient de déve-
lopper dans une mesure aussi large que
possible les consultations entre le Con-
seil et ses organes subsidiaires, d'une
part, et les organisations non gouverne-
mentales, d'autre part,

Approuve les dispositions ci-après qui
remplacent celles qui sont énoncées
dans sa résolution 288 B (X) du fé-
vrier 1950 :

Resolution adopted
by the Economie
and Social Council

1296 (XLIV). *Arrangements for consultation with
non-governmental organizations*

The Economic and Social Council,

Having regard to Article 71 of the Charter of the Uni-
ted Nations,

Recognizing that arrangements for consultation with
non-governmental organizations provide an important
means of furthering the purposes and principles of the
United Nations,

Considering that consultations between the Council
and its subsidiary organs and the non-governmental
organizations should be developed to the fullest practi-
cable extent,

Approves the following arrangements, which super-
sede those set out in its resolution 288 B (X) of 27 Fe-
bruary 1950 :

Dispositions relatives
aux consultations
avec les organisations
non gouvernementales

PREMIERE PARTIE

*Principes à appliquer
dans l'établissement de relations
aux fins de consultations*

Les principes ci-après seront appliqués dans l'établissement, avec les organisations non gouvernementales, de relations aux fins de consultation.

1. — L'organisation doit exercer son activité dans les domaines relevant de la compétence du Conseil économique et social en ce qui concerne les questions économiques, sociales ou culturelles, les questions d'éducation et de santé publique, les questions scientifiques et techniques et autres questions connexes d'ordre international, ainsi que les questions relatives aux droits de l'homme.

2. — Les buts et desseins de l'organisation doivent être conformes à l'esprit, aux fins et aux principes de la Charte des Nations Unies.

3. — L'organisation doit s'engager à aider l'Organisation des Nations Unies dans son œuvre et à faire connaître les principes et les activités des Nations Unies, conformément à ses propres buts et desseins ainsi qu'à la nature et à l'étendue de sa compétence et de ses travaux.

4. — L'organisation doit avoir un caractère représentatif et une réputation internationale bien établie; elle doit représenter une proportion importante des principaux groupes de la population ou des personnes qui exercent des activités organisées dans le domaine particulier auquel elle se consacre, et exprimer leurs vues, et doit être, si possible, représentée dans un nombre important de pays appartenant à différentes régions du monde. Les organisations qui ont des objectifs, des intérêts et des idées fondamentales semblables dans un domaine donné devront, aux fins de consultations avec le Conseil, désigner un comité mixte ou tout autre organe autorisé à exercer des activités consultatives au

Arrangements for
consultation
with non-governmental
organizations

PART I

*Principles to be applied in the establishment of
consultative relations*

The following principles shall be applied in establishing consultative relations with non-governmental organizations.

1. — The organization shall be concerned with matters falling within the competence of the Economic and Social Council with respect to international economic, social, cultural, educational, health, scientific, technological and related matters and to questions of human rights.

2. — The aims and purposes of the organization shall be in conformity with the spirit, purposes and principles of the Charter of the United Nations.

3. — The organization shall undertake to support the work of the United Nations and to promote knowledge of its principles and activities, in accordance with its own aims and purposes and the nature and scope of its competence and activities.

4. — The organization shall be of representative character and of recognized international standing; it shall represent a substantial proportion, and express the views of major sections, of the population or of the organized persons within the particular field of its competence, covering, where possible, a substantial number of countries in different regions of the world. Where there exist a number of organizations with similar objectives, interests and basic views in a given field, they shall, for the purposes of consultation with the Council, form a joint committee or other body authorized to carry on such consultation for the group as a

whole. It is understood that when a minority opinion develops on a particular point within such a committee, it shall be presented along with the opinion of the majority.

5. — The organization shall have an established headquarters, with an executive officer. It shall have a democratically adopted constitution, a copy of which shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, and which shall provide for the determination of policy by a conference, congress or other representative body, and for an executive organ responsible to the policy-making body.

6. — The organization shall have authority to speak for its members through its authorized representatives. Evidence of this authority shall be presented, if requested.

7. — Subject to paragraph 9 below, the organization shall be international in its structure, with members who exercise voting rights in relation to the policies or action of the international organization. Any international organization which is not established by inter-governmental agreement shall be considered as a non-governmental organization for the purpose of these arrangements, including organizations which accept members designated by governmental authorities, provided that such membership does not interfere with the free expression of views of the organization.

8. — The basic resources of the international organization shall be derived in the main part from contributions of the national affiliates or other components or from individual members. Where voluntary contributions have been received, their amounts and donors shall be faithfully revealed to the Council Committee on Non-Governmental Organizations. Where, however, the above criterion is not fulfilled and an organization is financed from other sources, it must explain to the satisfaction of the Committee its reasons for not meeting the requirements laid down in this paragraph. Any financial contribution or other support, direct or indirect, from a Government to the international organization shall

nom de l'ensemble du groupe. Il est entendu que, si, sur un point déterminé, une minorité exprime une opinion particulière au sein d'un comité de ce genre, cette opinion sera exposée au même titre que celle de la majorité.

5. — L'organisation doit avoir un siège reconnu et être dotée d'un chef administratif. Elle doit avoir une constitution, dont un exemplaire sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, adoptée selon des principes démocratiques et contenant des dispositions selon lesquelles la politique de l'organisation doit être arrêtée par une conférence, une assemblée ou tout autre organe représentatif, devant lequel un organe exécutif doit être responsable.

6. — L'organisation doit avoir qualité pour parler au nom de ses membres par l'intermédiaire de ses représentants autorisés. Elle doit pouvoir faire la preuve de cette qualité au cas où la demande lui en serait faite.

7. — Sous réserve des dispositions du paragraphe 9 ci-après, l'organisation doit avoir une structure internationale, ses membres ayant le droit de participer aux votes concernant la politique à suivre ou les mesures à prendre. Aux fins des présentes dispositions, seront considérées comme organisations non gouvernementales les organisations internationales qui n'ont pas été créées par voie d'accords intergouvernementaux, y compris les organisations qui acceptent des membres désignés par les autorités gouvernementales, à condition que des membres appartenant à cette catégorie n'entraient pas la liberté d'expression desdites organisations.

8. — Les principales ressources de l'Organisation internationale doivent provenir essentiellement des contributions de ses affiliés ou éléments constitutifs nationaux ou des contributions versées par des particuliers membres de l'organisation. Lorsque l'organisation reçoit des contributions volontaires, le montant et l'origine exacts de ces contributions doivent être communiqués au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales. Si toutefois le principe énoncé ci-dessus n'est pas observé et si les moyens financiers de l'organisation proviennent d'autres sources, l'organisation doit expliquer, de manière qui satisfasse le Comité, les raisons pour lesquelles elle ne s'est pas conformée aux principes énoncés dans le présent paragraphe. Toute contribution financière ou autre soutien accordé, directe-

ment ou indirectement, par un gouvernement à une organisation internationale doit être ouvertement déclaré au Comité, par l'intermédiaire du Secrétaire général, intégralement consigné dans les états financiers et autres documents de l'organisation et affecté à des fins conformes aux buts des Nations Unies.

9. — En règle générale, les organisations nationales feront connaître leur manière de voir par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales internationales auxquelles elles sont affiliées. Sauf dans des cas exceptionnels, les organisations nationales faisant partie d'une organisation non gouvernementale internationale qui s'occupe des mêmes questions sur le plan international ne pourront pas être admises. Toutefois, des organisations nationales pourront être admises, après consultation de l'Etat Membre intéressé, en vue de faciliter une représentation équilibrée et efficace des organisations non gouvernementales qui défendent les principaux intérêts des différentes régions et zones du monde, ou si l'organisation en question a une expérience particulière que le Conseil est désireux d'utiliser.

10. — En règle générale, des dispositions en vue de consultations ne doivent pas être prises avec une organisation internationale qui est membre d'un comité ou d'un groupe d'organisations internationales avec lequel des dispositions ont été prises en vue de consultations.

11. — Lorsqu'il envisagera l'établissement de relations aux fins de consultations avec une organisation non gouvernementale, le Conseil examinera si les travaux de l'organisation relèvent entièrement ou principalement du domaine d'activité d'une institution spécialisée, et si l'organisation peut ou non être admise lorsqu'il existe ou lorsqu'il pourrait exister entre elle et une institution spécialisée des dispositions en vue de consultations.

DEUXIEME PARTIE

Principes régissant la nature des dispositions relatives aux consultations

12. — La Charte des Nations Unies établit une distinction nette entre la participation sans droit de vote aux délibérations du Conseil et les dispositions relatives aux consultations. Les Articles 69 et 70 ne prévoient la participation que dans le cas des Etats non membres du Conseil et dans celui des institutions

be openly declared to the Committee through the Secretary-General and fully recorded in the financial and other records of the organization and shall be devoted to purposes in accordance with the aims of the United Nations.

9. — National organizations shall normally present their views through international non-governmental organizations to which they belong. It would not, save in exceptional cases, be appropriate to admit national organizations which are affiliated to an international non-governmental organization covering the same subjects on an international basis. National organizations, however, may be admitted after consultation with the Member State concerned in order to help achieve a balanced and effective representation of non-governmental organizations reflecting major interests of all regions and areas of the world, or where they have special experience upon which the Council may wish to draw.

10. — Consultative arrangements shall not normally be made with an international organization which is a member of a committee or group composed of international organizations with which consultative arrangements have been made.

11. — In considering the establishment of consultative relations with a non-governmental organization, the Council will take into account whether the field of activity of the organization is wholly or mainly within the field of a specialized agency, and whether or not it could be admitted when it has, or may have, a consultative arrangement with a specialized agency.

PART II

Principles governing the nature of the consultative arrangements

12. — A clear distinction is drawn in the Charter of the United Nations between participation without vote in the deliberations of the Council and the arrangements for consultation. Under Articles 69 and 70, participation is provided for only in the case of States not members of the Council, and of specialized agencies. Article 71, applying to non-governmental organizations, provides

for suitable arrangements for consultation. This distinction, deliberately made in the Charter, is fundamental and the arrangements for consultation should not be such as to accord to non-governmental organizations the same rights of participation as are accorded to States not members of the Council and to the specialized agencies brought into relationship with the United Nations.

13. — The arrangements should not be such as to overburden the Council or transform it from a body for co-ordination of policy and action, as contemplated in the Charter, into a general forum for discussion.

14. — Decisions on arrangements for consultation should be guided by the principle that consultative arrangements are to be made, on the one hand, for the purpose of enabling the Council or one of its bodies to secure expert information or advice from organizations having special competence in the subjects for which consultative arrangements are made, and, on the other hand, to enable organizations which represent important elements of public opinion in a large number of countries to express their views. Therefore, the arrangements for consultation made with each organization should involve only the subjects for which that organization has a special competence or in which it has a special interest. The organizations given consultative status should be limited to those whose international activities in fields set out in paragraph 1 above qualify them to make a significant contribution to the work of the Council and should, in sum, as far as possible reflect in a balanced way the major viewpoints or interests in these fields in all areas and regions of the world.

PART III

Establishment of consultative relationship

1.5. — In establishing consultative relationships with each organization, regard shall be had to the nature

spécialisées. L'article 71, qui s'applique aux organisations non gouvernementales, comporte des dispositions appropriées en vue de consultations. Cette distinction, introduite à dessein dans la Charte, est fondamentale et les dispositions relatives aux consultations ne devraient pas être de nature à accorder aux organisations non gouvernementales les mêmes droits de participation aux délibérations que ceux dont jouissent les Etats non membres du Conseil et les institutions spécialisées reliées à l'Organisation des Nations Unies.

13. — Les dispositions prises ne doivent pas être de nature à surcharger le Conseil ou à le faire sortir du rôle d'organe chargé de coordonner les programmes et leur exécution qui lui est assigné par la Charte pour le transformer en tribune ouverte à tous les débats.

14. — Toutes décisions concernant les dispositions relatives aux consultations doivent s'inspirer du principe que ces dispositions ont pour but, d'une part, de mettre le Conseil, ou l'un de ses organes, à même d'obtenir des renseignements ou des avis autorisés de la part d'organisations ayant une compétence spéciale sur les questions au sujet desquelles des dispositions ont été prises en vue de consultations, et d'autre part, de mettre les organisations qui, dans un grand nombre de pays, représentent des éléments importants de l'opinion publique en mesure d'exprimer les opinions de leurs membres. En conséquence, les dispositions relatives aux conditions prises avec chaque organisation doivent avoir trait uniquement aux questions qui relèvent de la compétence particulière de cette organisation, ou auxquelles elle s'intéresse spécialement. Le statut consultatif ne devrait être accordé qu'aux organisations qui, du fait des activités de caractère international qu'elles exercent dans les domaines indiqués au paragraphe 1 ci-dessus sont en mesure d'apporter une contribution importante aux travaux du Conseil, le but étant, en définitive, d'assurer, dans la mesure du possible, une représentation équilibrée des principaux points de vue ou intérêts correspondants au domaine considéré dans toutes les zones et régions du monde.

TROISIEME PARTIE

Etablissement de relations aux fins de consultations

15. — Pour établir, aux fins de consultations, des relations avec chaque orga-

nisation, il sera tenu compte de la nature et de l'étendue des activités de l'organisation ainsi que du concours que l'on peut s'attendre à ce qu'elle donne au Conseil ou à ses organes subsidiaires dans l'exercice des fonctions définies aux Chapitres IX et X de la Charte des Nations Unies.

16. — En établissant, aux fins de consultations, des relations avec des organisations non gouvernementales, le Conseil distinguera entre :

G) Les organisations qui s'intéressent à la plupart des activités du Conseil et peuvent fournir à celui-ci la preuve qu'elles sont en mesure de contribuer sensiblement et de façon continue à la réalisation des objectifs des Nations Unies dans les domaines indiqués au paragraphe 1 ci-dessus, qui participent étroitement à la vie économique et sociale des peuples des régions qu'elles représentent et dont les adhérents, qui doivent être en nombre important, sont largement représentatifs de secteurs importants de la population dans un grand nombre de pays (ces organisations s'appelleront organisations dotées du statut consultatif général de la catégorie I);

b) Les organisations dont la compétence particulière et l'action s'étendent expressément à quelques-uns seulement des domaines d'activités du Conseil et qui ont une réputation internationale dans les domaines pour lesquels elles sont ou cherchent à être dotées du statut consultatif (ces organisations s'appelleront organisations dotées du statut consultatif spécial de la catégorie II).

17. — Les organisations auxquelles le statut consultatif a été accordé dans la catégorie II en raison de leur intérêt pour les droits de l'homme devront avoir en la matière des activités internationales de portée générale ne se limitant pas aux intérêts d'un groupe de personnes en particulier, d'une seule nationalité ou à la situation dans un seul Etat ou un groupe restreint d'Etats. Une attention particulière sera accordée aux demandes émanant d'organisations qui, ayant des activités dans ce domaine, ont pour but avant tout de combattre le colonialisme, l'*apartheid*, l'intolérance raciale et autres violations manifestes des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

18. — Les organisations importantes dont l'un des buts primordiaux est de contribuer à la réalisation des buts, objectifs et fins de l'Organisation des Nations Unies et de faire mieux comprendre son action peuvent être dotées du statut consultatif dans la catégorie II.

and scope of its activities and to the assistance it may be expected to give to the Council or its subsidiary bodies in carrying out the functions set out in Chapters IX and X of the Charter of the United Nations.

16. — In establishing consultative relations with organizations, the Council will distinguish between :

a) Organizations which are concerned with most of the activities of the Council and can demonstrate to the satisfaction of the Council that they have marked and sustained contributions to make to the achievement of the objectives of the United Nations in the fields set out in paragraph 1 above, and are closely involved with the economic and social life of the peoples of the areas they represent and whose membership, which should be considerable, is broadly representative of major segments of population in a large number of countries (to be known as organizations in general consultative status, category I) ;

6) Organizations which have a special competence in, and are concerned specifically with, only a few of the fields of activity covered by the Council, and which are known internationally within the fields for which they have or seek consultative status (to be known as organizations in special consultative status, category II).

17. — Organizations accorded consultative status in category II because of their interest in the field of human rights should have a general international concern with this matter, not restricted to the interests of a particular group of persons, a single nationality or the situation in a single State or restricted group of States. Special consideration shall be given to the applications of organizations in this field whose aims place stress on combating colonialism, *apartheid*, racial intolerance and other gross violations of human rights and fundamental freedoms.

18. — Major organizations one of whose primary purposes is to promote the aims, objectives and purposes of the United Nations and a furtherance of the understanding of its work may be accorded consultative status in category II.

19. — Other organizations which do not have general or special consultative status but which the Council, or the Secretary-General of the United Nations, in consultation with the Council or its Committee on Non-Governmental Organizations, considers can make occasional and useful contributions to the work of the Council or its subsidiary bodies or other United Nations bodies within their competence shall be included in a list (to be known as the Roster). This list may also include organizations in consultative status or similar relationship with a specialized agency or a United Nations body. These organizations shall be available for consultation at the request of the Council or its subsidiary bodies. The fact that an organization is on the Roster shall not in itself be regarded as a qualification for general or special consultative status should an organization seek such status.

PART IV

Consultation with the Council

Provisional agenda

20. — The provisional agenda of the Council shall be communicated to organizations in categories I and II to those on the Roster.

21. — Organizations in category I may propose to the Council Committee on Non-Governmental Organizations that the Committee request the Secretary-General to place items of special interest to the organizations on the provisional agenda of the Council.

Attendance at meetings

22. — Organizations in categories I and II may designate authorized representatives to sit as observers at public meetings of the Council and its subsidiary bodies. Those on the Roster may have representatives present at such meetings concerned with matters within their field of competence.

Written statements

23. — Written statements relevant to the work of the Council may be submitted by organizations in categories

19. — Pourront également figurer sur une liste (qui sera dénommée la Liste) d'autres organisations qui ne sont pas dotées du statut consultatif général ou spécial mais dont le Conseil, ou le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en consultation avec le Conseil ou son Comité chargé des organisations non gouvernementales, estime qu'elles peuvent apporter en certaines occasions une contribution utile aux travaux du Conseil ou de ses organes subsidiaires ou à ceux d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies sur des questions relevant de leur domaine d'activités. Cette liste pourra comprendre également les organisations dotées du statut consultatif auprès d'une institution spécialisée ou d'un organe de l'Organisation des Nations Unies ou ayant établi avec eux des rapports analogues. Ces organisations devront se tenir prêtes à exercer leurs fonctions consultatives à la demande du Conseil ou de ses organes subsidiaires. Le fait pour une organisation de figurer sur la Liste ne sera pas considéré comme un titre lui permettant d'accéder au statut consultatif général ou spécial dans le cas où ladite organisation ferait une demande à cet effet.

QUATRIEME PARTIE

Consultations avec le Conseil

Ordre du jour provisoire

20. — L'ordre du jour provisoire du Conseil est communiqué aux organisations des catégories I et II ainsi qu'à celles qui figurent sur la Liste.

21. — Les organisations de la catégorie I peuvent proposer au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales d'inviter le Secrétaire général à inscrire à l'ordre du jour provisoire du Conseil des questions qui les intéressent spécialement.

Séances

22. — Les organisations des catégories I et II peuvent désigner des observateurs autorisés qui assisteront aux séances publiques du Conseil et de ses organes subsidiaires. Les organisations qui figurent sur la Liste peuvent envoyer des observateurs à celles de ces séances qui sont consacrées à des questions relevant de leur domaine d'activités.

Exposés écrits

23. — Les organisations des catégories I et II peuvent présenter, sur les questions qui sont de leur compétence parti-

culière, des exposés écrits relatifs aux travaux du Conseil. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communique ces exposés aux membres du Conseil, sauf lorsqu'ils sont devenus périmés du fait, par exemple, que les questions dont ils traitent ont déjà fait l'objet d'une décision, et lorsqu'ils ont déjà été distribués sous quelque autre forme.

24. — Les dispositions suivantes s'appliquent à la présentation et à la distribution, de ces exposés :

a) Les exposés écrits doivent être présentés dans l'une des langues officielles.

b) Les exposés écrits doivent être présentés assez tôt pour que le Secrétaire général et l'organisation aient le temps de procéder avant leur distribution aux consultations appropriées.

c) Avant de communiquer l'exposé sous sa forme définitive, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire général peut présenter au cours de ces consultations.

d) Le texte des exposés écrits présentés par les organisations de la catégorie I n'est distribué *in extenso* que s'il ne compte pas plus de 2 000 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 2 000 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué *in extenso* lorsque le Conseil ou son Comité chargé des organisations non gouvernementales en fait expressément la demande.

e) Le texte des exposés écrits présentés par les organisations de la catégorie II et par celles qui figurent sur la Liste n'est distribué *in extenso* que s'il ne compte pas plus de 500 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 500 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué; néanmoins, le texte des exposés est distribué *in extenso* lorsque le Conseil ou son Comité chargé des organisations non gouvernementales en fait expressément la demande.

f) Le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Président du Conseil ou le Conseil ou son Comité chargé des organisations non gouvernementales, peut inviter les organisations qui figurent sur la Liste à présenter des exposés écrits. Dans ce cas, les dispositions des alinéas a, b, c et e ci-dessus s'appliquent également à ces exposés.

g) Le Secrétaire général fait distribuer le texte des exposés écrits ou des résumés, selon le cas, dans les langues de

I and II on subjects in which these organizations have a special competence. Such statements shall be circulated by the Secretary-General of the United Nations to the members of the Council, except those statements which have become obsolete, for example, those dealing with matters already disposed of and those which had already been circulated in some other form.

24. — The following conditions shall be observed regarding the submission and circulation of such statements :

a) The written statement shall be submitted in one of the official languages.

b) It shall be submitted in sufficient time for appropriate consultation to take place between the Secretary-General and the organization before circulation.

c) The organization shall give due consideration to any comments which the Secretary-General may make in the course of such consultation before transmitting the statement in final form.

d) A written statement submitted by an organization in category I will be circulated in full if it does not exceed 2,000 words. Where a statement is in excess of 2,000 words, the organizations shall submit a summary which will be circulated or shall supply sufficient copies of the full text in the working languages for distribution. A statement will also be circulated in full, however, upon a specific request of the Council or its Committee on Non-Governmental Organizations.

e) A written statement submitted by an organization in category II or on the Roster will be circulated in full if it does not exceed 500 words. Where a statement is in excess of 500 words, the organization shall submit a summary which will be circulated; such statements will be circulated in full, however, upon a specific request of the Council or its Committee on Non-Governmental Organizations.

f) The Secretary-General, in consultation with the President of the Council, or the Council or its Committee on Non-Governmental Organizations, may invite organizations on the Roster to submit written statements. The provisions of sub-paragraph a), b), c) and e) above shall apply to such statements.

g) A written statement or summary, as the case may be, will be circulated by the Secretary-General in the

working languages, and, upon the request of a member of the Council, in any of the official languages.

Hearings

25. — a) The Council Committee on Non-Governmental Organizations shall make recommendations to the Council as to which organizations in category I should be heard by the Council or by its sessional committees and on which items they should be heard. Such organizations shall be entitled to make one statement to the Council or the appropriate sessional committee, subject to the approval of the Council or of the sessional committee concerned. In the absence of a subsidiary body of the Council with jurisdiction in a major field of interest to the Council and to an organization in category II, the Committee may recommend that an organization in category II be heard by the Council on the subject in its field of interest.

6) Whenever the Council discusses the substance of an item proposed by a non-governmental organization in category I and included in the agenda of the Council, such an organization shall be entitled to present orally to the council or a sessional committee of the Council, as appropriate, an introductory statement of an expository nature. Such an organization may be invited by the President of the Council or the Chairman of the committee, with the consent of the relevant body, to make, in the course of the discussion of the item before the Council or before the committee, an additional statement for purpose of clarification.

PART V

Consultation with commissions and other subsidiary organs of the Council

Provisional agenda

26. — The provisional agenda of sessions of commissions and other subsidiary organs of the Council shall be communicated to organizations in categories I and II and those on the Roster.

27. — Organizations in category I may propose items for the provisional agenda of commissions, subject to the following conditions :

a) An organization which intends to propose such an item shall inform the Secretary-General of the United

travail; il le fait distribuer dans toute autre langue officielle lorsqu'un membre du Conseil en fait la demande.

Auditions

25. — a) Le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales fait des recommandations au Conseil en ce qui concerne celles des organisations de la catégorie I que le Conseil ou ses comités de session entendront, et en ce qui concerne ceux des points sur lesquels ces organisations se feront entendre. Ces organisations ont le droit de faire un exposé devant le Conseil ou devant le comité de session approprié, sous réserve de l'approbation du Conseil ou du comité de session intéressé. S'il n'existe pas d'organe subsidiaire du Conseil chargé de s'occuper d'un domaine important intéressant le Conseil et une organisation de la catégorie II, le Comité peut recommander au Conseil d'entendre une organisation de la catégorie II au sujet de la question qui l'intéresse.

6) Chaque fois que le Conseil examine au fond une question proposée par une organisation non gouvernementale de la catégorie I et inscrite à son ordre du jour, cette organisation a le droit de faire devant le Conseil ou devant un comité de session du Conseil, selon le cas, un exposé oral pour présenter la question. Au cours de la discussion de la question devant le Conseil ou le comité, le Président du Conseil ou du comité peut, avec l'assentiment de l'organe intéressé, inviter l'organisation à faire un autre exposé pour préciser son point de vue.

CINQUIEME PARTIE

Consultations avec les commissions et autres organes subsidiaires du Conseil

Ordre du jour provisoire

26. — L'ordre du jour provisoire des sessions des commissions et autres organes subsidiaires du Conseil est communiqué aux organisations des catégories I et II ainsi qu'à celles qui figurent sur la Liste.

27. — Les organisations de la catégorie I peuvent proposer l'inscription de questions à l'ordre du jour provisoire des commissions sous réserve des conditions ci-après :

a) Toute organisation qui désire proposer l'inscription d'une question doit en informer le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au

moins soixante-trois jours avant l'ouverture de la session; avant de proposer formellement l'inscription d'une question, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire général peut présenter.

b) La proposition accompagnée de la documentation essentielle pertinente doit être présentée au plus tard quarante-neuf jours avant l'ouverture de la session. La commission inscrit la question à son ordre du jour si les deux tiers au moins des membres présents et votants en décident ainsi.

Séances

28. — Les organisations des catégories I et II peuvent désigner des observateurs autorisés qui assisteront aux séances publiques des commissions et des autres organes subsidiaires du Conseil. Les organisations qui figurent sur la Liste peuvent se faire représenter à celles de ces séances qui sont consacrées à des questions relevant de leur domaine d'activités.

Exposés écrits

29. — Les organisations des catégories I et II peuvent présenter, sur les questions qui sont de leur compétence particulière, des exposés écrits relatifs aux travaux des commissions ou des autres organes subsidiaires. Le Secrétaire général communique ces exposés aux membres de la commission ou de l'organe subsidiaire intéressé, sauf lorsqu'ils sont devenus périmés, du fait, par exemple, que les questions dont ils traitent ont déjà fait l'objet d'une décision, et lorsqu'ils ont déjà été distribués sous quelque autre forme aux membres de la commission ou de l'organe subsidiaire intéressé.

30. — Les dispositions suivantes s'appliquent à la présentation et à la distribution de ces exposés écrits :

a) Les exposés écrits doivent être présentés dans l'une des langues officielles.

b) Les exposés écrits doivent être présentés assez tôt pour que le Secrétaire général et l'organisation aient le temps de procéder avant leur distribution aux consultations appropriées.

c) Avant de communiquer l'exposé sous sa forme définitive, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire général peut présenter au cours de ces consultations.

d) Le texte des exposés écrits présentés par une organisation de la catégorie I n'est distribué *in extenso* que s'il ne compte pas plus de 2 000 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 2 000 mots, l'or-

Nations at least sixty-three days before the commencement of the session and before formally proposing an item shall give due consideration to any comments the Secretary-General may make.

b) The proposal shall be formally submitted with the relevant basic documentation not later than forty-nine days before the commencement of the session. The item shall be included in the agenda of the commission if it is adopted by a two-thirds majority of those present and voting.

Attendance at meetings

28. — Organizations in categories I and II may designate authorized representatives to sit as observers at public meetings of the commissions and other subsidiary organs of the Council. Organizations on the Roster may have representatives present at such meetings which are concerned with matters within their field of competence.

Written statements

29. — Written statements relevant to the work of the commissions or other subsidiary organs may be submitted by organizations in categories I and II on subjects for which these organizations have a special competence. Such statements shall be circulated by the Secretary-General to members of the commission or other subsidiary organs, except those statements which have become obsolete, for example those dealing with matters already disposed of and those which have already been circulated in some other form to members of the commission or other subsidiary organs.

30. — The following conditions shall be observed regarding the submission and circulation of such written statements :

a) The written statement shall be submitted in one of the official languages.

b) It shall be submitted in sufficient time for appropriate consultation to take place between the Secretary-General and the organization before circulation.

c) The organization shall give due consideration to any comments which the Secretary-General may make in the course of such consultation before transmitting the statement in final form.

d) A written statement submitted by an organization in category I will be circulated in full if it does not

exceed 2,000 words. Where a statement is in excess of 2,000 words, the organization shall submit a summary, which will be circulated, or shall supply sufficient copies of the full text in the working languages for distribution. A statement will also be circulated in full, however, upon the specific request of the commission or other subsidiary organs.

e) A written statement submitted by an organization in category II will be circulated in full if it does not exceed 1,500 words. Where a statement is in excess of 1,500 words, the organization shall submit a summary which will be circulated, or shall supply sufficient copies of the full text in the working languages for distribution. A statement will also be circulated in full, however, upon the specific request of the commission or other subsidiary organs.

f) The Secretary-General, in consultation with the Chairman of the relevant commission or other subsidiary organ, or the commission or other subsidiary organ itself, may invite organizations on the Roster to submit written statements. The provisions in sub-paragraphs a), b), c) and e) above shall apply to such statements.

g) A written statement or summary, as the case may be, will be circulated by the Secretary-General in the working languages and, upon the request of a member of the commission or other subsidiary organ, in any of the official languages.

Hearings

31. — a) The commission or other subsidiary organs may consult with organizations in categories I and II either directly or through a committee or committees established for the purpose. In all cases, such consultations may be arranged on the request of the organization.

b) On the recommendation of the Secretary-General and at the request of the commission or other subsidiary organs, organizations on the Roster may also be heard by the commission or other subsidiary organs.

Special studies

32. — Subject to the relevant rules of procedure on financial implication, a commission may recommend

l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué *in extenso* lorsque la commission ou un autre organe subsidiaire en fait expressément la demande.

e) Le texte des exposés écrits présentés par une organisation de la catégorie II n'est distribué *in extenso* que s'il ne compte pas plus de 1 500 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 1500 mots, l'organisation doit "présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué *in extenso* lorsque la commission ou un autre organe subsidiaire en fait expressément la demande.

f) Le Secrétaire général peut, en consultation avec le Président de la commission ou d'un autre organe subsidiaire intéressé ou avec la commission ou l'organe subsidiaire lui-même, inviter les organisations figurant sur la liste à présenter des exposés écrits. Dans ce cas, les dispositions des alinéas a, b, c et e ci-dessus s'appliquent également à ces exposés.

g) Le Secrétaire général fait distribuer le texte des exposés écrits ou des résumés, selon le cas, dans les langues de travail; il le fait distribuer dans toute autre langue officielle lorsqu'un membre de la commission ou d'un autre organe subsidiaire en fait la demande.

Auditions

31. — a) La commission, ou un autre organe subsidiaire, peut consulter les organisations des catégories I et II soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs comités constitués à cette fin. Dans tous les cas, ces consultations peuvent avoir lieu à la demande de l'organisation.

b) Sur la recommandation du Secrétaire général et à la demande de la commission ou d'un autre organe subsidiaire, les organisations qui figurent sur la Liste peuvent également se faire entendre par la commission ou un autre organe subsidiaire, les organisations qui figurent sur la Liste peuvent également se faire entendre par la commission ou un autre organe subsidiaire.

Etudes spéciales

32. — Sous réserve des dispositions pertinentes du règlement intérieur relatif

ves aux propositions ayant des incidences financières, une commission peut recommander qu'une organisation spécialement compétente dans un domaine particulier entreprenne certaines études ou enquêtes, ou prépare certains documents pour la commission. Les restrictions prévues aux alinéas *d* et *e* du paragraphe 30 ci-dessus ne s'appliquent pas dans ce cas.

SIXIEME PARTIE

Consultations avec les comités spéciaux du Conseil

33. — Les dispositions relatives aux consultations entre les comités spéciaux du Conseil autorisés à se réunir entre les sessions du Conseil, d'une part, et les organisations des catégories I et II, et les organisations qui figurent sur la Liste, d'autre part, seront conformes aux dispositions approuvées pour les commissions du Conseil, à moins que le Conseil ou le comité n'en décide autrement.

SEPTIEME PARTIE

Consultations avec les conférences internationales convoqués par le Conseil

34. — Le Conseil peut inviter les organisations qui figurent sur la Liste à participer aux conférences qu'il convoque en application du paragraphe 4 de l'Article 62 de la Charte des Nations Unies. Ces organisations ont les mêmes droits et privilèges que ceux dont elles jouissent aux séances du Conseil et elles assument les mêmes fonctions, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

HUITIEME PARTIE

Suspension et retrait du statut consultatif

35. — Les organisations dotées du statut consultatif par le Conseil et celles qui figurent sur la Liste se conformeront constamment aux principes régissant l'établissement et la nature de leurs relations consultatives avec le Conseil. En examinant périodiquement les activités des organisations non gouvernementales, sur la base de rapports présentés en application de l'alinéa *b* du paragraphe 40 ci-après et d'autres informations pertinentes, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales déterminera dans quelle me-

that an organization which has special competence in a particular field should undertake specific studies or investigations or prepare specific papers for the commission. The limitations of paragraph 30 *d*) and *e*) above shall not apply in this case.

PART VI

Consultation with ad hoc committees of the Council

33. — The arrangements for consultation between *ad hoc* committees of the Council authorized to meet between sessions of the Council and organizations in categories I and II and on the Roster shall follow those approved for commissions of the Council, unless the Council or the committee decides otherwise.

PART VII

Consultation with international conferences called by the Council

34. — The Council may invite non-governmental organizations in categories I and II and on the Roster to take part in conferences called by the Council under Article 62, paragraph 4, of the Charter of the United Nations. The organizations shall be entitled to the same rights and privileges and shall undertake the same responsibilities as at sessions of the Council itself, unless the Council decides otherwise.

PART VIII

Suspension and withdrawal of consultative status

35. — Organizations granted consultative status by the Council and those on the Roster shall conform at all times to the principles governing the establishment and nature of their consultative relations with the Council. In periodically reviewing the activities of the non-governmental organizations on the basis of reports submitted under paragraph 40 *b*) below and other relevant information, the Council Committee on Non-Govern-

mental Organizations shall determine the extent to which the organizations have complied with the principles governing consultative status and have contributed to the work of the Council, and may recommend to the Council suspension or exclusion from consultative status of organizations which have not met the requirements for consultative status as set forth in the present resolution.

36. — The consultative status of non-governmental organizations with the Economic and Social Council and the listing of those on the Roster shall be suspended up to three years or withdrawn in the following cases :

a) If there exists substantiated evidence of secret governmental financial influence to induce an organization to undertake acts contrary to the purposes and principles of the Charter of the United Nations;

b) If the organization clearly abuses its consultative status by systematically engaging in unsubstantiated or politically motivated acts against Member States of the United Nations contrary to and incompatible with the principles of the Charter;

c) If, within the preceding three years, an organization had not made any positive or effective contribution to the work of the Council or its commissions or other subsidiary organs.

37. — The consultative status of organizations in categories I and II and the listing of those on the Roster will be suspended or withdrawn by the decision of the Economic and Social Council on the recommendation of its Committee on Non-Governmental Organizations.

38. — An organization whose consultative status or whose listing on the Roster is withdrawn may be entitled to reapply for consultative status or for inclusion on the Roster not sooner than three years after the effective date of such withdrawal.

PART IX

Council Committee on Non-Governmental Organizations

39. — The members of the Council Committee on Non-Governmental Organizations (1) shall be elected at the

(1) This Committee is now composed of thirteen members, in accordance with the provisions of Council resolution 1099 (XL) of 4 March 1966.

sure les organisations se sont conformées aux principes régissant le statut consultatif et ont contribué aux travaux du Conseil, et pourra recommander au Conseil de priver temporairement ou définitivement du statut consultatif les organisations qui n'auront pas satisfait aux conditions prévues dans la présente résolution pour l'octroi du statut consultatif.

36. — Le statut consultatif des organisations non gouvernementales auprès du Conseil économique et social, ou le droit à l'inscription pour celles qui figurent sur la Liste, sera soit suspendu pour une période de trois ans soit retiré dans les cas suivants :

a) S'il existe des éléments établissant de façon concluante qu'un gouvernement fait secrètement pression sur une organisation par des moyens financiers pour l'inciter à se livrer à des actes contraires aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies;

b) Si une organisation abuse manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement, contre les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, à des actes injustifiés ou inspirés par des motifs politiques en violation des principes de la Charte ou en contradiction avec ces principes ;

c) Si, au cours des trois années précédentes, une organisation n'a apporté aucune contribution positive ou effective aux travaux du Conseil ou de ses commissions ou autres organes subsidiaires.

37. — Le statut consultatif des organisations des catégories I et II, ou le droit à l'inscription pour celles qui figurent sur la Liste, sera suspendu ou retiré par décision du Conseil économique et social, sur recommandation du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales.

38. — Une organisation à laquelle le statut consultatif ou le droit à l'inscription sur la Liste a été retiré peut être autorisée à soumettre une nouvelle demande de statut consultatif ou d'inscription sur la Liste trois ans au plus tôt après la date à laquelle le retrait aura pris effet.

NEUVIEME PARTIE

Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales

39. — Les membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gou-

vernieniales (1) sont élus chaque année par celui-ci au cours de sa première session, sur la base d'une représentation géographique équitable, conformément à la résolution 1099 (XL) du Conseil, en date du 4 mars 1966, et à l'article 82 du règlement intérieur du Conseil. Le Comité élit son président et, le cas échéant, d'autres membres du bureau. Tout membre du Comité reste en fonctions jusqu'aux élections suivantes, à moins qu'il ne cesse d'être membre du Conseil.

40. — Les fonctions du Comité sont notamment les suivantes :

a) Le Comité se réunit une fois par an avant la première session du Conseil pour examiner les demandes de statut consultatif des catégories I et II et les demandes d'inscription sur la Liste présentées par des organisations non gouvernementales ou les demandes de modification de statut, et pour présenter au Conseil des recommandations à ce sujet. Les organisations devront tenir dûment compte des observations d'ordre technique que pourrait formuler le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au reçu des demandes destinées au Comité. Le Comité examine à chacune des sessions indiquées ci-dessus les demandes qui sont parvenues au Secrétaire général au plus tard le 1^{er} juin de l'année précédente et sur lesquelles les membres du Comité ont reçu des renseignements suffisants six semaines au plus tard avant l'examen des demandes. Le Comité examine toute demande de statut consultatif présentée à nouveau par une organisation, ou toute demande de modification de statut, au plus tôt pendant la première session de la deuxième année qui suit la session où la demande précédente a été examinée au fond, sous réserve toutefois qu'il n'en ait pas décidé autrement au moment où il a procédé à l'examen précédent.

b) Les organisations des catégories I et II dotées du statut consultatif soumettront tous les quatre ans au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un bref rapport sur leurs activités, notamment en ce qui concerne l'appui qu'elles ont apporté aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Se fondant sur les conclusions auxquelles il sera parvenu après avoir examiné ce rapport et d'autres données

(1) Ce Comité se compose de treize membres, conformément aux dispositions de la résolution 1099 (XL) du Conseil, en date du 4 mars 1966.

first session of the Council each year, on the basis of equitable geographical representation, in accordance with Council resolution 1099 (XL) of 4 March 1966 and rule 82 of the rules of procedure of the Council. The Committee shall elect its Chairman and other officers as necessary. A member shall serve until the next election unless he ceases to be a member of the Council.

40. — The functions of the Committee shall include the following :

a) The Committee shall hold a session before the first session of the Council each year to consider applications for consultative status in categories I and II and for listing on the Roster made by non-governmental organizations and requests for changes in status, and to make recommendations thereon to the Council. Organizations shall give due consideration to any comments on technical matters which the Secretary-General of the United Nations may make in receiving such applications for the Committee. The Committee shall consider at each such session applications received by the Secretary-General not later than 1 June of the preceding year, on which sufficient data have been distributed to the members of the Committee not later than six weeks before the applications are to be considered. Reapplication by an organization for status, or a request for a change in status, shall be considered by the Committee at the earliest at its first session in the second year following the session at which the substance of the previous application or request was considered, unless at the time of such consideration it was decided otherwise.

b) Organizations in consultative status in categories I and II shall submit to the Council Committee on Non-Governmental Organizations through the Secretary-General every fourth year a brief report of their activities, specifically as regards the support they have given to the work of the United Nations. Based on findings of the Committee's examination of the report and other relevant information, the Committee may recommend to the Council any reclassification in status of the

organization concerned as it deems appropriate. However, under exceptional circumstances, the Committee may ask for such a report from an individual organization in category I or II or on the Roster, between the regular reporting dates.

c) The Committee may consult, in connexion with sessions of the Council or at such other times as it may decide, with organizations in categories I and II on matters within their competence, other than items on the agenda of the Council, on which the Council or the Committee or the organization requests consultation. The Committee shall report to the Council on such consultations.

d) The Committee may consult, in connexion with any particular session of the Council, with organizations concerning specific items already on the provisional agenda of the Council on which the Council or the Committee or the organization requests consultation, and shall make recommendations as to which organizations, subject to the provisions of paragraph 25 a) above, should be heard by the Council or the appropriate committee and regarding which subjects should be heard. The Committee shall report to the Council on such consultations.

e) The Committee shall consider matters concerning non-governmental organizations which may be referred to it by the Council or by commissions.

f) The Committee shall consult with the Secretary-General, as appropriate, on matters affecting the consultative arrangements under Article 71 of the Charter, and arising therefrom.

41. — The Committee, in considering a request from a non-governmental organization in category I that an item be placed on the agenda of the Council, shall take into account, among other things :

a) The adequacy of the documentation submitted by the organization;

b) The extent to which it is considered that the item lends itself to early and constructive action by the Council ;

c) The possibility that the item might be more appropriately dealt with elsewhere than in the Council.

pertinentes, le Comité pourra recommander au Conseil tout reclassement qu'il jugera nécessaire en ce qui concerne le statut de l'organisation considérée. Toutefois, le Comité pourra, dans des cas exceptionnels, demander à une organisation déterminée, soit de la catégorie I ou II, soit figurant sur la Liste, de lui soumettre un rapport en dehors de la date normale.

c) Le Comité peut consulter, à l'occasion des sessions du Conseil ou à tout autre moment dont il peut décider, les organisations des catégories I et II sur les questions de leur compétence qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour du Conseil et sur lesquelles le Conseil, le Comité ou l'organisation demandent des consultations. Le Comité fait rapport au Conseil sur ces consultations.

d) Le Comité peut consulter, à l'occasion de n'importe quelle session du Conseil, les organisations des catégories I et II sur les questions de leur compétence au sujet desquelles le Conseil, le Comité ou l'organisation demandent des consultations et qui ont trait à des questions précises déjà inscrites à l'ordre du jour provisoire du Conseil; il fait des recommandations en ce qui concerne celles des organisations que, sous réserve des dispositions, de l'alinéa a du paragraphe 25 ci-dessus, le Conseil ou le Comité compétent entendront et en ce qui concerne celles des questions sur lesquelles ces organisations se feront entendre. Le Comité fait rapport au Conseil sur ces consultations.

e) Le Comité examine les questions relatives aux organisations non gouvernementales dont il est saisi par le Conseil ou par les commissions.

f) Le Comité, lorsqu'il le juge utile, consulte le Secrétaire général sur les questions qui intéressent les dispositions relatives aux consultations prises aux termes de l'Article 71 de la Charte ou qui découlent de ces dispositions.

41. — Lorsqu'il étudie une demande présentée par une organisation non gouvernementale de la catégorie I en vue de faire inscrire une question à l'ordre du jour du Conseil, le Comité examine notamment :

a) Si la documentation présentée par l'organisation est suffisante;

b) Dans quelle mesure la question peut donner lieu à des mesures constructives du Conseil dans un proche avenir;

c) S'il ne serait pas préférable de soumettre la question à un autre organe que le Conseil.

42. — Lorsque le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales rejette une demande présentée par une organisation non gouvernementale de la catégorie I en vue de faire inscrire une question à l'ordre du jour provisoire du Conseil, sa décision est sans appel à moins que le Conseil n'en décide autrement.

DIXIEME PARTIE

Consultation avec le Secrétariat

43. — Le Secrétariat doit être organisé de façon à pouvoir s'acquitter des fonctions qui lui sont attribuées en ce qui concerne les dispositions relatives aux consultations que définit la présente résolution.

44. — Toutes les organisations dotées du statut consultatif peuvent consulter les fonctionnaires des services compétents du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sur les questions d'intérêt commun. Ces consultations ont lieu à la demande de l'organisation non gouvernementale ou à la demande du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

45. — Le Secrétaire général peut demander aux organisations des catégories I et II et aux organisations qui figurent sur la Liste de procéder à des études spéciales ou de préparer des exposés écrits spéciaux, sous réserve des dispositions financières applicables.

46. — Le Secrétaire général est autorisé, dans le cadre des moyens dont il dispose, à offrir aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif des facilités qui comprennent :

a) La distribution rapide des documents du Conseil et de ses organes subsidiaires, dans les cas où le Secrétaire général le juge utile;

b) L'accès aux services de documentation de presse fournis par l'Organisation des Nations Unies;

c) L'organisation de discussions officielles sur les questions qui présentent un intérêt spécial pour certains groupes d'organisations;

d) L'utilisation des bibliothèques de l'Organisation des Nations Unies;

e) Les locaux nécessaires aux conférences ou à des réunions plus restreintes que les organisations dotées du statut consultatif tiennent au sujet des travaux du Conseil économique et social;

42. — Any decision by the Council Committee on Non-Governmental Organizations not to grant a request submitted by a non-governmental organization in category I that an item be placed on the provisional agenda of the Council shall be considered as final unless the Council decides otherwise.

PART X

Consultation with the Secretariat

43. — The Secretariat should be so organized as to enable it to carry out the duties assigned to it concerning the consultative arrangements as set forth in the present resolution.

44. — All organizations in consultative relationship shall be able to consult with officers of the appropriate sections of the Secretariat on matters in which there is a mutual interest or a mutual concern. Such consultation shall be upon the request of the non-governmental organization or upon the request of the Secretary-General of the United Nations.

45. — The Secretary-General may request organizations in categories I and II and those on the Roster to carry out specific studies or prepare specific papers, subject to the relevant financial regulations.

46. — The Secretary-General shall be authorized, within the means at his disposal, to offer to non-governmental organizations in consultative relationship facilities which include :

a) Prompt and efficient distribution of such documents of the Council and its subsidiary bodies as shall in the judgement of the Secretary-General be appropriate;

6) Access to the press documentation service provided by the United Nations;

c) Arrangement of informal discussions on matters of special interest to groups or organizations;

d) Use of the libraries of the United Nations;

e) Provision of accommodation for conferences or smaller meetings of consultative organizations on the work of the Economic and Social Council;

/) Appropriate seating arrangements and facilities for obtaining documents during public meetings of the General Assembly dealing with matters in the economic and social fields.

1520th plenary meeting,
23 May 1968.

A

At its 1520th plenary meeting, the Council agreed that the above resolution would not take effect until after the Council Committee on Non-Governmental Organizations had completed its review of organizations currently in consultative status, as requested in Council resolution 1225 (XLII) of 6 June 1967, and after the Council at its forty-sixth session had acted upon the Committee's report.

/) Des facilités appropriées pour assister aux réunions et pour recevoir les documents pendant les séances publiques au cours desquelles l'Assemblée générale traite de questions économiques et sociales.

1520^{me} séance plénière,
23 mai 1968.

A

A sa 1520^{me} séance plénière, le Conseil a décidé que la résolution ci-dessus ne prendrait pas effet avant que le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales ait fini de revoir la liste des organisations actuellement dotées du statut consultatif, conformément à la demande qui figure dans la résolution 1225 (XLII) du Conseil, en date du 6 juin 1967, et avant que le Conseil ait pris, à sa quarante-sixième session, une décision à propos du rapport du Comité.

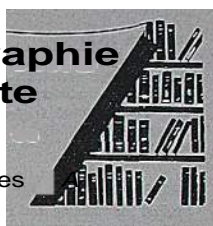
DON'T CUT OUT TEE NGOS

" ... (consultative status) involves obligations which are onerous in so far as they are taken seriously. The temptation for NGOs is to make only a nominal response to what is required of them or open to them. The temptation for the governments politically active at the UN (if not their concerted policy) is to cut out the NGOs so that they don't have to be taken into account. Here is a theatre of international politics in which what goes on has a bearing on the future of mankind if international institutions and policies are going to develop into the rudiments of a world order. That NGOs should hold on to their part and seek to enlarge its scope in these still early days may be of first-class importance. It means faithfulness and effectiveness in rather unrewarding work. But the stake is tomorrow.

(H.J. Blackham - Humanism - Pelican Original, 1968, p. 177-8)

Bibliographie courante

des documents, comptes
rendus et actes des
/ réunions internationales



Bibliographical current list

of papers, reports
and proceedings of
international meetings

Volume 8, No 9

September 1968

The following list provides the essential bibliographical details concerning newly-published reports arising out of international congresses. Entries are arranged in chronological order according to date of congress. The customary bibliographical practice has been adopted of giving name and locality of the publishing house in the case of commercially produced volumes. In other cases the material can be obtained direct from the international organizations responsible for arranging the congress. Full information about such organizations, including of course their present address, can be obtained from the current (1966-67) edition of the Yearbook of International Organizations (UAI, 1 rue aux Laines, Brussels 1; 1008 p. 27 x 21 cm, \$ 20).

The chronological listing is followed by a keyword **index**, references being according to congress dates.

Entries for which precise dates are not available have been placed at the end of the relevant month or year, and they have been given a running number, prefixed by the letters " ND " [no date] from 1 upwards; the entry appears in the form " 1968 May (ND 1) " as does the index entry at the appropriate keyword.

In cases where a particular congress has given rise to more than one publication the indication "(a) " appears after the date at the head of the first entry; subsequent entries for the same congress bear the indication "(b) ", "(c) " etc.

It has been agreed with the United Nations Secretariat in New York that United Nations publications should be excluded, from our listings, thus avoiding overlap with the monthly and cumulated issues of the United Nations documents index (UNDI).

The monthly magazine International Associations, complete with all issues of the monthly Bibliographical Current List, costs \$ 11 (450 Belgian Francs or 75s sterling) per annum.

The monthly Bibliographical Current List can be supplied by itself at the rate of \$ 8 (300 Belgian Francs or 50s sterling) per annum.

**INTERNATIONAL
ASSOCIATIONS
INFORMATION
UNIT**

1, rue aux Laines - Brussels 1 - Belgium - Tel. 11.83.96

- 1961 Oct 10-26 (c)** **Rome (Italy)**
Int Union for the Protection of Literary and Artistic Works. Diplomatic conference on the int protection of performers, producers of phonograms and broadcasting orgs (neighbouring rights).
Records. BIRPI Geneva/LO, Geneva/Unesco, Paris, 1968.
- 1962 Sep 2-9 (b) **Paris (France)**
Int Fed for Housing and Planning. 26th world congress : human environment and civilization.
Proceedings : human environment and civilization/habitat et civilisation/die menschliche Behausung und die Zivilisation. The Fed, The Hague, 454 p, illus. Fl 10. in English, French, German.
- 1965 Mar 11-13 (b) **Washington DC (USA)**
Soc for Int Development. 7th world conference : int development 1965.
Principales conferencias : desarrollo economico. Editorial Roble, Mexico D F. \$0.95. In Spanish.
- 1965 Mar (ND 1) **Lima (Peru)**
Org for Economic Co-operation and Development. Seminar : problems in the planning of human resources in Latin America and in the Mediterranean regional project; long-term forecasting of labour requirements and education policies.
Travaux et documents : problèmes de planification des ressources humaines en Amérique Latine et dans le Projet Régional Méditerranéen; la prévision à long terme des besoins en main-d'œuvre et les politiques d'éducation. OECD, Directorate for Scientific Affairs, Paris, 1987, 358 p; In French; separate English edition.
- 1965 Oct 4-7 (b) **Amhem (Netherlands)**
European Lead Development Cmt. 2nd conference : lead 65.
Proceedings (edited). Pergamon Press, Oxford, 19S7, 336 p, illus.
- 1965 Dec 6-15 **Buenos Aires (Argentina)**
Org of American States. Inter-American seminar on progress of administration for development in Latin America.
Deliberaciones : progreso de la administración para el desarrollo en América Latina. Pan American Union, Washington, 1967, ix + 187 p. In Spanish.
- 1966 May 20-22 **Brussels (Belgium)**
Soc for Int Development. 2nd European regional conference.
Proceedings : information and development Dr M J de Meirleir, Plant Location Int, Centre Int Rogier 1401, Brussels, 1968, 143 p. Separate English, French editions.
- 1966 Jun 5-10** **New York (NY, USA)**
Int symposium on population studies of the rheumatic diseases (3rd).
Proceedings. Excerpta Medica Foundation, Amsterdam, 1968, 530 p, illus. \$ 32; £ 13.8.0; Fl 115.20. Int Congress Series No 148.
- 1966 Jun 21-Jul 22 (b) **Oslo (Norway)**
Int Radio Consultative Cmt. 11th plenary assembly.
Report. Vol I : study groups I, II and XIV; transmission, reception, vocabulary. ITU, Geneva, 1968. In Spanish.
- 1966 Jun 21-Jul 22 (c) **Oslo (Norway)**
Int Radio Consultative Cmt. 11th plenary assembly.
Report. Vol II : study groups V and VI; propagation. ITU, Geneva, 1968. In Spanish.
- 1966 Jun 21-Jul 22 (d) **Oslo (Norway)**
Int Radio Consultative Cmt. 11th plenary assembly.
Report. Vol III : study groups III, XIII, VII and VIII; fixed service, mobile service, frequency standard and time signals, monitoring. ITU, Geneva, 1968. SF 35.50. In Spanish.
- 1966 Jun 21-Jul 22 (g) **Oslo (Norway)**
Int Radio Consultative Cmt. 11th plenary assembly.
Report. Vol VI : proceedings of plenary sessions; reports presented; resolutions; IRCC texts; list of documents. ITU, Geneva, 1968. SF 45. Separate English, French editions.
- 1966 Jun 24-Jul 23 **Mexico DF (Mexico)**
Postal Union of the Americas and Spain. 9th congress. Convenio y acuerdos. The Union, Montevideo, 1957, 209 p, 19 X 14 cm. In Spanish.
- 1966 Aug 3-10 **Hamburg (Germany, Fed Rep)**
Int Union of Nutritional Sciences. 7th congress of nutrition.
Proceedings. Edited by J Künhan, H .D Cremer. Vieweg Verlag, Braunschweig Pergamon Press, Oxford, 19S8 5 vols, lvi 4- 3,016 p. DM 380:
- 1966 Sep 4-10 (c) **Washington DC (USA)**
Int Conference of Social Work (now : Int Council on Social Welfare). 13th conference ; urban development, its implications for social welfare.
Report. Columbia University Press, New York, 1967, lx + 462 p.

- 1968 Sep 5-8 (c) Vienna (Austria)
Int Co-operative Alliance. 23rd congress.
Report. ICA, London, 1966, xix + 310 p.
- 1966 Sep 7-8 Herceg-Novi (Czechoslovakia)
Int Asn for Mass Communication Research. General assembly.
Papers. " Bulletin ", No 7-8, 1967, the Asn, Lausanne, 143 p, 23 X 16 cm. In original English. French, German.
- 1966 Sep 10-15 (b) Monte Carlo (Monaco)
Int Civil Defence Org. 2nd symposium on nuclear radiation hazards.
Proceedings/Travaux. The Org, Geneva, May 1967. SF 40. Protection Civile Int. No 143. Separate English, French editions.
- 1966 Sep 21-24 (c) San Marino
Int Cmt of Military Medicine and Pharmacy. Int Office of Documentation on Military Medicine : 27th session. Some aspects on the common psychological mechanisms of the military setting; the transmission and prevention of viral hepatitis; present situation, of venereal diseases in Thailand with particular reference to the serological test for syphilis among conscripts and soldiers. " Revue int des services de santé des armées de terre, de mer et de l'air/Int review of the army, navy and air force medical services ", 40^e année, No 11, novembre 1967, Int Office of Military Medicine Documentation, Liege, pp 767-770, 771-773, 775-780. In English; summaries in French.
- 1966 Sep 26-Oct 7 (b) Washington DC (USA)
Pan American Health Org. 17th Pan American sanitary conference.
Discusiones técnicas : coordinación de los servicios medicos. Pan American Sanitary Bureau, Washington, 1957, v + 45 p, illus. Publicación científica No 154. In Spanish.
- 1966 Nov 14-18 San José (Costa Rica)
Central American Institute of Public Administration. 1st meeting of fiscal authorities of Central America and Panama.
Informe : 1^o reunion de directores de tributación de Centroamerica y Panama. The Institute. San José, 1937, 2 vols, tables, charts. Série informes de seminaries, No 620. In Spanish.
- 1966 Nov 15-18 (a) Amsterdam (Netherlands)
Org for Economic Co-operation and Development Int conference on adjustment of workers to technical change at plant level.
Final report. Manpower and Social Affairs Directorate, OECD, Paris, 1967, 128 p, Int seminars, 1936-5.
- 1966 Nov 15-18 (b) Amsterdam (Netherlands)
Org for Economic Co-operation and Development. Int conference on adjustment of workers to technical change at plant level.
Rapport final : adaptation des travailleurs au progrès technique. Direction de la main-d'œuvre et des affaires sociales. OECD, Paris, 1967, 139 p. Séminaires int, 1966-5. In French.
- 1966 Nov 28-Dec 2 Petropolis (Brazil)
Latin American Asn of Dental Schools. 3rd seminar on the teaching of dentistry.
Investigacion científica : un método docente esencial en la enseñanza de las profesiones universitarias; por C E Pomes. " ALAFO ", Vol III, No 2. julio 1968, the Asn, Guatemala, pp 127-148, 24 X 16 cm. In Spanish.
- 1966 Dec 11-17 New Delhi (India)
Int Union of Family Orgs. 17th conference: changing family patterns in Asia.
Proceedings. Family Planning Asn of India, Bombay, 1968, 299 p, illus, \$3.
- 1967 Feb 4-5 Paris (France)
European Movement of the Left. 9th congress.
Report. " Iniziativa Europea ", Rome, Anno IX, No 92, 1987, pp 1-27. In Italian.
- 1967 Feb 16-17 Kuala Lumpur (Malaysia)
Southeast Asian Ministers of Education Org. 1st meeting of the ministerial cmt.
Report. The Org, Bangkok, 1967.
- 1967 Feb 19-25 (a) Jouy-en-Josas (France)
Org for Economic Co-operation and Development Seminar on problems of science policy.
Report. OECD, Paris, Feb 1958. 195 p.
- 1967 Feb 19-25 (b) Jouy-en-Josas (France)
Org for Economic Co-operation and Development Seminar on problems of science policy.
Rapport : séminaire sur les problèmes de politique scientifique. OECD, Paris, 1958, 215 p. In French.
- 1967 Mar 6-13 Montevideo (Uruguay)
Postal Union of the Americas and Spain. Executive and technical consultative cmt: 1st meeting.
Documentes. The Union, Montevideo, 1968, 250 p, 28 X 20 cm. In Spanish.

- 1967 Apr 2-8 Barcelona (Spain)
European Soc of Radiology. 1st congress, and 7th congress of Latin electroradiologists.
Papers presented. Gmelin Institut, Frankfurt a/Main. AED-CONF.67-041.
- 1967 Apr 12-20 Rome (Italy)
World Food Program. 11th session of the intergovernmental UN/FAO cmt
Report. FAO, Rome, Apr 1967, ii + 36 p, 28 X 22 cm. stenc. WFP/IGC: 11/20.
- 1967 Apr 25-27 Amsterdam (Netherlands)
Int Asn of Confectionery Manufacturers. 9th general assembly.
Compte rendu. The Asn, Paris, 1967, 23S p, 24 X 16 cm, illus, tables. In English, French or German; summaries in French.
- 1967 May 9-17 Saigon (Vietnam S)
Southeast Asian Ministers of Education Org. Instructional materials workshop.
Final report. The Org. Bangkok, 1967. SEAMES/IMW/67.
- 1967 May 16-20 (a) Barcelona (Spain)
Org for Economic Co-operation and Development. Symposium on financing of industrial development.
Proceedings. OECD, Paris, 1968, 140 p. \$2; 9s; FF 8; DM 6.60.
- 1967 May 16-20 (b) Barcelona (Spain)
Org for Economic Co-operation and Development. Symposium on financing of industrial development.
Compte rendu : le financement du développement industriel. OECD, Paris, 1968, 142 p. \$2; 9s; FF 8; DM 6.60.
- 1967 May 18-19 Singapore
Southeast Asian Ministers of Education Org. 2nd meeting of the ministerial cmt.
Report. The Org, Bangkok. 1967. SEAMES/SMCT/4.
- 1967 May 23-25 Penang (Malaysia)
Southeast Asian Ministers of Education Org. 1st meeting of the steering cmt for the Regional Central for Education in Science and Mathematics.
Report. The Org, Bangkok, 1967.
- 1967 Jun 2-9 Trieste (Italy)
Int Scientific Asn of Coffee. 3rd colloquium on the chemistry of coffee.
Proceedings/compte rendu. Institut français du café et du cacao, Paris, 1968, 442 p, 27 X 21 cm, illus. FF 100. Summaries in English, French, German.
- 1967 Jun 6-10 (b) Hamburg (Germany, Fed Rep)
Int Gas Union. 10th congress.
Rapport. "Revue générale du gaz", 89^e année, No 7-8, juillet-août 1968, the Union, Brussels, pp 161-183. In French.
- 1967 Jun 7-9 Singapore
Southeast Asian Ministers of Education Org. 1st meeting of the Regional English Language Centre Co-ordinating Cmt.
Report. The Org, Bangkok, 1967.
- 1967 Jun 7-10 Paris (France)
Int Soc of Art and Psychopathology. 5th congress.
Préactes. Sandoz Editions, Paris, 1967. 120 p. 24 x 19 cm. In French.
- 1967 Jul 7-13 (d) Paris (France)
Int Dental Fed. 55th annual session and 14th world congress : meeting of the Commission on Armed Forces Dental Services.
5 . papers on dental identification/5 conférences sur l'identification par les dents. "Revue int des services de santé des armées de terre, de mer et de l'air/Int review of the army, navy and air force medical services", 41^e année, No 3. mars 1968, Int Office of Military Medicine Documentation, Liège, pp 211-241, 27 X 21 cm: BF 85; FF 8. 3 in English, 2 in French; summaries in other language.
- 1967 Jun 13-16 (a) Paris (France)
Western European Union. Assembly : 13th ordinary session, 1st part.
Proceedings/Actes officiels. Vol I : Assembly documents/Documents de séance. The Union, Paris, 1967, 220 p, 27 x 21 cm, tables. In English, French.
- 1967 Jun 13-16 (b) Paris (France)
Western European Union. Assembly : 13th ordinary session, 1st part.
Proceedings/Actes officiels. Vol -II : Minutes/Procès-verbaux. The Union, Paris, 1967, 239 p, 27 X 21 cm. In English, French.
- 1967 Jun 19-22 (a) Stockholm (Sweden)
European Asn for Personnel Management, 3rd int study conference.
Compte rendu. "Direction de personnel", No 110, octobre 1967, Asn Nationale des Directeurs et Chefs de Personnel, Paris, 62 p, 27 x 21 cm, tables FF G. In French.

- 1967 Jun 19-22 (b) Stockholm (Sweden)
European Asn for Personnel Management. 3rd int study conference.
Report. "Int Management Review", the Asn, Paris, 1968.
- 1967 Jun 22-24 Geneva (Switzerland)
Asn of Int Libraries. Symposium: documentation on documentation — inventory, services, co-operation.
Report. "Newsletter", No 11, Aug 1967, the Asn, Luxembourg, 5 p + annexes (9 p).
- 1967 Jun 28-Jul 8 Prague (Czechoslovakia)
Int Union of Architects. 9th congress and 10th assembly.
Report/rapport. "UIA", No 46, octobre 1967, the Union, Paris, 36 p, 21 X 21 cm, illus. FF 4 (France : FF 3). In English, French.
- 1967 Jul 24-29 Berlin (Germany, Fed Rep)
World Union of Catholic Teachers. 6th congress : school and teacher in the light of the Vatican Council. Actes : l'école et l'enseignant à la lumière du Concile. The Union, Rome, 1967, 225 p, 28 X 22 cm, illus. \$3; 2,000 lire. In-French; propositions, resolutions, recommendations in English, German, Spanish.
- 1967 Jul 24-29 (b) London (UK)
Cmt on Space Research. 10th meeting, 8th int space science symposium.
Proceedings of working group 5. Edited by A H Brown, F G Favorite. North Holland Publishing Co, Amsterdam, 1968, 197 p. Life sciences and space research 6.
- 1967 Jul 24-29 (c) London (UK)
Cmt on Space Research. 10th meeting, 8th int space science symposium.
Proceedings of working groups. Edited by A P Mitra, L G Jacchia, W S Newman. North Holland Publishing Co, Amsterdam, 1968, 106 p. Space research 8.
- 1967 Jul 31-Aug 5 (b) Munich (Germany, Fed Rep)
Int League of Dermatological Socs 13th congress. Proceedings: Vol 1. Edited by W Jadassohn, C G Schirren. Springer-Verlag, Berlin, 1968, xxxix + 128 + 703 p, 25 X 18 cm, illus, diagrams, figures, graphs, tables. In English, French, German, Spanish; papers in original language.
- 1967 Jul 31-Aug 5 (c) Munich (Germany, Fed Rep)
Int League of Dermatological Socs. 13th congress. Proceedings : Vol 2. Edited by W Jadassohn, C G Schirren. Springer-Verlag, Berlin, 1968, xix p + pp 707-1593, 25 X 18 cm, diagrams, figures, graphs, tables. In original English, French, German, Spanish.
- 1967 Jul (ND 1) Marino, Rome (Italy)
Scientific Cmt on Oceanic Research. Meeting of specialists on the scientific aspects of implementation of UN Resolution 2172 (XXI) Resources of the Sea.
Report: int ocean affairs. SCOR, La Jolla, Calif, 1967.
- 1967 Aug 14-30 Tangiers (Morocco)
United Nations Industrial Development Org. Seminar on organization and administration of industrial services. La nature des coopératives industrielles et leur rôle dans le développement de l'industrie. The Org, Vienna, 1968. ID/WG.7/1. In French.
- 1967 Aug 17-18 Bangkok (Thailand)
Southeast Asian Ministers of Education Org. National seminar on the SEAMES Regional Centre for Graduate Study and Research in Agriculture.
Proceedings. The Org, Bangkok, 1967.
- 1967 Aug 24-29 (c) Chicago (Illinois, USA)
Int Hospital Fed. 15th congress.
Address given by Nicole F Exchaquet : the role of the head nurse in the management of the ward/Expose présenté par Nicole F Exchaquet: le rôle de l'infirmière-chef dans l'administration de l'unité des soins. "Int Nursing Review", Vol 14, No 5, Oct 1967, Int Council of Nurses, Geneva, pp 29-37, 53-62, 25 X 19 cm. \$0.75; 5s; SF 3. In English, French.
- 1967 Aug 27-Sep 2 Berlin (Germany, Fed Rep)
Int Fed for Housing and Planning. Congress : urban renewal and the future of the city. Case studies of 22 projects in 14 countries : urban renewal/renovation urbaine/Stadterneuerung. The Fed, The Hague, 1967, 132 p, 29 X 29 cm, illus. Fl 18.75. In English, French, German.
- 1967 Aug 28-Sep 11 Singapore
Int Co-operative Alliance. Regional seminar on co-operative training.
Report. By A Carlsson. The Alliance, New Delhi, 1967, 32 p.
- 1967 Sep 1-2 (b) Uppsala (Sweden)
Scandinavian Neurological Soc. 20th annual meeting. Summaries of papers. "Acta Neurologica Scandinavica", Vol 44, 1968 (separatum), Copenhagen, pp 251-261, 24 X 16 cm.
- 1967 Sep 3-8 (d) Tel Aviv (Israel)
Int Dairy Fed. 52nd annual meeting.
Report ; bacteriostatic properties of milk from tropical countries; dairy production under arid conditions/propriétés bactériostatiques du lait des pays tropicaux; production laitière dans des zones arides. "Annual bulletin annuel" Part/Partie IV, 1968, the Fed, Brussels, 76 p, 24 X 16 cm, tables. In English, French.

- 1967 Sep 4-9 Bangkok (Thailand)
Southeast Asian Ministers of Education Org. Regional seminar on manpower development and educational planning.
Final report. The Org, Bangkok, 1967.
- 1967 Sep 4-11 (c) Mainz (Germany, Fed Rép)
Int Vine and Wine Office. 47th general assembly, cmt meetings-
Méthodes et principes de détermination des aptitudes viticoles d'une région et du choix des cépages appropriés, rapport israélien; commerce int des bois et plants de vigne, rapport roumain; méthodes d'élaboration des jus de raisin et des concentrés de raisin, rapport suisse. "Bulletin", Vol 41, No 447, mai 1968, thé Office. Paris, . pp 527-544, 557-573, 574-585. In French. ,
- 1957 Sep 18-20 (h) Venice (Italy)
Int Asn of Hail Insurance Companies. 9th congress.
Procès-verbal. The Asn, Zurich, 1968, 2 + 132 p, 30 X 21 cm, stenc. In original French, German, Spanish.
- 1967 Sep 18-Nov 4 Geneva (Switzerland)
Int Telecommunication Union. World radiocommunications administrative conference on matters concerning the mobile marine service.
Final acts. ITU, Geneva, 1968. SF 26.20. Separate English, French editions.
- 1957 Sep 23-Oct 5 Portschach (Austria)
Conference of European Churches. 5th conference : a task for European churches — service and reconciliation.
Bericht : eine Aufgabe der europäischen Kirchen — Dienen und Versöhnen. Edited by Otmar Schulz. The Conference, Genf, 1968, 80 p, 19 X 12 cm. SF 4.80. In German.
- 1967 Oct 2-7 Noumea (New Caledonia)
1967 Oct 10-23 Noumea (New Caledonia)
South Pacific Commission. 7th conference; 3Qlh session. Report: proceedings/Rapport. The Commission, Noumea, 1957, 73 p. In English, French.
- 1967 Oct 5-13 Rome (Italy)
World Food Program. 12th session of the intergovernmental UN/FAO cmt.
Report. FAO, Rome, Oct 1967, ii + 35 p, 28 X 22 cm stenc. WFP/IGC: 12/24.
- 1967 Oct 9-12 (b) Amsterdam (Netherlands)
Int Police Asn. 5th triennial congress.
Report " Int Police Asn ", Nederlandse Afdelling, Jan-Feb 1968, Hilversum, 12 p, 28 x 22 cm, illus. In Dutch.
- 1967 Oct 10-23 Noumea (New Caledonia)
South Pacific Commission. See entry 1967 Oct 2-7.
- 1967 Oct 17-21 Lima (Peru)
Org of Catholic Universities in Latin America. 4th congress and 5th assembly.
Informe. " Universités ", Afio 1, No 3, Diciembre de 1967, ODUCAL, Santiago, pp 97-103, 23 X 15 cm. In Spanish.
- 1967 Oct 19-28 (e) Paris (France)
Intergovernmental Océanographie Commission. 5th session.
Rapport succinct. The Commission, Unesco, Paris, Mar 1938, 31 p + 12 annexes, 27 x 21 cm. stenc. SC/CS/150. in French.
- 1967 Oct 20 Bangkok (Thailand)
Southeast Asian Ministers of Education Org. Meeting of the SEAMES feasibility team to consider the possibility of developing a regional centre based on the project proposals of Indonesia.
Final report, to the Director of SEAMES. The Org, Bangkok, 1967.
- 1967 Oct 20-28 Abidjan (Ivory Coast)
Org of African Unity/FAO/Unesco. Symposium on the oceanography and fisheries resources of the tropical Atlantic.
Proceedings : reports, resolutions, abstracts. FAO, Rome, 1968.
- 1967 Oct 23-28 Seville (Spain)
Int Catholic Asn for Radio and Television. 2nd int Catholic meeting for sound broadcasting : 1st " Premio Unda-Sevilla ".
Rapport. " Unda ", No 6, 1937, the Asn, Fribourg, pp 1-13, 28 X 20 .cm, illus. In French; 1 speech in English.
- 1967 Oct 25-27 - Prague (Czechoslovakia)
World Fed of Trade Unions. 34th session of the Executive Cmt: welfare, freedom, peace.
Report/rapport. The Fed, Prague, 1937, 50 p, illus. Separate English, French editions.
- 1967 Oct 26-27 Hong Kong
Asian Productivity Org. 5-year plan meeting.
Proceedings. The Org, Tokyo, 1967, 76 p.
- 1967 Oct 30-31 Leningrad (USSR)
World Fed of Trade Unions. Meeting to mark the 50th anniversary of the October 1917 revolution.
Rapport : l'assemblée syndicale int solennelle consacrée au 50° anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre 1917. The Fed, Prague, 1967, 98 p, illus. In French.

- 1967 Nov 20 Madrid (Spain)
Int Olive Growers Fed. Executive and general cmt meetings.
Procès-verbal. The Fed, Madrid, 1968, various pagings, 27 x 21 cm, tables, stenc. In French.
- 1967 Nov (ND 1) Bangkok (Thailand)
Southeast Asian Ministers of Education Org. 3rd conference.
Presentation of the project proposals submitted. The Org, Bangkok, 1967. TMC/5.
- 1967 Dec 3-13 Strasbourg (France)
Int Student Conference. Course on European problems.
Final communiqué. The Conference, Leiden, 1967, 4 p. 30 X 21 cm, stenc.
- 1967 Dec 4-7 (a) Paris (France)
Western European Union. Assembly : 13th ordinary session, 2nd part.
Proceedings/Actes officiels. Vol 111 : Assembly documents/Documents de séance. The Union, Paris, 1968, 238 p, 27 -x 21 cm, tables. In English, French.
- 1967 Dec 4-7 (b) Paris (France)
Western European Union. Assembly: 13th ordinary session, 2nd part.
Proceedings/Actes officiels. Vol IV : Minutes/Procès-verbaux. The Union, Paris, 1968, 242 p, 27 X 21 cm. In English, French.
- 1967 Dec 4-8 Nairobi (Kenya)
Int African Institute. Conference on African bibliography.
Proceedings and papers : the bibliography of Africa. Edited by J D Pearson, Ruth Jones. Frank Cass and Co Ltd, London, 1968. In English, French. *
- 1967 Dec 26-30 Bombay (India)
All India Women's Conference. 36th session.
Report. " Roshni ", Newsletter of the conference, No 1, Jan/Feb 1968. the Conference, New Delhi, pp. 1-14, 22 X 14 cm.
- 1968 Jan 16-19. Malta
Int Union of Socialist Youth. Meeting of the Bureau.
Rapport. " lusy bulletin ". No 1, 1968, the Union, Vienna, pp 5-13, 30 X 21 cm, stenc. In French.
- 1968 Jan 16-31 Montreal (Canada)
Int Civil Aviation Org. 1st meeting of obstacle clearance panel.
Report. ICAO, Montreal, 1968, various pagings, 27 x 21 cm, diagrams, graphs, tables, stenc. \$1.75. Doc 8736, OCP/I.
- 1968 Jan 24-29 New Delhi (India)
Asian Regional Org of ICFTU. 1st Asian trade union economic conference.
Proceedings. The Org, New Delhi, 1968, 1 -box, tables.
- 1968 Jan 28-29 (a) Geneva (Switzerland)
World ORT Union. Executive cmt meeting.
Report submitted. The Union, Geneva, 1968, 158 + 14 p, 30 X 21 cm, tables, stenc.
- 1968 Jan 28-29 (b) Geneva (Switzerland)
World ORT Union. Executive cmt meeting.
Rapport soumis. The Union, Geneva, 1968, 187 + 14 p, 30 X 21 cm, tables, stenc. In French.
- 1968 Jan 29-Feb 19 New York (NY, USA)
UN Commission on the Status of Women. 21st session.
Report. " Social and int newsletter ", No 32, May 1968, World YWCA, Geneva, pp 1-10, 30 X 21 cm, stenc.
- 1968 Feb 3-4 Cologne (Germany, Fed Rep)
Union of Int Motorboating. Meetings of int sporting and technical cmts.
Rapport du Secrétaire Général et proposition du Président de la commission technique. The Union, Ghent, 1938, 17 p, 28 X 22 cm, stenc. In French.
- 1968 Feb 5-8 London (UK)
European Broadcasting Union. Symposium on preparation for colour television.
Conférences : colloque sur les préparatifs' pour la télévision en couleurs. The Union, Technical Centre, Brussels, 1968, 164 p. BF 100, In French.
- 1968 Feb 6-8 (a) Singapore
Southeast Asian Ministers of Education Org. 3rd conference of the council.
Draft -report. The Org, Bangkok, 1968. SEAMES/TMC/7.
- 1968 Feb 6-8 (fa) Singapore
Southeast Asian Ministers of Education Org. 3rd conference of the council.
Final report The Org, Bangkok, 1968, vi + 59 + iv p, 26 X 19 cm, illus. SEAMES/TMC/7.

- 1968 Feb 9-16 Taipei (China)
Pacific Area Travel Asn, 17th annual conference.
Report, "Pacific Travel News", Mar 1968, the Asn,
San Francisco, pp 71-69, 30 X 22 cm, illus.
- 1968 Mar 25 Tananarive (Malagasy Rep)
Int Institute of Law of French-speaking Countries. 3rd
congress.
Rapport. "Bulletin de l'Institut International de Droit
d'Expression Française", 2^e trimestre 1968, No 11, thé
Institute, Paris. 42 p, 27 X 22 cm, stenc. In French.
- 1968 Mar 31-Apr 4 Quito (Ecuador)
Cnfd of Tourist Orgs of Latin America. 11th congress.
Informe. "Revista COTAL", Ano VII, No 70, Mayo
1958, 48 p, 28 X 22 cm, illus. In Spanish.
- 1968 Apr 1-4 Panama City (Panama)
Inter-American Tropical Tuna Commission. Annual mee-
ting.
Annual report/1957/Informe annual. The Commission,
La Jolla, Cal, 1968, 143 p, 26 x 17 cm, illus, graphs,
tables. In English, Spanish.
- 1968 Apr 15-21 Dakar (Senegal)
Inter-Parliamentary Union. 145th and 146th sessions.
Report. "Inter-Parliamentary Bulletin", No 2, 1968,
the Union, Geneva, pp 77-95, 24 X 16 cm, illus.
- 1968 Apr 17-24 (b) Rome (Italy)
World Food Program. 13th session of the intergovern-
mental UN/FAO cmt.
Report. FAO, Rome, May 1968, ii + 42 p, 28 X 22 cm,
stenc. WFP/IGC: 13/21.
- 1968 Apr 25 Florence (Italy)
Int Fed of Master-Craftsmen. Working group : export
promotion and master-craftsmen.
Procès-verbal : promotion de l'exportation dans l'artisa-
nat The Fed, Rome, 1968, 9 p, 30 X 21 cm, stenc. In
French.
- 1968 Apr 25-27 Brussels (Belgium)
Union of Int Motorboating. Permanent cmt meeting.
Compte rendu. The Union, Ghent, 1968, various pa-
gings, 28 x 22 cm, stenc. In French.
- 1968 Apr 29-May 8 Tunis (Tunisia)
Int Fed of Agricultural Producers. 16th general confe-
rence.
Extraits du rapport. "FIPA Nouvelles", Vol 17, No 5-6,
mai-juin 1968, the Fed, Paris, 12 p, 27 X 21 cm, illus.
In French.
- 1968 May 9-11 Khlamey (Ireland)
European Soc for Opinion Surveys and Marketing Re-
search. Seminar on agriculture and farmers.
Proceedings. ESOMAR, Brussels, 1968. SF 25.
- 1968 May 10-11 Cannes (France)
Int Experimental and Art Film Theatres Cnfd. General
assembly.
Rapport. "Bulletin d'information", No 3, 1968, the
Cnfd, Paris, pp 1-24. 28 X 22 cm, stenc. In French.
- 1968 May 13-17 Kyoto (Japan)
Int Fed of Newspaper Publishers, 21st congress.
Compte rendu et rapports/Full account and reports.
"FIEJ-Bulletin", 20^e année, No 77, juillet 1968, the
Fed, Paris, pp 1-61, 27 X 22 cm, illus. \$1; 8s; FF 5.
In English, French.
- 1968 May 13-18 (a) Colombo (Ceylon)
Int Student Conference. Asian seminar and continental
consultation.
Final communiqué. "Int student bulletin", special
supplement, the Conference, Leiden, 1968, 12 p, 29
X 21 cm.
- 1968 May 13-18 (b) Colombo (Ceylon)
Int Student Conference. Asian seminar and continental
consultation.
Communiqué final. "Bulletin int des étudiants". infor-
mations spéciales, the Conference, Leiden, 1968, 12 p,
29 X 21 cm. In French.
- 1968 May 15 (a) Strasbourg (France)
European Parliament.
Address by Jean Rey : outlook on the development of
the economic union. Services des publications des
communautés européennes, Brussels, 1968, 24 p, 21
X 15 cm.
- 1968 May 15 (b) Strasbourg (France)
European Parliament
Discours de Jean Rey : perspectives de développement
de l'union économique. Services des publications des
communautés européennes, Brussels, 1968, 25 p, 21 x
15 cm. In French.

- 1963 Jun 3 Boston (Mass, USA)
Church of Christ, Scientist. Annual meeting.
Report. "The Christian Science Journal", Vol 86,
No 7, Jul 1968, Christian Science Publishing Soc, Bos-
ton, pp 337-356, 24 X 17 cm. \$0.65.
- 1968 Jun 10-12 (c) Copenhagen (Denmark)
European Cnfed of Agriculture/Int Fed of Agricultural
Producers. 8th conference of European milk producers.
Report. The Cnfed, Brougg, 1968, 5 p, 27. X 21 cm,
stenc.
- 1968 Jun 10-12 (d) Copenhagen (Denmark)
European Cnfed of Agriculture/Int Fed of Agricultural
Producers. 8th conference of European milk producers.
Rapport de la 8^e conférence des producteurs de lait
des pays européens. The Cnfed, Brougg, 1968, 10 p,
27 X 21 cm, stenc. In French.
- 1968 Jun 17-22 (c) Vienna (Austria)
Int Railway Congress Asn/Int Union of Railways. Sym-
posium on high speeds.
Exposés. " Bulletin mensuel ", Vol XLV, No 5, mai
1968., the Asn, Brussels, pp 494-615. 24 X 19 cm, illus,
diagrams, graphs, tables. In French.
- 1968 Jun 17-22 (d) Vienna (Austria)
Int Railway Congress Asn/Int Union of Railways. Sym-
posium on high speeds.
Exposés. " Bulletin mensuel ", Vol XLV, No 6, juin
1968, the Asn, Brussels, pp 617-714, 24 X 19 cm, illus,
diagrams, graphs, tables. In French.
- 1968 Jun 17-22 (e) Vienna (Austria)
Int Railway Congress Asn/Int Union of Railways. Sym-
posium on high speeds.
Exposés. " Bulletin mensuel ", Vol XLV, No 2 février
1968, the Asn, Brussels, pp 87-209, 24 X 19 cm, illus,
diagrams, graphs. In French.
- 1968 Jul 4-20 (a) Uppsala (Sweden)
World Council of Churches. 4th general assembly :
Behold, I make all things new.
Proceedings. " EPS ", 35th year, No 26, Jul 1968, Ecu-
menical Press Service, Geneva, 14 p, 30 X 21 cm, illus,
stenc.
- 1968 Jul 4-20 (b) Uppsala (Sweden)
World Council of Churches. 4th general assembly :
Behold, I make all things new.
Proceedings, " EPS ", 35th year, No 27, Jul 1968. Ecu-
menical Press Service, Geneva, 15 p, 30 X 21 cm,
illus, stenc.
- 1968 Jul 4-20 (c) Uppsala (Sweden)
World Council of Churches. 4th general assembly :
Behold, I make all things new.
Proceedings. " EPS " 35th year, No 28, Jul 1968, Ecu-
menical Press Service, Geneva, 16 + 11 p, 30 x 21 cm,
illus, stenc.
- 1968 Jul 18-21 (a) Dublin (Ireland)
Int Fed of Teachers Asns. 37th congress.
Reports of national asns on the theme ; how the pri-
mary school can contribute towards a better understand-
ing and a promotion of the rights of man through the
teaching of history and social studies. The Fed, Lau-
sanne, Jun 1968, 48 p, 30 X 21 cm, stenc.
- 1968 Jul 18-21 (b) Dublin (Ireland)
Int Fed of Teachers Asns. 37th congress.
Rapports des asns nationales sur le thème : comment
l'école primaire peut-elle contribuer à une meilleure
connaissance et à la promotion des droits de l'homme
par l'enseignement de l'histoire et l'éducation civique.
The Fed, Lausanne, Jun 1968, 50 p, 30 x 21 cm,
stenc. In French.
- 1968 Jun 19-21 Berlin (Germany, Fed Rep)
Int Advertising Asn Inc. 20th world congress.
Speech delivered by Sir John Coulson : int marketing
and advertising facing political barriers. EFTA, Geneva,
1958, 16 p, 30 X 21 cm, stenc. Bulletin de presse
No 7/68/GB, ''
- 1968 Jul 18-21 (c) Dublin (Ireland)
Int Fed of Teachers Asns. 37th congress.
Reports of the national asns on the theme : the rights
of teachers. The Fed, Lausanne, Jun 1968. 61 p, 30
X 21 cm, stenc.
- 1968 Jul 18-21 (d) Dublin (Ireland)
Int Fed of Teachers Asns. 37th congress.
Rapports des asns nationales sur le thème ; les droits
des enseignants... The Fed, Lausanne, Jun 1968, 62 p,
30 x 21 cm, stenc. In French.
- 1968 Sep 3-28 Buenos Aires (Argentina)
Int Civil Aviation Org. 16th session of the assembly.
Annual report of the council to the assembly for 1967.
ICA, Montreal, Apr 1968, v + 192 p, 27 x 21 cm, dia-
grams, graphs, tables, stenc. \$3.25. Doc 8724 A16-P/3,
- 1969 Sep 1-6 Vienna (Austria)
Int Water Supply Asn. 8th congress.
Synopsis of the three general reports/Synopsis des
trois rapports généraux. " Agua ", No 4, 1967, the Asn,
London, pp 7-18, 28 X 21 cm. In English, French.

Index

- Administration (L America) 65 Dec 6-15.
- Advertising, political barriers 68 Jun 19-21.
- Africa, unity 67 Oct 20-28.
- African institute 67 Dec 4-8.
- Agricultural producers 68 Apr 29-May 8; 68 Jun 10-12.
- Agriculture (Europe) 68 Jun 10-12.
— market research 68 May 9-11.
- Architects 67 Jun 28-Jul 8.
- Art film theatres 68 May 10-11.
— psychopathology 67 Jun 7-10.
- Artistic works 61 Oct 10-26.
- Atlantic, resources 67 Oct 20-28.
- Aviation, civil 68 Jan 16-31; 68 Sep 3-28.
- Bibliography (Africa) 67 Dec 4-8.
- Broadcasting 66 Jun 21-Jul 22.
— (Europe) 68 Feb 5-8.
— marine 67 Sep 18-Nov 4.
- Brown, AH 67 Jul 24-29.
- Carlsson, A 67 Aug 28-Sep 11.
- Catholic radio and television 67 Oct 23-28.
— universities (L America) 67 Oct 17-21.
- Christ, scientist 68 Jun 3.
- Churches 68 Jul 4-20.
— (Europe) 67 Sep 29-Oct 5.
- Cinema 68 May 10-11.
- Civil aviation 68 Jan 16-31.
— defence 66 Sep 10-15.
- Civilization, human environment 62 Sep 2-9.
- Coffee 67 Jun 2-9.
- Confectionery 67 Apr 25-27.
Co-operation, development (Europe) 65 Mar (ND 1); 66 Nov 15-18; 67 Feb 19-25; 67 May 16-20.
- Co-operative alliance 67 Aug 28-Sep 11.
- Co-operatives, industrial 67 Aug 14-30.
- Copyright 61 Oct 10-26.
- Coulson, Sir John 68 Jun 19-21.
- Cretner, H D 66 Aug 3-10.
- Dairy 67 Sep 3-8.
- Dentistry 67 Jul 7-13.
— (L America) 66 Nov 28-Dec 2.
- Dermatology 67 Jul 31-Aug 5.
- Development 65 Mar 11-13; 66 May 20-22.
- Development (Europe) 65 Mar (ND 1); 66 Nov 15-18; 67 Feb 19-25; 67 May 16-20.
- Documentation 67 Jun 22-24.
- Education (S E Asia) 67 Feb 16-17; 67 May 9-17; 67 May 18-19; 67 May 23-25; 67 Jun 7-9; 67 Aug 17-18; 67 Sep 4-9; 67 Oct 20; 67 Nov (ND1); 68 Feb 6-8.
— human rights 68 Jul 18-21.
— policies (L America) 65 Mar (ND 1).
- Economic co-operation/development (Europe) 65 Mar (ND 1); 66 Nov 15-18; 67 Feb 19-25; 67 May 16-20.
— union (Europe) 68 May 15.
- Europe (Western) 67 Jun 13-16; 67 Dec 4-7.
— left (movement) 67 Feb 4-5.
- European parliament 68 May 15.
— problems 67 Dec 3-13.
- Exchaquet, Nicole F 67 Aug 24-29.
- Family 66 Dec 11-17.
- Farmers, market research 68 May 9-11.
- Favorite, F G 67 Jul 24-29.
- Film theatres, experimental and art 68 May 10-11.
- Finance, industrial development 67 May 16-20.
- Fiscal authorities (C America) 66 Nov 14-18.
- Fisheries, Atlantic 67 Oct 20-28.
- Food 67 Apr 12-20; 67 Oct 5-13; 68 Apr 17-24.
- Gas 67 Jun 6-10.
- Hail insurance 67 Sep 18-20.
- Health (America) 66 Sep 26-Oct 7.
- Hospitals 67 Aug 24-29.
- Housing, planning 67 Aug 27-Sep 2.
- Human rights, role of primary education 68 Jul 18-21.
- Identification, dental 67 Jul 7-13.
- Industrial development (UN) 67 Aug 14-30.
— financing 67 May 16-20.
- Information, development 66 May 20-22.
- Insurance, hail 67 Sep 18-20.
- Kinhan, J 66 Aug 3-10.
- Jacchia, L G 67 Jul 24-29.
- Jadassohn, W 67 Jul 31-Aug 5.
- Labour, future requirements (L America) 65 Mar (ND 1).
- Law, French-speaking countries 68 Mar 25.
- Libraries 67 Jun 22-24.
- Literary works 61 Oct 10-26.
- Marine broadcasting 67 Sep 18-Nov 4.
- Marketing, political barriers 68 Jun 19-21.
— research (Europe) 68 May 9-11.
- Mass communication 66 Sep 7-8.
- Master-craftsmen 68 Apr 25.
- Medicine, military 66 Sep 21-24.
- Military medicine, pharmacy 66 Sep 21-24.
- Milk 67 Sep 3-8.
— (Europe) 68 Jun 10-12.
- Mitra, A P 67 Jul 24-29.
- Motorboating 68 Feb 3-4; 68 Apr 25-27.
- Neurology (Scandinavia) 67 Sep 1-2.
- Newman, W S 67 Jul 24-29.
- Newspaper publishers 68 May 13-17.
- Nuclear radiation hazards 65 Sep 10-15.
- Nurses, management of ward 67 Aug 24-29.

Nutritional sciences 66 Aug 3-10.	Public administration (C America) 66 Nov 14-18.	Television, Catholic 67 Oct 23-28. — colour 68 Feb 5-8.
OAS administration (L America) 65 Dec 6-15.	Radiation hazards 66 Sep 10-15.	Tourism (L America) 68 Mar 31-Apr 4.
Obstacle clearance, civil aviation 68 Jan 16-31.	Radio 66 Jun 21-Jul 22. — Catholic 67 Oct 23-28.	Town planning 67 Aug 27-Sep 2. — social welfare 66 Sep 4-10.
Oceanic research 67 Jul (ND 1).	Radiology (Europe/Latin) 67 Apr 2-8.	Trade unions (Asia) 68 Jan 24-29. — world 67 Oct 25-27; 67 Oct 30-31.
Oceanography 67 Oct 19-28. — Atlantic 67 Oct 20-28.	Railways 68 Jun 17-22.	Training, co-operative (Asia) 67 Aug 28-Sep 11.
Odontology (L America) 66 Nov 28-Dec 2.	Rey, Jean 68 May 15.	Travel (Pacific) 68 Feb 9-16.
Olive growers 67 Nov 20.	Rheumatic diseases, population studies 66 Jun 5-10.	Tuna, tropical (America) 68 Apr 2-4.
Opinion surveys (Europe) 68 May 9-11.	Schirren, C G 67 Jul 31-Aug 5.	Universities, Catholic (L America) 67 Oct 17-21.
ORT 68 Jan 28-29.	Schulz, Otmar 67 Sep 29-Oct 5.	Urban development 67 Aug 27-Sep 2. — social welfare 66 Sep 4-10.
Pacific, S 67 Oct 2-7.	Science policy, problems (Europe) 67 Feb 19-25.	Vine, wine 67 Sep 4-11.
Parliaments 68 Apr 15-21.	Sea, resources 67 Jul (ND 1).	Water supply 69 Sep 1-6.
Personnel management (Europe) 67 Jun 19-22.	Social welfare 66 Sep 4-10.	Wine 67 Sep 4-11.
Pharmacy, military 66 Sep 21-24.	Socialism 68 Jan 16-19.	Women 68 Jan 29-Feb 19. — (India) 67 Sep 26-30.
Planning, housing 67 Aug 27-Sep 2.	Space research 67 Jul 24-29.	Workers, technical change 66 Nov 15-18.
Police 67 Oct 9-12.	Students 67 Dec 3-13; 68 May 13-18.	Youth, socialist 68 Jan 16-19.
Pomes, C E 66 Nov 28-Dec 2.	Taxation (C America) 66 Nov 14-18.	
Post (America/Spain) 66 Jun 24-Jul 23; 67 Mar 6-13.	Teachers, Catholic 67 Jul 24-29. — rights 68 Jul 18-21.	
Productivity (Asia) 67 Oct 26-27.	Telecommunications 65 Jun 21-Jul 22; 67 Sep 18-Nov 4.	
Psychopathology, art 67 Jun 7-10.		

The UAI wishes to express its gratitude to the many international organizations who send in, on publication, the reports of their international meetings, as well as the Library of Congress and the Columbus Memorial Library in Washington, the Deutsche Staatsbibliothek Berlin, the Bibliothèque Royale of Belgium, the University Library of Helsinki (Finland), the National Library of Canada, the Biblioreco Nacional de Lisboa (Portugal), the Library of the International Atomic Energy Agency in Vienna, and the Scientific Information Institute of the Academy of Sciences USSR for their valuable co-operation.

The Union of International Associations wishes to thank the National Science Foundation of the United States for the financial assistance it gave with respect to the preparation and publication of this bibliography during the first three years.

DOLDER GRAND HOTEL ZURICH

Situation tranquille dans le quartier résidentiel - Nouvelle aile de 64 appartements de grand luxe avec balcon ou terrasse - Salles de conférences et de congrès (arrangements spéciaux durant l'hiver) - Golf-Tennis - Minigolf-Piscine à vagues artificielles - Service de voiture avec le centre de la ville (6 min.).



Vue magnifique sur la ville, le lac et les Alpes 650 m.s.m.

Représentant pour la France et le Bénélux : M Claude L C DUTEIL, 11, rue de Rome, 75-Paris 8^e
Tél. LAB 81-99

BIBLIOGRAPHIES

Select Bibliography on International Organization (1885-1964)

by G. P. Speeckaert

This bibliography, published as a contribution to International Co-operation Year 1965, provides references, classified in various categories, to 350 publications devoted to international organization in general and to 730 publications devoted to specific international organization (214 different organizations).

The selection covers publication years 1885 to 1964 inclusive.

Author and organization indexes.

160 p. Price : US \$4; 24/-; BF 150.

Directory of Periodicals Published by International Organizations

1st edition, 8 x 5 1/2 in., 110 p. Out of print.

2nd edition, 8 x 5 1/2 in., 242 p. Out of print.

3rd edition, to appear later in 1968.

Bibliography of Proceedings of International Meetings (annual)

Vol. 1 : in 1957, 388 p.

Vol. 2 : in 1958, 398 p.

Vol. 3 : in 1959, 320 p.

Published with support from the National Science Foundation, Washington.

Each volume cloth bound, 21 X 16 cm. Price : US \$ 10; 64/-; BF 400.

Yearbook of International Congress Proceedings

Cumulative bibliography of papers, reports and proceedings of international meetings held from 1960 to 1967. To appear at the end of 1968.

About 800 pages.

Bibliographical Current List of Papers, Reports and Proceedings of International Meetings.

Monthly. Now included in « International Associations ».

Separate subscription : \$ 8, 50 s. BF 300 per annum.

Bibliography of Publications Dealing with International Organization.

In three parts: international organization in general; research and work by inter-governmental organizations; research and work by non-governmental organizations.

Published four times a year in « International Associations ».

Modes de paiement :

— Per virement au compte courant de I.T.J.A.I.

Methods of payment :

— *by* transfer to the account of the U.A.I.

Bruxelles :

Compte chèque postal n° 346.99.
ou Compte n° 451.651 à-la Société Générale de Banque.

Genève :

Compte courant n° 472-043.309 à l'Union de Banques Suisses.

Düsseldorf :

Konto N° 91097 der Deutsche Bank, Königsallee, 4547 (Beschränkt konvertierbares DM-Konto).

London :

to Mrs Fay Pannell, 11, Whitehall Court, London SW1, by crossed cheque payable to Union of International Associations (no application to British Exchange Control necessary) :

New York :

Account at the First National City Bank, 55, Wall Street.

Paris :

Compte n° 58.567 à la Banque de l'Union Parisienne C.F.C.B., boulevard Hanssmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

Rome :

Compte courant, Banco di Roma, 307 Via del Corso.

The Hague :

Account 25.78.53.308 at R. Mees & Hope, 13, Kneuterdijk.

barré établi à l'ordre de l'Union des Associations Internationales.

— *by* crossed cheque addressed to and made out to the order of the Union of International Associations,

Official report on ___new arrangements for consultation

At its 1517th meeting the UN Economic and Social Council heard the report of the Council's Committee on NGOs on its review of arrangements for consultation with non-governmental organizations. This report was presented by Mr Forshell (Sweden), Chairman of the Committee. Document E/SR 1517, text below, gives the official record of these comments.

The Committee's report (E/4485) was the result of team work. Some of the proposals put forward in the draft resolution (E/4485, annex I) were rather complicated but he saw no need to amend it. It represented a compromise and was intended to be applied in a reasonable and intelligent manner. He hoped that it would be discussed by the Council in the same way. On 17 May 1968, the Committee had heard the views on the draft resolution of a number of non-governmental organizations in category B; he would describe those views briefly in connexion with the paragraphs to which they referred. In general, he would mention at the present stage only those paragraphs which constituted substantial departures from resolution 228 B (X).

Paragraph 1 of part I, in referring specifically to scientific and technological matters, reflected the evolution which had taken place since the drafting of the United Nations Charter. The first paragraph in which any major change appeared was paragraph 4. The non-governmental organizations consulted had commented on the second sentence, and he had replied on behalf of the Committee that the joint committees were to be formed for the purpose of defending common interests in subjects discussed by the Council; it was not necessary to form them in order that the organizations should obtain consultative status. The second sentence of paragraph 5 was more explicit than in the former resolution, but constituted no major departure from it, while paragraph 6 contained nothing new. In the second sen-

tence of paragraph 7, the phrase following the word "arrangements" had been added for the sake of clarity and to resolve the difficulty which had been found in drawing a clear line between non-governmental and inter-governmental organizations. Paragraph 8 was entirely new; the representatives of the non-governmental organizations had said that the reporting duty laid on them in that paragraph would sometimes be impossible to fulfil. However, the second sentence should be interpreted to mean that the Committee required, not a list of each individual contribution and donor, but a general indication of the source of voluntary funds and an explanation of any exceptionally large contributions. Paragraph 9 was taken from the previous resolution, but the last sentence had been added in the light of past experience, in order to make it possible for national organizations from developing countries to participate. Paragraphs 10 and 11 were based on the former text but they also covered the question as to whether or not an organization could be admitted when it had a consultative arrangement with a specialized agency.

In part II of the report, the only addition was the last sentence of paragraph 14.

In drafting paragraph 16 of part III the Committee had preferred to institute two completely new categories — general consultative status and special consultative status. They were meant to be on a par with each other, thus avoiding the impression of a qualitative judgement created by the former categories A and B. The definitions contained in sub-paragraphs (a)

and (b) were self-explanatory. With regard to paragraph 17, a number of non-governmental organizations had said that the two sentences it contained appeared somewhat contradictory. It should be borne in mind that the text represented a compromise; its provisions should prove workable if implemented in a reasonable and intelligent manner. Paragraph 18, providing for the admission to consultative status of organizations whose aim was to promote the objectives and purposes of the United Nations, was intended to counter-balance the tendency for most organizations accorded such status to be of a specialized nature. Paragraph 19 indicated that what had formerly been known as the Register would henceforth be known as the Roster; the last sentence stated explicitly that inclusion on the Roster should not "in itself be regarded as a qualification for general or specialized consultative status".

Generally speaking, part IV and V repeated the provisions of resolution 288 B (X). A number of non-governmental organizations had stated, with reference to paragraphs 20 and 26, that the previous text had specified that the agenda should be communicated to organizations in consultative status at the same time as it was sent to Member Governments. In the absence of such a statement in the present text, a reasonable approach would again be necessary, and he hoped that in fact the agenda would always be communicated as early as practicable.

Parts VI and VII contained nothing new; part VIII, on the other hand, was almost all new. In resolution 288 B (X), paragraph 35 (b) and (c) had referred briefly to the question of suspension and withdrawal, so that it might be said that

part VIII spelt out in detail provisions which in practice had already existed. A number of non-governmental organizations had stated that there was no specific provision for the hearing of the non-governmental organization concerned in a case of suspension and withdrawal. The Committee had felt that the provisions would be interpreted in a reasonable manner and that due process of law would be observed; it was inconceivable that suspension or withdrawal would be recommended without the non-governmental organization concerned being given an opportunity to state its case.

Part IX contained little new material. The rules of procedure of the Council Committee on Non-Governmental Organizations had been rewritten in 1966, and its general duties were derived from, the preceding paragraphs of the draft resolution. However, paragraph 40 (b) was new, in particular the implication that an examination of the reports submitted by non-governmental organizations might lead in some cases to the recommendation of action under part VIII. Part X contained practically the same wording as the relevant section of the previous resolution.

The proposals in the draft resolution covered only part of the Committee's mandate under resolution 1225 (XLII). The remainder of its task consisted in reviewing the organizations now in consultative status with a view to fitting them into the new system. It seemed likely that proposals in that regard could be submitted to the Council at its spring session in 1969. Until that was done, he assumed that the classification and regulations specified in resolution 288 B (X) would continue to apply.

-
- to our circular concerning your forthcoming international meetings for publication in our Calendar (1969-1982)?
 - to our inquiry on a supplementary pensions scheme for the staff of international non-governmental organizations ?
 - Have you placed the U.A.I. on your mailing list of periodicals, reports and proceedings of meetings ?

Have
you
replied

Un commentaire officiel sur les nouvelles dispositions _____ concernant le statut consultatif

Prenant la parole devant la 44^e session du Conseil Economique et Social, M. Forshell (Suède) Président du Comité ONG du Conseil et en tant que tel commente les nouvelles dispositions que celui-ci propose à l'adoption du Conseil. On trouvera ci-dessous le compte rendu officiel de l'exposé de M. Forshell. Cet exposé a évidemment précédé l'adoption de la résolution 1296 XLIV.

Cette résolution constitue un compromis et est conçue pour être appliquée d'une manière raisonnable et intelligente. M. Forshell espère que le Conseil l'examinera dans le même esprit. Le 17 mai 1968, le Comité a entendu l'avis d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales de la catégorie B au sujet du projet de résolution; M. Forshell exposera brièvement ces avis à propos des paragraphes auxquels ils se rapportent. D'une manière générale, il se contentera, pour le moment, de parler des paragraphes qui s'écartent sensiblement de la résolution 288 B (X).

En se référant expressément aux questions scientifiques et techniques, le paragraphe 1 de la première partie reflète l'évolution qui s'est produite depuis la rédaction de la Charte des Nations Unies. Le premier paragraphe où l'on trouve un changement important est le paragraphe 4.

Les organisations non gouvernementales consultées ont fait des observations sur la deuxième phrase, à quoi M. Forshell a répondu au nom du Comité que les comités mixtes seront formés aux fins de la défense des intérêts communs à propos des questions examinées par le Conseil; il n'est pas nécessaire de les constituer pour que les organisations soient admises au statut consultatif. La seconde phrase du paragraphe 5 est plus explicite que la disposition correspondante de la résolution antérieure mais elle ne s'en écarte guère, et le paragraphe 6 ne contient rien de nou-

veau. Dans la deuxième phrase du paragraphe 7, le membre de phrase qui fait suite au mot « intergouvernementaux » a été ajouté pour plus de clarté et pour surmonter la difficulté que l'on a éprouvé à tracer une limite nette entre les organisations non gouvernementales et les organisations intergouvernementales. Le paragraphe 8 est entièrement nouveau; les représentants des organisations non gouvernementales ont dit que la reddition de comptes que leur impose ce paragraphe ne serait pas toujours possible. Mais il convient d'en interpréter la deuxième phrase comme signifiant que le Comité demande non pas une liste des contributions et des donateurs mais une indication générale sur la provenance des versements bénévoles et une explication de toute contribution exceptionnellement élevée.- Le paragraphe 9 est repris de la résolution antérieure et la dernière phrase y a été ajoutée à la lumière des leçons de l'expérience et afin de permettre la participation des organisations nationales des pays en voie de développement. Les paragraphes 10 et 11 sont fondés sur le texte précédent mais ils traitent aussi de la question de savoir si une organisation peut être admise lorsqu'il existe entre elle et une institution spécialisée des dispositions en vue de consultations.

Dans la deuxième partie du rapport, il n'y a qu'une addition, à savoir la dernière phrase du paragraphe 14.

En élaborant le paragraphe 16 de la troisième partie, le Comité a jugé préférable d'instituer deux catégories entièrement nouvelles — le statut consultatif général et le statut consultatif spécial. Elles sont placées sur le même plan, cela pour éviter l'impression de jugement de valeur donnée par les anciennes catégories A et B. Les définitions figurant aux alinéas a) et b) se passent de commentaire. A propos du paragraphe 17, un certain nombre d'organisations non gouvernementales ont dit que les deux phrases qu'il contient semblent passablement contradictoires. Il ne faut pas perdre de vue que ce texte représente un compromis; ses dispositions s'avéreront viables si elles sont appliquées d'une manière raisonnable et intelligente.

Le paragraphe 18, qui prévoit l'admission au statut consultatif des organisations qui ont pour but de contribuer à la réalisation des objectifs et des Fins de l'Organisation des Nations Unies, est destiné à contrebalancer le fait que la plupart des organisations auxquelles ce statut est accordé ont un caractère spécialisé. Le paragraphe 19 indique que ce que l'on a appelé le Registre est désormais désigné sous le nom de Liste; la dernière phrase dit expressément que l'inscription sur cette Liste « ne sera pas considérée comme un titre donnant accès au statut consultatif général ou spécial ».

Dans l'ensemble, les quatrième et cinquième parties reprennent les dispositions de la résolution 288 B (X). A propos des paragraphes 20 et 26, un certain nombre d'organisations non gouvernementales ont déclaré que le texte précédent avait prévu de communiquer l'ordre du jour aux organisations dotées du statut consultatif en même temps qu'il était envoyé aux gouvernements des Etats Membres. Faute d'une telle disposition dans le présent texte, il faudra encore procéder selon la raison et M. Forshell espère qu'en fait l'ordre du jour sera toujours communiqué aussitôt que possible.

Les sixième et septième parties ne contiennent rien de nouveau; mais la huitième

partie est presque entièrement nouvelle. Les paragraphes 35 b) et c) de la résolution 288 B (X) faisaient brièvement allusion à la question de la suspension et du retrait de sorte que l'on peut dire que la huitième partie expose en détail des dispositions qui existaient déjà en pratique. Un certain nombre d'organisations non gouvernementales ont dit qu'il n'existait pas de disposition expresse permettant à l'organisation non gouvernementale visée par une mesure de suspension et de retrait de se faire entendre. Le Comité a estimé que les dispositions seront interprétées raisonnablement et que la justice sera respectée; il est inconcevable qu'une suspension ou un retrait soit recommandé sans que l'organisation non gouvernementale en cause soit mise à même de se défendre.

La neuvième partie contient peu d'innovations. Le règlement intérieur du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales a été remanié en 1966 et les tâches générales de cet organisme se déduisent des paragraphes précédents du projet de résolution. Toutefois, l'alinéa b) du paragraphe 40 est nouveau, notamment en ce qu'il implique que l'examen des rapports présentés par les organisations non gouvernementales pourra dans certains cas aboutir à recommander des mesures prévues dans la huitième partie. La dixième partie est conçue en des termes à peu près semblables à ceux de la partie correspondante de la résolution antérieure.

Les propositions contenues dans le projet de résolution ne recouvrent qu'une partie du mandat assigné au Comité par la résolution 1225 (XLII). Sa tâche consiste en outre à passer en revue les organisations actuellement dotées du statut consultatif en vue de les adapter au nouveau système. Il est probable que des propositions à cet égard pourront être soumises au Conseil lors de sa session du printemps 1969. En attendant, M. Forshell présume que la classification établie et les règles posées dans la résolution 288 B (X) continueront de s'appliquer.

Et maintenant ?

La résolution 1296 (XLIV) adoptée le 23 mai 1968 par le Conseil Economique et Social des Nations Unies n'entrera en vigueur que lorsque l'examen individuel des ONG bénéficiant actuellement du statut consultatif aura été terminé. Il est probable que cet examen commencera à la mi-septembre au Comité ONG du Conseil. Il semble certain d'autre part que celui-ci tentera de mettre un terme aux débats relatifs à cet examen avant l'ouverture de la session d'automne de l'Assemblée générale.

Pour les ONG concernées il est de primordiale importance :

1) de fournir immédiatement aux gouvernements avec lesquels elles sont en rapport et particulièrement celui du pays où se trouve leur siège, toutes informations utiles sur leurs buts, activités actuelles et moyens de financement. L'expérience des débats qui viennent de se dérouler aux Nations Unies a montré que le grand mal qui règne très généralement au sein des délégations gouvernementales est non pas la malveillance à l'égard des ONG, mais *l'ignorance des ONG*.

2) de se faire représenter à New York aux sessions du Comité du Conseil qui vont être consacrées à partir de la mi-septembre à l'examen individuel des ONG consultatives auprès de l'ECOSOC. Il se peut que certains renseignements communiqués au Comité soient erronés ou fassent l'objet d'une mauvaise interprétation. Il est important que ces erreurs soient immédiatement corrigées par le représentant de l'ONG qui, s'il se trouve présent, peut intervenir.

Malheureusement il est impossible et il le restera très probablement — de préciser la date à laquelle chaque examen interviendra. Il convient donc de suivre très attentivement l'organisation et le déroulement des débats.

(La deuxième partie de ces suggestions a été adressée par le Bureau de la Conférence des ONG consultatives à ses membres).

Pour information la composition pour 1968 du Comité ONG du Conseil Economique et Social

est la suivante :	Panama	Sierra Leone	USA
France	Philippines	Tchécoslovaquie	Venezuela
Inde	Royaume Uni	URSS	

Maroc

La composition du Conseil Economique et Social pour 1968 est la suivante :

Argentine	Inde	Mexique	Tchad
Belgique	Iran	Panama	Tchécoslovaquie
Bulgarie	Irlande	Philippines	Turquie
Congo (Brazzaville)	Japon	Royaume Uni	URSS
France	Koweït	Sierra Leone	USA
Guatemala	Libye	Suède	Venezuela
Haute Volta	Maroc	Tanzanie	

Les subventions de l'Unesco aux organisations internationales non gouvernementales

Le 15 octobre s'ouvre à Paris la quinzième session de la Conférence Générale de l'Unesco. Sur le bureau des délégations un document très important : le projet de programme et de budget pour 1969-1970, épie la Conférence au cours de cinq grosses semaines de travail va étudier, discuter, raboter, compléter... et adopter.

Le document a déjà circulé au cours des derniers mois auprès des gouvernements et des organisations internationales gouvernementales. Il nous a paru intéressant d'y relever le montant des subventions prévues pour les organisations internationales non gouvernementales au titre des différents chapitres du programme et de le mettre en parallèle avec celui adopté pour les deux exercices précédents, (tableau ci-dessous)

Le total proposé pour 1969-70 au titre du budget du programme ordinaire de l'Unesco s'élève à 48.903.531 dollars; celui du budget total du programme (augmenté des allocations en provenance du Programme des Nations Unies pour le développement) s'élève à 108.515.531 dollars; enfin le budget total (programme 4- politique générale 4- administration) se chiffre à 134.920.000 dollars.

Pour 1965-1966 ce même budget s'élevait à 100.713.972 dollars, soit une augmentation de 33 %.

Parallèlement le montant des subventions aux ONG passe de 1.402.500 dollars en 1965-1966, à 1.656.000 en 1969-70 soit une augmentation de 18 %.

J^HI

	<i>Budget du programme ordinaire j de rUnesco</i>	<i>Subventions aux ONG</i>	
		<i>Montant</i>	<i>%</i>
ans iresEBHr 1969-1970	\$ 48.902.531	\$ 1.656.000	3,3
	\$ 34.961.977	\$ 1.402.500	4

L'aide aux ONG représente en 1965-66 4 % du programme ordinaire de l'Unesco et 1,6 % du budget total; en 1969-70 elle représentera respectivement 3,3 % et 1,5 %. Le montant total des subventions aux ONG pour 1967 et 1968 est à peu près égal à ce que coûtera la seule Conférence générale de l'Unesco en 1970.

Rappelons cependant que les subventions ne sont pas la seule aide que l'Unesco apporte aux organisations non gouvernementales : elle passe avec celles-ci des contrats pour l'exécution de tâches précises et limitées dans la durée.

**Subventions aux ONG
(en dollars USA)**

Chapitres du Programme de l'Unesco	Budget 1965-1966	Budget 1967-1968	Budget 1969-1970		
			Chiffres absolus	Pourcentage par rapport programme ordinaire	Pourcentage par rapport au programme total
Education	69.000	74.000	88.000	0,7	0,19
Sciences exactes et naturelles	445.000	450.000	480.000	4,2	1,2
Sciences sociales, sciences humaines et culture Coopération interdisciplinaire CIPSH - CISS	387.500	430.000	455.000		i
Sciences sociales	191.000	198.000	222.000		9
	Culture et docu- mentation 270.000	Culture 284.000	Culture 298.000		
Information	40.000	40.000	43.000		\
		Documen- tation 36.000	Documen- tation 45.000	!	0,9
		Statistiques 20.000	Statistiques 25.000		
Normes	0	0	0	-	-
Total	1.402.500	1.532.000	1.656.000	3,3	1,5

**HOTEL
AVENIDA PALACE**

Cables: "PALACE" LISBON PORTUGAL

THE ONLY PALACE IN LISBON

*Right in the heart of the city, on shopping area.
Completely redecorated.
Good old style with all modern conveniences.*

*All rooms with private bathroom.
International cuisine with Portuguese Specialities.*



INTERNATIONAL ORGANIZATION

the quarterly journal of the World Peace Foundation offering the most inclusive and up-to-date account of the recent activities of international organizations

Summer 1968

Volume 22, Number 3

ARTICLES

Twenty Years of the United Nations Economic Commission for Europe — Gunnar Myrdal.

The Role of International Organization in Ocean Development — Daniel S. Cheveer.

The International Monetary Fund and the Third World — Stephen Krasner.

The Rhodesian Question at the United Nations — J. Leo Cefkin.

COMPREHENSIVE SUMMARIES

Recent activities of the United Nations, the UN specialized agencies, and the principal political, regional, and functional international organizations.

SELECTED BIBLIOGRAPHY

Recent books and articles, both United States and foreign.

New subscription rates, effective November 1, 1968:

\$ 7.50 a year

\$ 19.00 for

\$ 2.50 a copy

three years

WORLD PEACE FOUNDATION

40 Mt. Vernon Street
Boston, Massachusetts 02108

New UAI publications

IN THE PRESS

The 12th edition of the *Yearbook of International Organizations 1968-69* — 2,500 organizations — 1,200 pages — publication : December 1968.

Price : US \$ 24

The 1st edition of the *Yearbook of International Congress Proceedings* — a bibliography of papers, reports and proceedings held by international organizations from 1960 to 1967 inclusive — 7,000 entries — 750 pages — publication : December 1968.

Price : US \$ 20

IN PREPARATION

The 3rd edition of the *Directory of Periodicals Published by International Organizations*.

A study on the contribution of international non-governmental organizations to inter-governmental agreements.

An organization manual for international non-profit associations.

Union of International Associations

1, rue aux Laines, Brussels, Belgium.

Le problème de la communication verbale internationale (*) panier

par W. Wellekens

Vérificateur à la Cour des Comptes de Belgique

IV. — SOLUTIONS

Un des moyens employés pour vaincre les difficultés résultant de la diversité linguistique dans le monde consiste dans l'intensification de l'enseignement des langues les plus répandues dans le monde et servant déjà souvent comme langue véhiculaire.

La science linguistique et la technologie mettent à notre portée des méthodes et des moyens audio-visuels perfectionnés qui nous permettent en relativement peu de temps d'avoir certaines notions et une certaine pratique de ces langues. Cela a été rendu possible par le travail de savants et de pédagogues linguistiques qui sont arrivés à la conviction qu'avec un vocabulaire réduit variant de 2000 à 3000 mots, et un nombre limité de constructions grammaticales, il est possible de se faire comprendre dans une langue en abordant des sujets très variés de la vie. En effet, le vocabulaire de l'homme de la rue n'excède pas ce chiffre, celui d'un intellectuel pourrait aller jusqu'à 4000 à 5000 mots.

Se faire comprendre et parler une langue parfaitement sont pourtant deux choses différentes. Pour acquérir une deuxième langue parfaitement, il faut en faire sa profession, c'est-à-dire qu'il faut y investir beaucoup de

temps; et c'est précisément ce qui manque à l'homme contemporain continuellement pourchassé. Les savants et les techniciens ont besoin de chaque minute de leur vie professionnelle pour s'occuper de leur tâche.

Un deuxième remède au problème consiste dans la publication des informations scientifiques et autres dans une des grandes langues véhiculaires; l'anglais est spécialement favorisé dans toutes les institutions internationales.

Une troisième solution pratiquée est le renforcement des services de traduction et d'interprètes. Les salaires dans ce secteur devraient être augmentés, car cette activité n'a pas beaucoup d'attrait. Il est très difficile de trouver des interprètes de première classe. Pour le moment il y en a seulement 200 dans le monde entier. Suivant la définition de l'ONU, un interprète supérieur doit être parfaitement trilingue. Le siège de l'ONU à Genève dispose d'un effectif de 16 interprètes pareils.

Dans le secteur de la science et de la technique, on travaille à la normalisation de la terminologie respective. On élabore des listes

La 1^{re} partie a paru dans notre numéro d'août.

Summary (Part II)

"What are the solutions to these problems? Intensification of the teaching of the most widely used languages; publication of scientific and other information in one of the main languages, such as English; further development of translation and interpretation services; standardization of scientific and technical terminology; automatic translation... All these are only partial and incomplete solutions.

The ideal would be a universal auxiliary language. Such a language does not have to be created: it exists already.

It has been established that there are two separate levels of vocabulary in each language: the vernacular and the international. The collection of these so-called international words and their integration in a grammatical system is the basis of Interlingue, the work of Edgar de Wahl.

The guiding principles of Interlingue can be summed up as follows: greatest possible familiarity for potential users; equality of all peoples and all languages; facility.

(conclusion)

terminologiques par branche et par langue, selon des principes généraux. De telles listes doivent d'ailleurs être préparées pour chaque réunion internationale sérieuse, pour être remises aux interprètes et traducteurs.

Des organisations nationales de normalisation font déjà un travail extrêmement utile en mettant de l'ordre de la clarté dans la terminologie professionnelle qui devient de jour en jour plus volumineuse. Les relations internationales, qui nécessitent une connaissance croissante de langues étrangères, montrent qu'une certaine normalisation est nécessaire aussi à ce niveau. Le Comité Technique 37 « Terminologie » de ISO, l'Organisation Internationale pour la Normalisation, s'attaquait déjà en 1936 à ce problème.

La comparaison, à l'échelle internationale, des terminologies nationales est impossible sans définitions exactes et limitées. Il est souhaitable de donner une seule signification par concept ou représentation mentale et qu'à une image mentale réponde seulement un terme, c'est-à-dire un mot ou expression professionnels.

Dans la mesure du possible, les homonymes et synonymes doivent être éliminés. Les vocables pseudo-internationaux, donc ceux avec des significations différentes dans les diverses langues doivent être évités soigneusement, parce qu'ils sont la source de traductions fautive.

La complexité des problèmes terminologiques est un grand obstacle aux travaux de l'ISO/TC 37 qui n'a publié jusqu'à ce jour que la Recommandation ISO/R 639 « Indicateurs de langue, de pays et d'autorité ». (1)

Ces derniers temps, on travaille intensément aux USA et en URSS à explorer les possibilités des ordinateurs électroniques pour la traduction automatique. Les recherches récentes sont très optimistes. Les machines ultra-modernes permettront d'obtenir, en

(1) Seront publiées prochainement les recommandations relatives aux « Principes de dénomination » et à T « Unification internationale des notions et des termes ». Deux autres recommandations seront publiées ultérieurement : « Vocabulaire de la terminologie » et « Guide pour l'élaboration des vocabulaires systématiques (Exemple de méthode) ».

peu de temps et dans des conditions rentables, des traductions qui ne sont pas brillantes du point de vue stylistique, mais quand même correctes en matière grammaticale et syntaxique. Les expressions idiomatiques ne forment pas des obstacles insurmontables, et le nombre des homonymes peut être limité à 1 % par la spécialisation terminologique.

La complexité de l'information scientifique, et l'insuffisance permanente des moyens employés, confirme certaines personnes dans leur conviction que la solution ne sera définitive que lorsque les milieux intéressés décideront d'employer une langue auxiliaire internationale pour les contacts internationaux.

L'idéal serait certainement une langue auxiliaire universelle, c'est-à-dire destinée à tous les hommes de tous les peuples et nations du monde; les espérantistes poursuivent ce but louable. La création d'une langue auxiliaire universelle exige pourtant plus que la bonne volonté d'un groupe d'adeptes enthousiastes... Une telle langue doit être créée sur des bases d'efficacité maximale, ce qui veut dire — il ne semble — que tous les éléments mentaux qui peuvent jouer dans une langue doivent être présents dans la morphologie de cette langue d'une façon systématique et analytique. La communication verbale doit se rapprocher d'autres moyens de communication efficaces. Comme par exemple, les moyens visuels d'une bonne carte routière nous orientent de façon adéquate dans la réalité géographique représentée, les signes linguistiques doivent recevoir, dans une langue auxiliaire universelle, une signification ou fonction unique et toutes les significations ou fonctions doivent être explicites.

On a déjà fait quelques bons pas dans cette direction — voir l'œuvre du Prof. américain James Brown Cooke, qui a donné le nom de « Loglan » à son projet. Pourtant, encore beaucoup de problèmes restent à résoudre avant qu'on puisse aboutir à la construction d'une langue auxiliaire universelle qui unira en soi la richesse d'expression et la simplicité structurale désirées.

Actuellement, il nous faut constater que l'homme cultivé chez la plupart de nos peuples et nations est encore très sceptique — pour ne

pas dire agressif — envers cette solution pourtant évidente du problème. Les idées de l'homme de la X^e, et même de beaucoup d'intellectuels qui ne sont pas spécialisés en la matière, ainsi que celles de nos dirigeants politiques et autres, se meuvent encore — en ce qui concerne la langue — pour une très grande partie dans la sphère mythologique et émotionnelle de nos ancêtres.

Pour cette raison, les spécialistes cherchent provisoirement une solution malheureusement moins universelle, mais qui semble, en compensation, avoir de bonnes chances de succès dans une grande zone de notre globe.

On a constaté que le vocabulaire de chaque langue se sépare en deux niveaux : d'un côté, il y a les mots populaires et les expressions idiomatiques analogues; de l'autre côté, il y a les termes dits internationaux. Dans les langues romanes, les deux sont seulement des variantes d'une seule matière brute. Dans les langues germaniques et slaves, les deux niveaux sont nettement séparés. Les mots autochtones ou indigènes n'ont rien à voir avec les mots internationaux. La langue anglaise — par son caractère hybride — prend une position médiane.

Déjà en 1890 l'autrichien Julius Lott a constaté que la langue auxiliaire internationale ne doit pas être inventée. Elle existe. On doit seulement collectionner tous les mots internationaux et les intégrer dans un système grammatical. Son projet naturaliste Mundolingue avait déjà des qualités incontestables.

V. — L'INTERLINGUE

Le professeur esthonien Edgar De Wahl devait continuer l'œuvre de Julius Lott et aboutir à l'une des langues naturalistes les plus satisfaisantes : l'Occidental, nommé depuis 1949 l'Interlingue, qu'il a présenté au monde en 1922.

Ses travaux et ceux de ses collaborateurs du CELIA, " Comité exploratif por li Lingue international auxiliari ", ont été dominés par six principes opérationnels. Trois sont de caractère extra-linguistique, trois sont purement linguistiques.

Les formes arbitraires de l'Espéranto le précurseur bien connu de l'Interlingue ne sont pas à condamner du point de vue linguistique — comme d'ailleurs aucun apriorisme — mais on doit constater le peu de compréhension de son auteur pour l'aspect socio-psychologique de l'introduction d'une langue auxiliaire internationale, qui postule qu'on suive le principe extra-linguistique de familiarité.

En effet, des constructions a priori artificielles peuvent donner aux usagers de nos langues européennes, une impression de répugnance ou de ridicule et choquer leur sentiment linguo-culturel.

Ces facteurs socio-psychologiques existent en grande partie sans raison valable, mais nous ne pouvons pas en tenir compte. La loi du moindre effort postule que la langue auxiliaire internationale soit la plus familière possible aux usagers potentiels, ce qui implique le principe linguistique *aposteriori*, nommé « naturel ».

La naturalité « intégrale » n'est pourtant pas à défendre comme unique principe, sinon, on pourrait prendre une langue ethnique inaltérée comme langue auxiliaire internationale! Un autre principe extra-linguistique important, celui de l'égalité, joue aussi. Chez tous les protagonistes d'une langue auxiliaire internationale, on rencontre le désir sincère de traiter tous les peuples et toutes les langues sur le même pied. On le sent comme un devoir de justice : on veut écarter toute domination politique, culturelle ou sociale. Ce principe moral et social nous mène à l'application du principe de l'internationalité.

Dans la pratique on a pris comme langues de base les grandes langues de l'Europe : le français, l'espagnol, l'italien, l'anglais, l'allemand et le russe.

Extraire une langue auxiliaire internationale des langues européennes est rendu plus facile parce que celles-ci font partie de la même culture occidentale et qu'elles ont assimilé le vocabulaire international. En réalité ce vocabulaire — composé d'éléments grecs et latins — est la langue auxiliaire latente qui est commune à toutes les langues européennes civilisées.

Le stock de mots internationaux et de coutumes communes aux langues différentes, forme (pour environ 2/3) le noyau du vocabulaire et de la grammaire d'un moyen de communication potentiel, lequel est rentable immédiatement du point de vue réceptif, c'est-à-dire passif, parce que ces mots sont compris à première vue par des gens appartenant au groupe linguistique roman ou par ceux qui ont une connaissance passive d'une telle langue. Aussi l'homme instruit qui est familiarisé avec la terminologie internationale peut avoir pleinement accès à ce trésor international avec un effort minime.

Néanmoins, on pourra le regretter, ce stock ne suffit pas et les lacunes doivent être comblées avec du matériel moins international.

En raison de ce manque d'internationalité l'interlingue a encore gardé un troisième principe opérationnel, à savoir le principe économique-didactique de la facilité. En termes de critères purement linguistiques, cela signifie qu'on a suivi le principe de la régularité, lequel est d'ailleurs exigé aussi par le principe d'égalité.

Les difficultés de la communication verbale dans les relations internationales ont, comme raison cardinale, la diversité des langues ethniques ainsi que leurs structures idiomatiques compliquées respectives qui en rendent l'étude très difficile.

En général, l'assimilation facile d'une langue auxiliaire internationale pour l'emploi productif (donc actif) exige une structure facile, c'est-à-dire que la langue aie ses propres lois internes qui permettent une fonction courante des automatismes psychologiques de l'analogie et de l'assimilation.

D'une manière admirable, on a rassemblé dans l'Interlingue tout le vocabulaire international dans un système grammatical relativement simple et cohérent.

Il est remarquable, crue les milieux terminologiques cherchent également la normalisation des terminologies professionnelles dans ce même sens. H y a plus, dans son oeuvre ma-

gistrale « Sprachnormung in der Technik », le fameux dirigeant de l'ISO/TC 37, Dr. Eugen Würrter a même déclaré que la synthèse interlinguistique est la base de toutes investigations terminologiques sérieuses.

La clé terminologique qu'on élabore en ce moment — et qui doit servir à la compréhension de termes scientifiques existants et à la création de nouveaux — est une formule normalisatrice dans le cadre de la synthèse interlinguistique.

Sous l'impulsion du Science-Service américain, Department of Interlingua, New York, il y a une trentaine de revues scientifiques — plus précisément du secteur médical — qui emploient l'Interlingua — une variante latinisée de l'Interlingue — pour des résumés d'articles originaux en anglais.

Il s'agit de revues publiées aux USA, en Suède, Pologne, Norvège et Italie. Deux revues spécialisées : *Spectroscopia Molecular* et *Titulos Spectroscopic* sont éditées entièrement en Interlingua.

Une vingtaine de congrès internationaux ont déjà fait usage de cette synthèse interlinguistique pour des résumés ou pour des informations officielles.

L'Interlingue est employé surtout dans des dépliants commerciaux concernant des expositions internationales. Une étude volumineuse scientifique va être éditée bientôt en Interlingue : « Le axioma del paraleles de Euclides a Hilbert » du mathématicien suédois C. E. Sjostedt de Uppsala.

Le dictionnaire spécialisé *Machinenbau-Wörterbuch* de l'auteur John Nordin est édité en 7 langues : allemand, anglais, français, russe, suédois, espagnol et Interlingua.

Voilà les premières applications réelles et pratiques d'une synthèse interlinguistique dans les milieux spécialisés. (*)

(*) L'Interlingue est propagée par une organisation internationale non-gouvernementale, PINTERLINGUE-CNION, 1033 Cheseaux, Suisse, dont l'organe officiel est COSMOGLOTTA.

Li problema del communication verbal international un solution *Interlingue*

I. — Li communication es un fenomen complex. Li modalitas del communication ha interessat nos, li observation per un filtre psicologic, li images mental (representaciones por li facetes dimensional del realita, conceptes por li facetes adimensional). Noi ha parlat pri li dimensiones del communication (tempore, spacie e senses) e li medies de communication queles es imitantes o signes.

II. — Noi ha examinat H elementos de un definition del communication verbal. Acustic es li sones e lor combination in li morfem. Existe un dimension gramaticai. Li communication verbal es simbolic. Nor images mental noi compara secun varie modalitas. Tis es expresset in li lingue, quam omni nuancies del altri elementos mental : li sentimentes ed aspirationes. Li lingue es anc un institute social. Por comunicar es necess comunita de cultura e comunita de lingue.

III. — Li communication verbal international es desfacilitat per li grand diversita del lingues etnic e per li diversita specialistic in chascun lingue. Li numer del organisations specialistic cresce continuimen (hodie circa 1000). Al traductor posi se enorm problemas terminologie ed idiomatic. Ma li labore del interpretation simultan es ancor plu exigeant.

Creder que on vel posser soluer li problema med angles, od un altri grand lingue es un pur mite.

IV. — Quam solutiones existe li aprension de foren lingues med li metode audio-visual, li publication del information specialistic in un grand lingue (angles), li normalisation del terminologies specialistic (ISO/TC 37) e li traduction automatic med ordinatores electronic.

Li ideale es un lingue auxiliari universal destinat ad omni popules e nationes del munde. Mult problemas resta ancor ne soluet.

Li tenida psicologic del hom de hodie es un obstacul al introduction.

Un sintese interlinguistic sembla haver cert chances in li zone del cultura occidental pro li existentie de un vocabularie international, li latent interlingue quel existe in nor lingues european.

V. — Interlingue es liovre de Edgar de "Wahl e de su colaboradores. Quam principes operational ha esset sequel : 3 extralingual (facilita, familiarita ed egalita) e 3 lingual (aposteriorita, internationalita e regularita).

Textus in Interlingue posse esser comprehendet a prim vise per omni horn alquantmen cultivat havent quam lingue matrin un lingue roman, germanic o slavica. Secum Dr. Eugen Wuster, li ductor de ISO/TC 37, H sintese interlinguistic es li base scientific por li clave terminologie quel on elabora por

facilisar li comprension e li creation del termines specialistic.

In medical revues ed in congresses international es usat un variante american latinisat de Interlingue.

Interlingue es usat in reclames comercial por expositiones international ed in unovre scientific pri mathematica.

Avez-vous répondu

- A notre circulaire concernant vos prochaines réunions internationales dont l'annonce doit figurer dans notre Calendrier 1968-1982?
- A notre enquête sur la pension complémentaire du personnel des organisations internationales non gouvernementales ?
- Avez-vous mis l'U.A.I. sur la liste d'envoi de vos périodiques, rapports et compte-rendus de réunions ?

BRUXELLES

dans le cadre de la Grand'Place

HOTEL AMIGO

RESTAURANT GARAGE BAR

Câbles : AMIGOTEL Téléx 618 Tél. 11.59.10



Mffiw The annual international

Misir i&ongress Calendar

Ninth supplement

September 1968 **Septembre**

Neuvième supplément

In 1965 the UAI introduced the system of indexing by date in connection with its "Bibliography of Proceedings of International Meetings held in 1959". The system was adopted from January 1966 onwards in the monthly "Bibliographical Current List of Papers, Reports and Proceedings of International Meetings".

Its practical advantages, particularly as regards speed of production, have led us to use it for the "International Congress Calendar" also. As the entries in the Calendar are in strict chronological order, any particular item can be found immediately from the date given after the appropriate keyword in the index starting on page 674.

Entries for which precise dates have not been fixed are no longer listed here; they are incorporated in documents having a restricted distribution.

This supplement gives details of new congresses announced after the annual Calendar (which appeared as the December 1967 issue of International Associations) closed for press. The insertion of "a" after the date indicates that previously published arrangements have been modified.

En 1965 TUAI introduisait pour la première fois le système d'indexation par date : il s'agissait de la Bibliographie des Comptes Rendus des Réunions Internationales tenues en 1959. Le système fut étendu, à partir de janvier 1966, à la "Bibliographie Courante des Documents, Comptes Rendus et Actes des Réunions Internationales".

Les avantages pratiques de ce système, notamment en ce qui concerne la rapidité de production, nous ont amené à l'introduire également dans l'"International Congress Calendar". L'index des mots clés qui complète non seulement le Calendrier annuel, mais désormais également chaque supplément mensuel (voir page 674), réfère donc à des dates, et non plus à des numéros d'ordre comme précédemment.

Les annonces de réunions pour lesquelles des dates précises ne sont pas indiquées ne sont plus mentionnées ici. Elles font l'objet de documents à circulation limitée.

Ce supplément comporte les nouvelles informations reçues depuis la mise sous presse de l'édition complète. Le signe « • » après la date indique qu'il s'agit d'une information déjà mentionnée mais dont certaines données ont été modifiées.

Abbreviations

association	Asn	association
committee	Cmnt	comité
confederation	Cmfed	confédération
associated exhibition	Exhib	exposition associée
federation	Fed	fédération
international	Int	international(e)
organization	Org	organisation
expected participation	P	nombre de participants attendus
society	Soc	société

The reproduction of the whole of this Calendar, or of a major part thereof, is prohibited. Partial reproduction limited to meetings held in a single given country or to meetings concerned with a specific subject, is permitted provided mention is made of the source "Calendar of the Union of International Associations, 1 rue aux Laines, Brussels 1, Belgium".

La reproduction de tout ou partie importante de ce calendrier est interdite. La reproduction partielle limitée aux réunions se tenant dans un seul pays déterminé ou dans le cadre d'une matière est autorisée sous réserve de la mention de la source "Calendrier de l'Union des Associations Internationales, 1 rue aux Laines, Bruxelles 1, Belgique".

JULY

1968 Jul 19-Sep 2 Tisbury Garth (UK)
World Assembly for Moral Re-Armament. Summer assembly. Theme : a new order in the way we live.
Mountain House, 1824 Caux, Switzerland.

AUGUST

1988 Aug 20-Sep 27 The Hague (Netherlands)
Academy of Int Law, Research Centre. 12th session. Theme : present day problems of treaty rights (in the light of the codification project prepared by the Commission of Int Law of the U N.

Académie de droit international, Palais de la Paix, The Hague.

1968 Aug 27-Sep 2 • Warsaw (Poland)
Int Mathematical Union. SymposJunron thé construction of models for axiomatic theories. P : 60.
Dr Andřej Blikle, Polish Academy of Sciences, Institute of Mathematics, Śniadeckich 8, Warsaw 1,
Report: Polish Scientific Publishers, Warsaw, 1969.

1968 Aug 28-Sep 5 Kuala Lumpur (Malaysia)
World conference on natural rubber.
Rubber Research Institute of Malaya, Kuala Lumpur, Malaysia.

1968 Aug 31-Sep 5 New York, Washington DC (USA)
Int Asn of Music Libraries. 4th congress.
Deutsches Musikgeschichtliches Archiv, Standeplatz 16, Kassel, Germany, Fed Rep.

SEPTEMBER

1968 Sep 1-9 Ustaritz (France)
Int Council on Social Welfare, Regional Office for Europe and Middle East/Int Fed of Social Workers/Catholic Int Union for Social Service. Int seminar.
5 rue Las Cases, 75-Paris 7^e.

1968 Sep 1-15 • Kotor (Yugoslavia)
Int Brain Research Org. Seminar on modern trends in brain research.
c/o UNESCO, Place de Fontenoy, 75-Paris 7^e.

1968 Sep 2-6 • Singapore
Asn of Southeast Asian Institutions of Higher Learning. Seminar on the university and public relations.
Dr Carlos P Romulo, University of the Philippines, Manila.

1968 Sep 2-6 • Cannes (France)
Int Fed of Fruit Juice Producers. 7th int congress, P: 450.
10, rue de Liège, 75-Paris 9^e.
Report: l'Annuaire Int des Jus de Fruits, 31.3.68.

1968 Sep 2-14 • Bangalore (India)
World Assembly of Youth. Seminar on youth and rural development for South East Asia. P : 35.
M V Rajasekharan, Indian Assembly of Youth, 23 Theatre Communication Building, Connaught Circus, New Delhi 1, India.

1968 Sep 2-14 * Kandy (Ceylon)
Int Rice Commission of the Food and Agriculture Org of the United Nations. Three working parties. P : 30-40.
Dr J W L Pieris, Research Department of Agriculture, Peradeniya, Ceylon-
Report : FAO, Rome.

1938 Sep 3-14 • Reading (UK)
Int seminar on change in agriculture. Theme : technical, economic, social and other " human sciences " factors affecting change in agriculture. P : 200.
Prof Bunting, Reading University, Berks, UK.
Report : Blackwell Scientific Publications., Oxford, July 1969.

1968 Sep 4-6 New York (NY, USA)
Int conference on safety and reliability of engineering structures.
Dr A M Freudenthal, c/o Dept of Civil Engineering, Columbia University, New York NY 10027.

1968 Sep 4-7 • Belgrade (Yugoslavia)
Int symposium on network theory.
Prof R Horvat, Electrical Engineering Faculty, Bulevar Revolucije 73, Belgrade, Yugoslavia or Prof M E Van Valkenburg, School of Engineering and Applied Science, Princeton University, Princeton, New Jersey, USA.

1968 Sep 4-7 Smolenice (Czechoslovakia)
Int conference on the interpretation of ageing and growth, based on scale structure and bone structure of fishes.
J Holcik, Slovak National Museum, Vajanské nabrežie 2, Bratislava, Czechoslovakia.

1968 Sep 4-11 Algiers (Algeria)
Org of African Unity. Heads of State meeting.
P O Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia.

1968 Sep 5-6 Strasbourg (France)
Council of Europe. Consultation of non-governmental orgs on the European experimental youth centre.
Avenue de l'Europe, 67-Strasbourg.

-
- 1968 Sep 5-8 Berne (Switzerland)
Int Study-group of Theatregoer Orgs. Meeting.
Hug, Theaterverein, Bundesgasse 20, Berne.
- 1968 Sep 6-13 • Warsaw (Poland)
Int Fed of Photographic Art. 10th biennial congress.
Union des Artistes Photographes Polonais, ul.
Sniadeckich No 10, Warsaw.
- 1968 Sep 7-13 New York (NY, USA)
Int Music Council. 6th congress and 12th general assembly.
James Browning, 2109 Broadway, New York, N Y
10019.
- 1968 Sep 8 • Jerusalem (Israel)
Int Egg Commission. 5th Council meeting. Theme :
5th int egg marketing conference in conjunction with
Int Fed of Agricultural Producers. P : 100.
D H Cummings, Battlebridge House, 87-95 Tooley
Street, London SE1.
Report. The Commission, London, Dec 1968.
- 1968 Sep 8-12 Loughborough (UK)**
12th int conference on the biochemistry of lipids.
Colworth House, Sharnbrook, Bedford, UK.
- 1968 Sep 9-11 • Arcachon (France)
Special Cmt for the Int Biological Programme. Symposium
on the methods for the study of benthic communities.
7, Marylebone Road, London NW1.
- 1968 Sep 9-11 Belgrade (Yugoslavia)
European Asn of Veterinary Anatomists. General assembly.
P : 43.
Prof Dr Simics, Boulevard Joug Armé 18, Belgrade.
- 1968 Sep 9-11 Boston (Mass, USA)**
Int antennas and propagation symposium.
Group on Antennas and Propagation, Institute of
Electrical and Electronics Engineers, 345 E 47th St,
New York, NY 10017.
- 1968 Sep 3-13 Montevideo (Uruguay)
United Nations Educational, Scientific and Cultural Org.
Seminar on research training in mining technology.
Place de Fontenoy, 75-Paris 7^e.
- 1968 Sep 9-13 Turin (Italy)
United Nations Educational, Scientific and Cultural Org.
Seminar on technical education.
Place de Fontenoy, 75-Paris 7^e.
- 1968 Sep 9-19 Istanbul (Turkey)
Int Cnfed of Free Trade Unions. 6th int seminar for
leaders of young trade unionists.
37-41 rue Montagne aux Herbes Potagères, Brussels 1.
- 1968 Sep 9-20 Buenos Aires (Argentina)
Int Civil Aviation Org. Diplomatic conference for the
adoption of the trilingual text of the Chicago convention.
P : 75.
Dr P K Roy, Sarmiento 1551, Teatro San Martin,
Buenos Aires.
- 1968 Sep 10-14 • New York (NY, USA)
United Bible Socs. Executive Cmt. P : 20.
American Bible Society, 1865 Broadway, New York,
NY 10023.
Report : The Soc, London, Oct 1968.
- 1968 Sep 11-16 • Nice (France)
Pugwash Conference on Science and World Affairs.
18th meeting (by invitation only). P : 100.
Professor J Rotblat, 8 Asmara Road, London NW 2.
- 1968 Sep 11-24 Athens (Greece)
North Atlantic Treaty Org, Science CmL. Advanced
Study Institute on the Structure and Evolution of the
Galaxy.
Prof Dr L N Mavridis, Department of Geodesic
Astronomy, University of Thessaloniki, Thessaloniki,
Greece.
- 1968 Sep 12-15 - Venice (Italy)
European Christian Democratic Union. European congress.
P : 400.
Palazzo Doria, Via del Plebisite 107, 00186 Roma.
Report: The Union, Rome, Dec 1968.
- 1968 Sep 13-16 Algiers (Algeria)
Org of African Unity. Ordinary meeting.
P O Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia.
- 1968 Sep 13-16 Salzburg (Austria)
Council of Europe. Meeting of experts on human
rights.
Avenue de l'Europe, 67-Strasbourg, France.
-

-
- 1968 Sep 14-22 Marcinelle (Belgium)
European Social Service. 2nd session.
c/o Le Service Social, 23 rue de l'Abbaye, Brussels S.
- 1968 Sep 16-18 Oxford (UK)
Int Soc for Stereology. Meeting on the microstructure of materials.
The Royal Microscopical Society, Canterbury House, 393 Crowley Road, Oxford, UK.
- 1968 Sep 16-18 Tokyo (Japan)
World Soc of Endoscopy, Endobiospy and Digestive Cytology. 1st world congress.
Dr S Stoichita, 29 rue Pitar Mos, Bucharest.
- 1968 Sep 16-19* Lima (Peru)
Latin American Iron and Steel Institute. 8th congress and 9th general assembly. Theme : iron and steel — iron ore mining. P : 300. (Exhib)
Dr Alberto Sommaruga, c/o Sogesa, Av Tacna 543, piso 11, Lima-
Report: The institute, Santiago de Chile, 1969.
- 1968 Sep 16-21 Geneva (Switzerland)
United Nations Educational, Scientific and Cultural Org/ Int Labour Org. Joint cmt on the status of teachers : 1st meeting.
Place de Fontenoy, 75-Paris 7*.
- 1968 Sep 16-21 Strasbourg (France)
Council of Europe. . 173rd meeting of Ministers' delegates.
Avenue de l'Europe, 67-Strasbourg, France.
- 1968 Sep 16-24 Beirut (Lebanon)
United Nations Educational, Scientific and Cultural Org. Regional seminar on investment in education in the Arab States.
Place de Fontenoy, 75-Paris 7* .
- 1968 Sep 17-21 Oxford (UK)
Central Treaty Org. Seminar on industrial development.
Old Grand National Assembly Building, Ankara, Turkey.
- 1968 Sep 18-20 Stockholm (Sweden)
European Landworkers' Fed. 3rd congress.
Catharijnesingel 38, Utrecht, Netherlands.
- 1968 Sep 18-20* Strasbourg (France)
Int Fed of Christian Trade Unions of Salaried Employees, Technicians, Managerial Staff and Commercial Travelers. Congress.
26 rue de Montholon, 75-Paris 9*.
Report : Revue FISCECTV, the Fed, Paris 1968.
- 1968 Sep 20-24* Athens (Greece)
European Fed of Corrosion. 2nd int congress on fouling and marine corrosion,
Université Technique Nationale d'Athènes, Laboratoire de Chimie-Physique, 42 rue 28-Octobre, Athens.
- 1968 Sep 20-25 Valcamonica (Italy)
Int symposium on prehistoric art.
Centre Camuno di Studi Preistorici, 25044 Capo di Ponte (Brescia), Italy.
- 1968 Sep 21 Varna (Bulgaria)
European Regional Org of the Int Dental Fed. 7th meeting.
Dr Rolf Braun, Universitatstrasse 73, 5 Cologne-Lindenthal, Germany Fed Rep.
- 1968 Sep 21-25 La Breviers, St Jean-au-Bois (France)
Int Center of Free Trade Unionists in Exile. Study conference. P ; 40.
198 avenue du Maine, 75-Paris 14*.
- 1968 Sep 22-24* Liège (Belgium)
Int Fed of Meat Traders' Asns. General assembly. P : 120.
E Broos, 95 rue Joseph II, Brussels 4.
- 1968 Sep 23-25* London (UK)
Int Fed of Forwarding Agents Asns. Executive Cmt P : 50-100.
Institute of Shipping and Forwarding Agents, 16 Park Crescent, London W1.
Report. The Fed, London.
- 1968 Sep 23-26 Moscow (USSR)
9th int symposium on vectocardiography. Theme : use of computers in electro and vectocardiography — clinical applications of vectocardiography. P : 100.
Prof Amirov, Clinic of Nutrition, Academy of Medical Science, B Nicolovorobinski per 7, Moscow Zn28.
- 1988 Sep 23-28* Weimar (Germany, Dem Rep)
Weimar Academy for Architecture and Construction Engineering/Faculty of Building Materials Technology. 3rd int construction materials and silicate conference. Organisationsburo Fakultät Baustoffingenieurwesen, Coudreustr. 13, 53 Weimar, Germany D R.
-

-
- 1955 Sep 23-Oct 2 Bucharest (Romania)
United Nations Educational, Scientific and Cultural Org.
Symposium on mathematics teaching.
Place de Fontenoy, 75-Paris 7^e.
- 1968 Sep 23-Oct 2 Paris (France)
United Nations Educational, Scientific and Cultural Org.
Int Consultative Liaison Cmt for Literacy. 2nd session.
Place de Fontenoy, 75-Paris 7^e.
- 1968 Sep 24-Oct 3 Geneva (Switzerland)
United Nations. Seminar on narcotic control enforcement.
Palais des Nations, 1211 Geneva 10.
- 1968 Sep (ND5) Paris (France)
United Nations Educational, Scientific and Cultural Org.
Meeting of experts on the effects of typhoons and hurricanes.
Place de Fontenoy, 75-Paris 7^e.
- 1968 Sep 27-28 Strasbourg (France)
Council of Europe, Consultative Assembly/European Parliament. Joint meeting of members of both assemblies.
Avenue de l'Europe, 67-Strasbourg, France.
- 1968 Sep (ND6) Rome (Italy)
Food and Agriculture Org of the United Nations. Finance Cmt, 20th session.
Via délie Terme di Caracalla, Rome.
- 1968 Sep 27-Oct 6 • Dushanbeh, Tajikistan (USSR)
United Nations Educational, Scientific and Cultural Org.
Conference on archaeology, history and arts of the peoples of Central Asia in the Kushan period.
Place de Fontenoy, 75-Paris 7^e.
Report: UNESCO, Paris Dec 1958.
- 1968 Sep (ND7) Rome (Italy)
Food and Agriculture Org of the United Nations. Cmt on Constitutional and Legal Matters, 20th session.
Via délie Terme di Caracalla, Rome.
- 1968 Sep 30-Oct 2 • London (UK)
European and Mediterranean Plant Protection Org. Working party on phytosanitary regulations. P : 15-20.
Dr H Cohen, Plant Pathology Laboratory, Harpenden, Herts, UK.
- 1968 Sep (ND8) Rome (Italy)
Food and Agriculture Org of the United Nations. Programme Cmt, 15th session.
Via délie Terme di Caracalla, Rome.
- 1968 Sep 30-Oct 5 • Strasbourg (France)
European Parliament. Sessions.
Centre Européen, Plateau du Kirchberg, Luxembourg.
- 1968 Sep (ND9) (Africa)
World Fed of Teachers' Unions. Round table.
Opletalova 57, Prague.
- 1968 Sep (ND 1) © Geneva (Switzerland)
World Health Org. Regional Cmt for Eastern Mediterranean area. 18th session. Sub-Cmt B. Annual regional meeting.
Dr A H Taba, P O Box 1517, Alexandria, UAR.
- 1968 Sep (ND 10)
Exploratory Cmt on Society, Development and Peace. Symposium on the theology of development.
Ecumenical Centre, 150 route de Ferny, 1211-Geneva 20, Switzerland.
- 1968 Sep (ND 2) Moscow (USSR)
Universal Postal Union, Consultative Cmt for Postal Studies : management council, annual session.
Schosshaldenstrasse 46, 3000 Berne 15, Switzerland.
- 1958 Sep (ND11)
Int Asn of Legal Sciences, Int Cmt of Comparative Legislation. Annual meeting.
Prof E H Lawson, University of Houston, College of Law, Cullen Boulevard, Houston, Texas 77004 USA.
- 1968 Sep (ND3) Neuchâtel (Switzerland)
Jnt Asn of French-Language Sociologists. 7th symposium. Theme : sociology of transfers.
54 rue de Varenne, 75-Paris 7^e.
- 1968 Sep-Oct (ND 12) Tokyo (Japan)
Asian Org for School Biology. 2nd conference.
c/o Japan Society of Biological Teaching, Buzon Upper Secondary School, Otsuka Sakasmita-Cho, Bunkyo-Ku, Tokyo.
-

OCTOBER

1968 Oct 1-4 • Luxembourg (Luxemburg GD)
Int Fed of Christian Trade Unions. 16th congress.
Theme : the new orientation of the IFCTU. P : 300.
23 rue Juste Lipse, Brussels 4.
Report : IFCTU, Brussels, Dec/Jan 69.

1968 Oct 2-4 **Freudenstadt (Germany, Fed Rep)**
Int conference on reinforced plastics.
Arbeitsgemeinschaft verstärkte Kunststoffe E V,
Blittersdorfplatz 37, G Frankfurt am Main, Germany
Fed Rep-

1968 Oct 3-8 Varna (Bulgaria)
Int Fed of Beekeepers' Asns. Commission on apicole
economy : symposium. P : 100.
Ministère de l'Agriculture Bulgare, Sofia.

1968 Oct 5-11 • Paris (France)
Int Automobile Fed. Meeting of delegates. P : 100.
8, Place de la Concorde, 75-Paris 8°.

1968 Oct 6-9 Rome (Italy)
Int Conference of Catholic Charities-Caritas Internatio-
nalis. 8th general assembly. Theme : Caritative action,
testimony or the community of the church.
Piazza S Caliste 16, 00153, Rome.

1968 Oct 7-8 • Geneva (Switzerland)
Council for Int Orgs of Medical Sciences. 2nd round
table on evaluation of drugs. P : By invitation only.
6 rue Franklin, 75-Paris 16°.

1968 Oct 7-9 • **Mexico DF (Mexico)**
Int Council of Sport and Physical Education/Jnt Council
on Health, Physical Education and Recreation/Int Fed of
Sportive Medicine/United Nations Educational, Scientific
and Cultural Org. Int conference on education and
sport
Int Conference "Sport and Education", c/o V
Kuzmin, Youth Division, UNESCO.
Place de Fontenoy, 75-Paris 7°.

1968 Oct 7-11 **Bergen (Norway)**
Food and Agriculture Org of the United Nations/World
Health Org. 3rd session of the Codex Cmt on fish and
fishery products.
Via délie Terme di Caracalla, Rome.

1968 Oct 7-11 Strasbourg (France)
Council of Europe. Budget Cmt meeting.
Avenue de l'Europe, 67-Strasbourg, France.

1968 Oct 7-11 Taipei (Taiwan)
Int Council for Scientific Management. IPCCIOS staff
workshop seminar.
IPCCIOS, c/o HKMA, United Chinese Bank Building,
12th floor 31-37 Des Vœux Road, Central, Hong kong.

1968 Oct 7-12 • **Tokyo**
(Japan)
Int Asn of Microbiological Socs. Conference on bacte-
rial **culture collections** (non-pathogenic).
Dr N E Gibbons, Division of Biosciences, National
Research Council, Ottawa 2.

1968 Oct 8-11 • **Madrid (Spain)**
Int Coordinating Cmt for the Presentation of Science
and the Development or Out of School Scientific Acti-
ivities. General assembly.
Delegacion Nacional de Juventudes, Ortega y Gas-
set 71, Madrid 6, Spain.
Report: The Cmt, Brussels, Oct-Nov 1968.

1968 Oct 9-11 • **Ottawa (Canada)**
1968 Oct 14-16 **Washington DC (USA)**
• **Int Council for Building Research Studies and Documen-**
tation. 6th general assembly and 4th congress.
J de Geus, 700 Weena, P O Box 299, Rotterdam,
Netherlands.

1968 Oct 9-12 • **Lausanne (Switzerland)**
Int Soc of Medical Writers. Congress:
Dr Jean-Michel Junod, 43 route d'Oron, Lausanne.

1968 Oct 9-12 * Vienna (Austria)
World Education Fellowship, German-speaking section
Conference. Theme : position and tasks of the teacher
in the modern industrial society.
7 Burggasse 14/16, 1070 Wien.

1968 Oct 10-11 • Brussels (Belgium)
Int Fed of Stock Exchanges. General assembly. P: 55.
Commission Bourse de Bruxelles, Palais de la
• Bourse, Brussels 1.

1968 Oct 10-13 **Hamburg (Germany, Fed Rep)**
Int Council of Marine Industry Asns. 1st annual meeting.
Theme : development of boating. P : 60.
Ship & Boat Builders National Federation, 31 Great
Queen Street, London WC2.

1968 Oct 11-12 **Constance (Germany, Fed Rep)**
Union of European Railways Road Services. General
assembly.
Hauptverwaltung der DB, Friedrich-Ebert-Anlage. 6
Frankfurt/Main, Germany, Fed Rep.

- 1968 Oct 12-19 **Geneva (Switzerland)**
General Agreement on Tariffs and Trade. Meeting of the contracting parties : 25th session. P : 300.
 Villa le Bocage, Palais des Nations. 1211 Geneva 10, Switzerland.
- 1968 Oct 14-16 **Washington DC (USA)**
Int Council for Building Research Studies and Documentation. See entry 1968 Oct 9-11.
- 1968 Oct 14-18 - **Paris (France)**
Western European Union. 2nd part of 14th session of assembly.
 9, Grosvenor Place, London SW1.
- 1968 Oct 14-18 • **Rotterdam (Netherlands)**
World Dredging Asn. Int conference on dredging activities.
 M F Oberacker, Palos Verdes Estates, Cal, 90274, USA.
- 1968 Oct 15-19 **Dijon (France)**
1st int symposium on thé applications of vacuum science and technology to road surfacing.
 Mme J Mainier, 147ter Bd de Strasbourg, 94, Nogent-sur-Marne, France.
- 1968 Oct 15-25 **Brussels (Belgium)**
World Meteorological Org. Symposium on urban climates and building climatology.
 41 avenue Giuseppe-Motta, 1211 Geneva 20.
- 1968 Oct 20-23 • **Los Angeles (Cal, USA)**
Int Iron and Steel Institute. 2nd annual conference.
 5 Place du Champs de Mars, Brussels 5.
- 1968 Oct 21-23 **University Park (Pa, USA)**
Int conference on silicon carbide.
 Air Force Cambridge Research Laboratory, L C Hanscom Field, Bedford, Mass. 01730, USA.
- 1968 Oct 21-25 **Strasbourg (France)**
Council of Europe. Social Cmt meeting.
 Avenue de l'Europe, 67-Strasbourg.
- 1968 Oct 21-Nov 1 **Geneva (Switzerland)**
United Nations, High Commissioner for Refugees. Executive Cmt.
 Palais des Nations, 1211 Geneva 10.
- 1968 Oct 21-Nov 8 **Geneva (Switzerland)**
United Nations. Int Narcotics Board : meeting.
 Palais des Nations, 1211 Geneva 10.
- 1968 Oct 25-26 **Brussels (Belgium)**
European League for Economic Cooperation. Conference. Theme : organization of a European monetary order. P: 150.
 1 avenue de l'Europe, Brussels 5.
- 1968 Oct 26-27 **Baden-Baden (Germany, Fed Rep)**
Int Soc for Homotoxicology and Antihomotoxicological Therapy. Annual congress.
 Dr F Doerper, Bertholdstrasse 7, Baden-Baden, Germany Fed Rep.
- 1968 Oct 27-Nov 2 » **Lisbon (Portugal)**
Int Psycho-Analytical Asn. 29th congress of psychoanalysts of romance languages.
 Dr P Luquet, 187 rue Saint-Jacques, 75-Paris 5°.
- 1968 Oct 28-29 **Mol (Belgium)**
European Atomic Energy Soc. Conference on dry re-treatment.
 Prof K Wortz, Kernforschungszentrum Karlsruhe, Institut fur Neutronenphysik, Postfach 947, 75 Karlsruhe, Germany Fed Rep.
- 1968 Oct 28-29 • **Rome (Italy)**
European Cmt on Milk Buitertat Recording. 16th plenary session of the cmt. P: 100.
 Associazione Italiana Allevatori, Via G Tomassetti, 9 Rome.
- 1968 Oct 28-Nov 2 **Strasbourg (France)**
Council of Europe. 174th meeting of Ministers' delegates.
 Avenue de l'Europe, 67-Strasbourg.
- 1968 Oct 30-31 **Salzburg (Austria)**
European Soc of Experimental Surgery. Int symposium on hepatic transplantations.
 Dr O Boeckl, 1 Chirurgie, Landeskrankenhaus Salzburg, A-5020 Salzburg.

-
- 1968 Oct (ND 1) (Algeria)
United Towns Org. Symposium on sanitary and health education.
13 rue Racine, 75-Paris 6.
- 1968 Oct (ND 2) Amsterdam (Netherlands)
World Fed for the Protection of Animals. Meeting on animal slaughtering, protection of farm animals and relations with int orgs.
c/o A Kihhle, Birmensdorferstrasse 155, 8003 Zurich, Switzerland.
- 1968 Oct (ND 3) Beirut (Lebanon)
Food and Agriculture Org of the United Nations. Regional Commission on Horticulture Production in the Near East and North Africa, 1st session.
Via délie Terme di Caracalla, Rome.
- 1968 Oct (ND 4) Berlin (Germany)
Int Institute for Cooperation in Agricultural Research. Symposium on the influence of conserving techniques and the transformation of animal products which affects the quality.
Via Barberini 86, Rome.
- 1968 Oct (ND 5) Bogota (Colombia)
Inter-American Travel Congresses. 9th congress.
Unidad Técnica para Turismo, Union Panamericana, Washington DC 20006.
- 1958 Oct (ND6) Bonn (Germany, Fed Rep)
European Launcher Development Org. Ministerial conference to discuss the future of European space programmes.
114 avenue de Neuilly, 92-Neuilly, France.
- 1988 Oct (ND 7) Bonn (Germany, Fed Rep)
Pax Romana, Int Movement of Catholic Students. Int conference of university chaplains. P : 40.
1 route du Jura, B P 453, 1701 Fribourg, Switzerland.
Report. Pax Romana, Fribourg, Nov 1958.
- 1968 Oct (ND 8) Brussels (Belgium)
Pax Romana, Int Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs, Int Secretariat of Engineering. Annual meeting. Theme : Europe and int co-operation.
Secrétariat SMAEC, 18 rue de Varenne, 75-Paris 7^e.
France.
- 1968 Oct (ND 9) Bukoba (Tanzania)
Int Union for Child Welfare. East African seminar.
Theme : organization and coordination in the sector of child welfare.
1 rue de Varembe, 1211 Geneva 20.
- 1968 Oct (ND 10) Lomé (Togo)
World Assembly of Youth. Advanced leadership training course for French-Speaking West Africa.
37-41 rue d'Arlon, Brussels 4.
- 1968 Oct (ND11) London (UK)
Int Asn of Users of Yarn of Man-Made Fibres. Congress.
5 Place du Palais-Bourbon, 75-Paris 7^e.
- 1968 Oct (ND 12) Madrid (Spain)
European Asn of Music Festivals. 17th general assembly.
Centre Européen de la Culture. 122 rue de Lausanne 1202, Geneva.
- 1968 Oct (ND 13) Mexico City (Mexico)
Int Canoe Fed. Congress. P : 100.
Espino Arias-Remé, Federation Mexicana de Canoaje, Sanchez Ascona, Nr 1348, Mexico 12. DF.
- 1968 Oct (ND 14) New York (NY, USA)
United Nations Pledging Conference for the U N Capital Development Fund.
United Nations, New York, NY 10017.
- 1968 Oct (ND 15) • Nice (France) or Valencia (Spain)
Liaison Cmt for Mediterranean Citrus Fruit Culture. General assembly. P : 60.
Princesa I, Torre de Madrid, Planta 11, No 4, Madrid 13.
- 1968 Oct (ND 16) Philadelphia (Pa, USA)
Pan American Medical Women's Alliance, 11th congress.
Dr R Ouiroz, Los Castanos 395, San Isidro, Lima, Peru.
- 1968 Oct (ND 17) Rome (Italy)
Food and Agriculture Org of the United Nations/World Health Org. Joint meeting on pesticide residues.
Via délie Terme di Caracalla, Rome.
- 1968 Oct (ND 18) Rome (Italy)
Food and Agriculture Org of the United Nations, European Commission on Agriculture. 16th session.
Via délie Terme di Caracalla, Rome.
-

1968 Oct (ND 19) Washington DC (USA)
Org of American States. Inter-American Commission
on Human Rights. 19th period of sessions.
Pan American Union, Washington DC 20006.

1968 Oct (ND 20)

**Int Commission for the Scientific Exploration of the
Mediterranean.** Symposium on the int day of Plankton
indicators.

Villa Girasele, 16 Bd de Suisse, Monte Carlo.

1968 Oct-Nov-Dec (ND 21) New York (NY, USA)
United Nations. Economic and Social Council, resumed
45th session.

United Nations, New York, NY 10017.

NOVEMBER

1968 Nov (ND 1) • Cairo (UAR)
Fed of Afro-Asian Insurers and Reinsurers. Insurance
seminar. P : 30.

Dr Mohammed Ali Rifaat, Cairo Chamber of Com-
merce Bldg, Midan El Falaky, P O Box 1555, Cairo.

1968 Nov (ND 2) Cotonou (Dahomey)
Pan African Workers Congress. Council meeting.

Victor Beleke, B P 8814, Kinshasa, Congo (Kinsha-
sa).

1968 Nov (ND 3) Kinshasa (Congo, Kinshasa)
Union of National Radio and Television Orgs of Africa.
Annual meeting.

15 Bd de la République, B P 3237, Dakar Senegal.

1968 Nov (ND4) • (Latin America)
World Movement of Christian Workers. Meeting.
201, rue Bel Hard. Brussels 4.

1968 Nov (ND 5) Rome (Italy)
**Pax Romana, Int Catholic Movement for Intellectual
and Cultural Affairs, Int Secretariat for Scientific Affairs.**
**Annual meeting and symposium. Theme : reason in
science and faith.**

SIQS, 61 rue Madame, 75-Paris 6° France.

1968 Nov (ND 6) Santiago (Chile)
4th Latin American congress on plastic surgery.
Maria L Santander, 0329 Santiago.

1968 Nov (ND7) Vert-le-Petit (Nr Paris, France)
9th int symposium on dust.

Institut de Recherche de Chimie Appliquée, Le
Bouchet, 91-Vert-le-Petit, France.

1968 Nov (ND8)

World Assembly of Youth. Latin American seminar on
youth and literacy.

37-41 rue d'Arlon, Brussels 4.

DECEMBER

1968 Dec (ND 1) Accra (Ghana)

Postal Telegraph and Telephone Int. African regional
conference-

105 rue Marché aux Herbes, Brussels 1.

1968 Dec (ND 2) Geneva (Switzerland)

European Org of the 1FCTU. 2nd European regional
conference on work.

27 rue de l'Association, Brussels 1.

1968 Dec (ND 3) Paris (France)

Int symposium on biological taxinomial methodology.

Theme : its application to the systematic and the diag-
nostic. P : (by invitation only) 200.

Marcel Locquin, 14 rue de Buffon, 75-Paris 5°.

Report. - CSC Mondeedition, 10 rue Raima, 75-Paris 16°,
1969.

1968 Dec (ND 4) Warsaw (Poland)

World Fed of Teachers' Unions. Committee meeting.

Opletalova 57, Prague.

1968 Dec-1969 Jan (ND 5) Bombay (India)

Int Union of Pure and Applied Biophysics. Commission
on Radiation Biophysics. Symposium on biophysical
aspects of radiation effects in enzyme systems.

Dr A R Gopal-Ayengar, Director, Biology Group,
Bhabha Atomic Research Centre, Modular Labora-
tories, Trombay, Bombay 74.

1969

1969 Jan (ND 1) (Austria)

2nd European meeting on electroencephalography. The-
me : free discussions on neuro-physiology, electroence-
phalography and epileptology.

Dr G Barolin, Wittgensteinstrasse 138, Vienna.

1969 Jan (ND 2) Bombay (India)

Int seminar on ano-rectal illnesses.

Dr J C Patel, K E M Hospital, Parel, Bombay 12.

1969 Jan (ND 3) Southeast Asian Ministers of Education. 4th conference of the council.	(Indonesia)	1969 Feb (ND 2) Int Television Cmt. Int symposium on new scientific and technical television problems.	Monte Carlo (Monaco)
1969 Jan (ND 4) United Nations. Commission on the status of Women. United Nations, New York, NY 10017. USA.	New York or Geneva (USA or Switzerland)	T Scagliotti, 16 via Giovanni délia Casa, 20151 Milan, Italy.	
1969 Feb (ND 1) Int symposium on pharmacological treatment in organ and tissue transplantation. Prof A Bertelli, Via Vanvitelli 32, 20129, Milan, Italy.	Milan (Italy)	1989 Oct 14-20 European Fed of Outdoor Advertising. 3rd world congress. c/o Fachverband Plakatanschlag, Verkehrsmittel- und Grossflächenwerbung. 4 Dusseldorf, Karlstr. 31, Germany, Fed Rep.	Brisbane (Australia)

Index

- Advertising, outdoor (Europe) 69 Oct 14-20.
- Africa, unity 68 Sep 4-11; 68 Sep 11-16.
- Ageing, fish 68 Sep 4-7.
- Agricultural producers 68 Sep 8.
— research 68 Oct (ND4).
- Agriculture (Europe) 68 Oct (ND 18).
— change 68 Sep 3-14.
— workers (Europe) 68 Sep 18-20.
- Anatomy, veterinary 68 Sep 9-11.
- Animal products 68 Oct (ND4).
- Animals, protection 68 Oct (ND 2).
- Antennas, propagation 68 Sep 9-11.
- Anus 69 Jan (ND 2).
- Arab states, education 68 Sep 16-24.
- Archaeology, Kushan period (C Asia) 68 Sep 27-Oct 6.
- Architecture 68 Sep 23-28.
- Art, photographic 68 Sep 6-13.
— prehistoric 68 Sep 20-25.
- Arts, Kushan period (C Asia) 68 Sep 27-Oct 6.
- Atomic energy (Europe) 68 Oct 28-29.
- Automobile 68 Oct 5-11.
- Aviation, civil 68 Sep 9-20.
- Axiomatic theories 68 Aug 27-Sep 2.
- Bacterial culture 68 Oct 7-12.
- Beekeepers 68 Oct 3-8.
- Benthic communities 68 Sep 9-11.
- Bible 88 Sep 10-14.
- Biochemistry, lipids 68 Sep 8-12.
- Biological programme 68 Sep 9-11.
- Biology, school (Asia) 68 Sep-Oct (ND 12).
— taxinomial methodology 68 Dec (ND3).
- Biophysics 68 Dec-69 Jan (ND 5).
- Boating, development 68 Oct 10-13.
- Brain research 68 Sep 1-15.
- Building materials 68 Sep 23-28.
— research 68 Oct 9-11.
- Butterfat, milk (Europe) 68 Oct 28-29.
- Canoe 68 Oct (ND 13).
- Cardiography, vecto- 68 Sep 23-26.
- Catholic charities 68 Oct 6-9.
— intellectual/cultural affairs 68 Oct (ND 8); 68 Nov (ND 5).
— social service 68 Sep 1-9.
— students 68 Oct (ND 7).
- CENTO
— industrial development 68 Sep 17-21.
- Chaplains, university 68 Oct (ND 7).
- Charities, Catholic 68 Oct 6-9.
- Child welfare -(E Africa) 68 Oct (ND 9).
- Christian democrats (Europe) 68 Sep 12-15.
— trade unions 68 Sep 18-20; 68 Oct 1-4.
- workers 68 Nov (ND 4).
- Civil aviation 68 Sep 9-20.
— engineering 68 Sep 23-28.
- Climatology, urban/building 68 Oct 15-25.
- Commercial travellers 68 Sep 18-20.
- Corrosion (Europe) 68 Sep 20-24.
- Council of Europe
— budget 68 Oct 7-11.
— consultative assembly 68 Sep 27-28.
— human rights 68 Sep 13-18.
— ministers' delegates 68 Sep 16-21; 68 Oct 28-Nov 2.
— NGOs, youth 68 Sep 5-6.
— social cmt 68 Oct 21-25.
- Cultural affairs, Catholic 68 Oct (ND 8); 68 Nov (ND 5).
- Cytology, digestive 68 Sep 16-18.
- Democrats, Christian (Europe) 68 Sep 12-15.
- Dentistry (Europe) 68 Sep 21.
- Development, society/peace 68 Sep (ND 10).
- Digestive cytology 68 Sep 16-18.
- Dredging 68 Oct 14-18.
- Drugs 68 Sep 24-Oct 3; 68 Oct 7-8; 68 Oct 21-Nov 8.
- Dry retreatment, atomic energy 68 Oct 28-29.
- Dust 68 Nov (ND7).
- Economic co-operation (Europe) 68 Oct 25-26.

- Education (S E Asia) 69 Jan (ND 3).
 — Arab states 68 Sep 16-24.
 — further (S E Asia) 68 Sep 2-6.
 — German-speaknig 68 Oct 9-12.
 — sport 68 Oct 7-9.
 — technical 68 Sep 9-13.
- Egg marketing 68 Sep 8.
- Electrical engineering 68 Sep 9-11.
- Electronics 68 Sep 9-11.
- Employees 68 Sep 18-20.
- Encephalography (Europe) 69 Jan (ND 1).
- Endoscopy, endobioscopy 68 Sep 16-18.
- Engineering, construction 68 Sep 23-28.
 — structures, safety/reliability 68 Sep 4-6.
- Engineers 68 Oct (ND 8).
- Enzymes, radiation 68 Dec-69 Jan (ND 5).
- Epileptology (Europe) 69 Jan (ND 1).
- Europe (Western) 68 Oct 14-18.
 — int co-operation 68 Oct (ND 8).
 — see also .Council of Europe.
- European parliament 68 Sep 27-28; 68 Sep 30-Oct 5.
- Faith, science 68 Nov (ND 5).
- FAO
 — constitutional, legal matters 68 Sep (ND7).
 — Europe 68 Oct (ND 18).
 — finance 68 Sep (ND 6).
 — fish 68 Oct 7-11.
 — horticulture (N East/N Africa) 68 Oct (ND 3).
 — pesticides 68 Oct (ND 17).
 — programme 68 Sep (ND 8).
 — rice 68 Sep 2-14.
- Fibres, man-made 68 Oct (ND 11).
- Fish, ageing/growth 68 Sep 4-7.
 — fishery products 68 Oct 7-11.
- Forwarding agents 68 Sep 23-25.
- Fruit, citrus (Mediterranean) 68 Oct (ND 15).
 — juice producers 68 Sep 2-6.
- Galaxy, structure/evolution 68 Sep 11-14.
- Gatt 68 Oct 12-29.
- Health education 68 Oct (ND 1).
 — recreation 68 Oct 7-9.
 — see also WHO.
- History, Kushan period (C Asia) 68 Sep 27-Oct 6.
- Homotoxicology 68 Oct 26-27.
- Horticulture (N East/N Africa) 68 Oct (ND3).
- Human rights (America) 68 Oct (ND 19).
 — (Europe) 68 Sep 13-18.
- Hurricanes 68 Sep (ND 5).
- ILO
 — teachers, status 68 Sep 16-21.
- Industrial development, Cento 68 Sep 17-27.
 — society, teachers 68 Oct 9-12.
- Industry, marine 68 Oct 10-13.
- Insurers (Afro-Asian) 68 Nov (ND 1).
- Intellectual affairs. Catholic 68 Oct (ND 8); 68 Nov (ND 5).
- Iron, steel 68 Oct 20-23.
 — (L America) 68 Sep 16-19.
- Kushan period (C Asia) 68 Sep 27-Oct 6.
- Landworkers (Europe) 68 Sep 18-20.
- Law, int 68 Aug 20-Sep 27.
- Leadership, youth (W Africa) 68 Oct (ND 10).
- Learning, higher (S E Asia) 68 Sep 2-6.
- Legal sciences 68 Sep (ND 11).
- Libraries, music 68 Aug 31-Sep 5.
- Lipids, biochemistry 68 Sep 8-12.
- Literacy 68 Sep (ND 4).
 — youth 68 Nov (ND 8).
- Management, scientific 68 Oct 7-11.
- Managers 68 Sep 18-20.
- Marine corrosion 68 Sep 20-24.
 — industry 68 Oct 10-13.
- Marketing, egg 68 Sep 8.
- Mathematics 68 Aug 27-Sep 2.
 — teaching 68 Sep 23-Oct 2.
- Meat traders 68 Sep 22-24.
- Medical sciences 68 Oct 7-8.
 — writers 68 Oct 9-12.
- Medicine, sportive 68 Oct 7-9.
 — women (America) 68 Oct (ND 16).
- Mediterranean, exploration 68 Oct (ND 20).
- Meteorology 68 Oct 15-25.
- Microbiology 68 Oct 7-12.
- Microstructure, materials 68 Sep 16-18.
- Milk butterfat (Europe) 68 Oct 28-29.
- Mining technology 68 Sep 9-13.
- Monetary order (Europe) 68 Oct 25-26.
- Moral re-armament 68 Jul 19-Sep 2.
- Music 68 Sep 7-13.
 — festivals (Europe) 68 Oct (ND 12).
 — libraries 68 Aug 31-Sep 5.
- Narcotics 68 Sep 24-Oct 3: 68 Oct 21-Nov 8.
- NATO, galaxy 68 Sep 11-24.
- Network theory 68 Sep 4-7.
- Neuro-physiology (Europe) 69 Jan (ND 1).
- NGOs, youth (Europe) 68 Sep 5-6.
- OAS
 — human rights 68 Oct (ND 19).
- Peace, development 68 Sep (ND 10).
- Pesticides 68 Oct (ND 17).
- Pharmacology, transplantations 69 Feb (ND 1).
- Photography 68 Sep 6-13.
- Physical education 68 Oct 7-9.
- Phytosanitation (Europe/Mediterranean) 68 Sep 30-Oct 2.
- Plankton 68 Oct (ND 20).
- Plant protection (Europe/Mediterranean) 68 Sep 30-Oct 2.
- Plastics, reinforced 68 Oct 2-4.
- Post 68 Sep (ND 2).
 — telegraph (Africa) 68 Dec (ND 1).
- Prehistoric art 68 Sep 20-25.
- Propagation, antennas 68 Sep 9-11.

- Psychoanalysis 68 Oct 27-Nov 2.
- Public relations. University 68 Sep 2-6.
- Pugwash 68 Sep 11-16.
- Radiation, enzymes 68 Dec-69 Jan (NDS).
- Radio, television (Africa) 68 Nov (ND 3).
- Railways, road services (Europe) 68 Oct 11-12.
- Re-armament, moral 68 Jul 19-Sep 2.
- Recreation, health 68 Oct 7-9.
- Rectum 69 Jan (ND 2).
- Refugees (UN) 68 Oct 21-Nov 1.
- Rice 68 Sep 2-14.
- Road services, railways (Europe) 68 Oct 11-12.
— surfacing, vacuum science 68 Oct 15-19.
- Romance languages, psychoanalysis 68 Oct 27-Nov 2.
- Rubber 68 Aug 28-Sep 5.
- Rural development (S E Asia) 68 Sep 2-14.
- Safety, engineering structures 68 Sep 4-6.
- Sanitary education 68 Oct (ND 1).
- Science, out-of-school 68 Oct 8-11.
— world affairs 68 Sep 11-16.
- Scientific affairs, faith 68 Nov (ND 5).
- Silicate 68 Sep 23-28.
- Silicon carbide 68 Oct 21-23.
- Social service (Europe) 68 Sep 14-22.
— welfare 68 Sep 1-9.
- Society, peace 68 Sep (ND 10).
- Sociology. French-language 68 Sep (ND 3).
- Space (Europe) 68 Oct (ND 6).
- Sport 68 Oct 7-9.
- Students, Catholic 68 Oct (ND7).
- Steel, iron 68 Oct 20-23.
— (L America) 68 Sep 16-19.
- Stereology 68 Sep 16-18.
- Stock exchanges 68 Oct 10-11.
- Surgery, experimental (Europe) 68 Oct 30-31.
— plastic (L America) 68 Nov (ND 6).
- Tariffs, trade 68 Oct 12-29.
- Teachers 68 Sep (ND9); 68 Dec (ND 4).
— industrial society 68 Oct 9-12.
— status 68 Sep 16-21.
- Technicians 68 Sep 18-20.
- Telegraph, telephone (Africa) 68 Dec (ND 1).
- Television 69 Feb (ND 2).
— radio (Africa) 68 Nov (ND 3).
- Theatregoers 68 Sep 5-8.
- Theology, development 68 Sep (ND 10).
- Therapy, antihomotoxicological 63 Oct 26-27.
- Towns, united 68 Oct (ND 1).
- Trade, tariffs 68 Oct 12-29.
— unions, Christian 68 Sep 18-20: 68 Oct 1-4.
— free 68 Sep 9-19.
— (Europe) 68 Dec (ND 2).
— in exile 68 Sep 21-25.
- Transplantation 69 Feb (ND 1).
— hepatic 68 Oct 30-31.
- Travel (America) 68 Oct (ND 5).
- Treaty rights 68 Aug 20-Sep 27.
- Typhoons 68 Sep (NDS).
- U N
— development 68 Oct (ND 14).
— Ecosoc 68 Oct-Nov-Dec (ND 21).
— narcotics 68 Sep 24-Oct 3; 68 Oct 27-Nov 8.
— women, status 69 Jan (ND 4).
- Unesco
— C Asia, Kushan period 68 Sep 27-Oct 6.
— education, Arab states 68 Sep 16-24.
— sport 68 Oct 7-9.
— technical 68 Sep 9-13.
— literacy 68 Sep (ND 4).
— mining technology 68 Sep 9-13.
— mathematics teaching 68 Sep 23-Oct 2.
— teachers, status 68 Sep 16-21.
— typhoons, hurricanes 68 Sep (ND 5).
- University, public relations 68 Sep 2-6.
- Vacuum science, roads 68 Oct 15-19.
- Vectocardiography 68 Sep 23-26.
- Veterinary anatomists 68 Sep 9-11.
- Welfare, child (E Africa) 68 Oct (ND 9).
— social 68 Sep 1-9.
- WHO.
— E Mediterranean 68 Sep (ND1).
— fish 68 Oct 7-11.
— pesticides 68 Oct (ND 17).
- WMO
— climatology 68 Oct 15-25.
- Women, medical (America) 68 Oct (ND 16).
- Work (Europe) 68 Dec (ND 2).
- Workers (Africa) 68 Nov (ND 2).
— agricultural (Europe) 68 Sep 18-20.
— Christian 68 Nov (ND 4).
— social 68 Sep 1-9.
- World affairs 68 Sep 11-16.
- Writers, medical 68 Oct 9-12.
- Yarn, man-made 68 Oct (ND11).
- Youth, leadership (W Africa) 68 Oct (ND 10).
— literacy 68 Nov (ND 8).
— NGOs (Europe) 68 Sep 5-6.
— rural development (S E Asia) 68 Sep 2-14.

